

مكتبة العالم

Supplément Radio-Télévision

# Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14486 - 6 F

DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESCOURNE

## L'escalade yougoslave

La crise yougoslave n'est-elle pas en train de se transformer en une véritable guerre civile - serbo-croate en premier lieu, mais pas seulement - qui risque d'ensanganter une région qui a déjà payé son tribut à l'Histoire? Les appels à la mobilisation de part et d'autre, l'extension des zones de conflit au profit des autonomistes serbes, la multiplication des combats, l'émergence de dizaines de «chefs de guerre» qui peuvent se transformer, l'odeur de la poudre aidant, en autant de «Rambo» exaltés et sanguinaires, le fossé de plus en plus profond séparant les deux communautés dans les villages, voire dans les familles; tous les éléments semblent réunis pour que le conflit, pour l'instant localisé et intermittent, se transforme en un affrontement généralisé et sans trêve.

Vendredi 23 août, la Croatie a décidé de jouer son va-tout: annonçant un «changement de stratégie», le premier ministre croate, M. Franjo Greguric, a appelé la population à se préparer et à s'organiser en vue d'une guerre totale. Au même moment, à Belgrade, la commission présidentielle chargée d'établir le cessez-le-feu menaçait de démissionner en dénonçant l'escalade de la guerre.

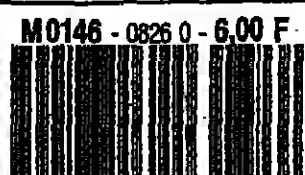
DEPUIS son entrée en scène le 7 août, le cessez-le-feu a été violé des centaines de fois, entraînant la mort de soixante-dix personnes. A combien se monterait ce bilan si les affrontements en Croatie se répétaient dans d'autres parties du pays - Bosnie-Herzégovine ou Kosovo, - tout aussi menaçantes d'explosion?

Aujourd'hui, personne ne semble plus en mesure de contrôler cette montée aux extrêmes. Eglises, intellectuels, dirigeants politiques, dont le rôle aurait été de calmer les esprits, souffrent au contraire sur les bords. Mardi, sous le coup de l'émotion provoquée par le putsch de Moscou, la présidence collégiale avait bien ébauché un compromis politique qui, pour la première fois, évoquait le droit d'autodétermination des peuples. Mais dès le lendemain l'accord était dénoncé.

FACE à cette fanatisme croissant, la communauté internationale est pour le moment bien désarmée. Les efforts des Deux pour aider à la conclusion des accords de Riyad, et pour les faire respecter, paraissent aussi méritoires que dérisoires. Vendredi encore, le président croate demandait au chancelier Kohl de réfléchir aux mesures que le Communauté européenne, «l'Allemagne en particulier», pourrait prendre «pour protéger la République de Croatie». Mais comment collaborer avec des responsables politiques qui ont une pratique tout à fait personnelle de la démocratie et n'attendent même pas que l'ancien d'un accord soit échu pour exhorter leurs troupes au combat?

Les missions de bons offices ayant montré leurs limites, il s'agit maintenant d'empêcher le recours à une diplomatie plus «musclée». Pour l'instant, si l'internationalisation du conflit est réclamée par les Croates, elle est rejetée par les Serbes. Mais la fin de l'empire soviétique et la redéfinition des frontières qui devrait s'ensuivre auront-elles pour effet de rétablir sur une Fédération yougoslave en ruine, à la recherche d'un modèle.

Lire nos informations page 18

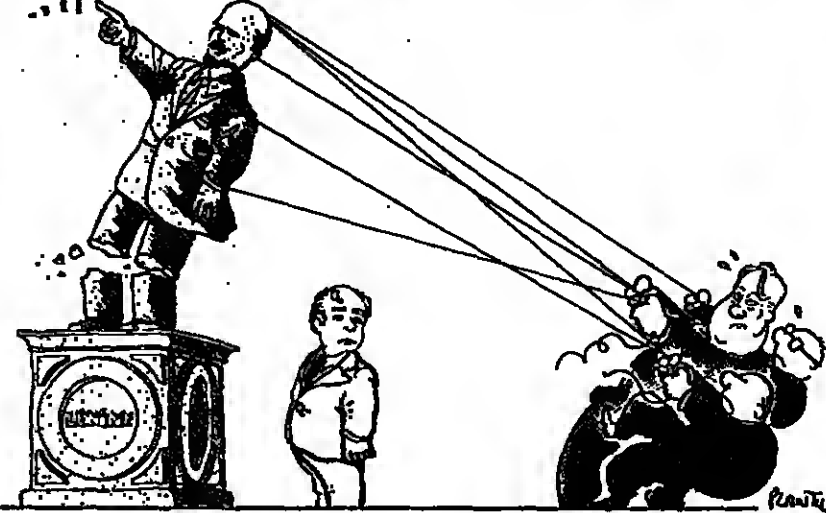


Les bouleversements en Union soviétique après l'échec du coup d'Etat

## Les activités du PC interdites dans plusieurs Républiques L'autorité de M. Gorbatchev sérieusement ébranlée

M. Mikhaïl Gorbatchev a assisté, samedi matin 24 août, à Moscou, aux funérailles des trois victimes du coup d'Etat manqué, qui ont été faites «héros de l'Union soviétique». Devant une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes réunies sur la place du Manège, sous les murs du Kremlin, le président de l'URSS a déclaré que les hommes qui avaient tenté de s'emparer du pouvoir ne bénéficieraient d'aucune grâce.

La veille, les nouveaux rapports de forces politiques qui s'établissent en Union soviétique étaient clairement apparus lors de la séance du Parlement de Russie, au cours de laquelle M. Boris Eltsine et les députés russes avaient sérieusement ébranlé, parfois même raillé, M. Gorbatchev, qui continue à défendre un Parti communiste dont les activités ont déjà été interdites dans plusieurs Républiques.



## Sauve-qui-peut général

Voici le premier article de Jan Krauze, nouveau correspondant du Monde à Moscou.

MOSCOU

de notre correspondant

Cette fois, c'est la fin, et seul Mikhaïl Gorbatchev, désemparé et publiquement humilié, ne semble pas encore s'en rendre compte: le Parti, «son» Parti est à l'agonie. Dans un sauve-qui-peut général, les représentants de ce qui fut la plus formidable organisation de masse de l'Histoire ont encore tenté, vendredi 23 août, de sauver ce qui ne pouvait plus l'être, et leurs tentatives ont pitoyablement échoué. La «Commission de contrôle», l'organe disciplinaire du Parti, s'est dépeçée d'urgence des rangs du PCUS les auteurs du putsch raté.

L'orgueilleuse Pravda s'est furieusement débarrassée vendredi matin de la raison d'être qu'elle revendiquait depuis des décennies: «Organe du Comité central du PCUS». Trop tard: dans l'après-midi, un décret de Boris Eltsine, signé sous les yeux d'un Mikhaïl Gorbatchev éberlué, «suspendait» sine die les activités de ce que la Constitution soviétique désignait encore tout récemment comme la force dirigeante de l'Etat, et samedi, la Pravda ne paraissait pas, condamnée à payer, avec d'au-

tres journaux, le prix de son soutien au coup de force.

A Moscou, le bâtiment du Comité central perdait jusqu'à son drapeau, remplacé par une bannière aux couleurs bleues, blanches et rouges de la Russie. Et le KGB, à peine déboulonné la statue de son père fondateur, Félix Dzerjinski, perdait aussi sa mission, celle d'être le «glorieux et bouclier» du Parti.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

## Crépuscule du communisme

par Daniel Vernet

La fin du communisme, ce n'est pas d'abord la mort d'une idéologie. Jusqu'à l'éclosion de la glasnost, la vulgate marxiste-léniniste remplissait certes l'espace intellectuel en l'absence de liberté de pensée, mais personne n'y croyait plus depuis longtemps. La fin du communisme, c'est surtout la disparition de parti qui s'en réclamait, de l'organisation qui, grâce à ses multi-

ples ramifications, étendait son contrôle sur toute la vie, publique et privée.

On n'en est pas encore tout à fait là en URSS, mais le processus qui, dans les anciens pays socialistes, a conduit à un quasi-effacement des partis communistes a été largement entamé, vendredi. En signant un décret, contesté par M. Mikhaïl Gorbatchev, qui suspend l'activité du PC russe (1), M. Boris Eltsine a sonné l'alarme.

En Lituanie et en Lettonie, le Parti communiste a été déclaré illégal ou interdit; à Riga, son siège a été dévasté. Dans tous les pays baltes, les statues de Lénine tombent.

Dans d'autres Républiques, les dirigeants démissionnent pour protester contre l'attitude de la direction communiste lors du putsch ou pour essayer de se refaire une réputation après avoir flirté avec les comploteurs.

Lire la suite page 5

(1) Jusqu'en 1990, il existait un parti communiste dans chaque république, sauf en Russie, où le PC soviétique se confondait avec le PC russe. Une organisation républicaine a été alors créée, dominée par les conservateurs, pour faire contre-poids à la direction du PCUS où les partisans de M. Mikhaïl Gorbatchev étaient supposés être en majorité.

- Lire aussi**
- La réunion houleuse du Soviet suprême de Russie
  - Nominations et destitutions
  - La presse soviétique se libère
  - Les Baltes coupent les ponts avec le pouvoir central
  - Les Occidentaux accentuent leur soutien aux pays baltes
  - Washington: les Américains fascinés mais toujours inquiets...
  - Bonn demande davantage d'aide pour l'URSS à ses partenaires
  - Black-out à Pétro
  - Une chance pour la reprise économique?
  - La première autocritique du PCF
  - Le coup d'Etat vu par les télévisions occidentales
  - Les hommes de Moscou dans le supplément «Radio-Télévision», pages 16 et 31
- pages 3 à 7

## UN TYPE BIEN

UN FILM DE LAURENT BENEGUI



avec JEAN-PIERRE PINCEMIN, ANNE PARILLA, DANIEL OUFIL

## L'Etat de droit

par André Fontaine

De l'empire des tsars, Coutine écrivait, il y a un siècle et demi, qu'il s'agissait d'une «monarchie absolue tempérée par l'assassinat» (1). De celui de Staline, on aurait pu dire qu'il s'agissait toujours d'une monarchie absolue, mais cette fois confortée par l'assassinat, puisqu'il faisait abattre, systématiquement, quiconque risquait de lui porter ombrage.

Après la mort du généralissime, bientôt suivie de l'exécution du grand maître de ses policiers, Levrenti Beria, et de l'adjoint de ce dernier, Abakoumov, l'habitude de tuer les opposants se perdit. Encore qu'au tout de même été exécutés, au mépris des engagements les plus solennels, les chefs civil et militaire de la révolte hongroise de 1956, Imre Nagy et Pal Maléter.

L'année suivante, Khrouchtchev fut l'objet de ce qu'il appela lui-même un «complot du

groupe antiparti». Molotov, qui avait été le bras droit de Staline, le beau-frère de celui-ci, Kaganovitch, qui vient de mourir, Malenkov, ancien secrétaire particulier et successeur désigné du dictateur, et l'ancien ministre des affaires étrangères Tchépoulov avaient convaincu le présidium du comité central de mettre en minorité le bouillonnant Nikita.

Opération à tout bien prendre parfaitement légale, même si jusqu'alors jamais tentée, dans un pays où le détenteur ultime de la souveraineté est le Parti communiste, «avant-garde du prolétariat», au nom duquel il exerce la dictature.

Khrouchtchev était un rude lutteur. Loin de s'avouer vaincu, il convoqua le plénum du comité, où il avait fait entrer, après le vingtième congrès, nombre de ses partisans. Encore fallait-il les amener à pied d'œuvre. Sans le concours de l'armée rouge, qui mit ses avions à la

disposition des membres du comité central et fit manœuvrer ses blindés, à toutes fins utiles, autour du bâtiment où il siègeait, M. K n'aurait peut-être pas gagné la partie.

Lire la suite page 4

(1) L'ouvrage classique du tsarisme de Coutine, la Russie en 1839, a été récemment réédité en deux très beaux volumes chez Solin.

## CHEZ LES PEINTRES

Jean-Pierre Pincemin, recommencer l'histoire

Nous poursuivons notre série avec une visite à Jean-Pierre Pincemin, qui délaisse l'abstraction géométrique pour les sujets sacrés, remonte le cours du temps.

Lire page 11 l'article de PHILIPPE DAGEN

A L'ETRANGER: Algérie, 4,90 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRON; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,50 FR; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



# Voyage avec Colomb

**C**ARACAS. — Lors de son séjour dans la capitale, David s'est étonné que les hommes y marchent sur la tête d'autres hommes. Il a aussi été choqué de voir que l'homme n'y respecte pas l'eau, qu'il se urine et défèque. Mais d'autres choses lui ont plu, une boîte de nuit où sa façon de danser a fait l'admiration de tous, un cinéma où il s'est amusé à dialoguer avec le perroquet du film, une église où il a compris que le missionnaire mentait et que l'ethnologue disait vrai. David est un Yanomami logique. Chamane, détenteur d'un savoir sacré, il avait voulu ce voyage à Caracas pour tenter de comprendre le monde qui produisait ces autres hommes si curieux de son peuple. Jean a joué le jeu, l'a bébégé, a ouvert ses placards, lui a dit de prendre ce qu'il voulait et l'a promené en ville durant un mois. Qu'est-ce que David a bien pu raconter à son retour dans la forêt amazonienne, là où l'Orénoque prend sa source? Jean n'a pas encore la réponse. Quand nous nous sommes rencontrés, il s'apprêtait à partir rejoindre son collègue et chamane.

Jean Chiappino fait partie d'un club très fermé : les « yanomamistes ». Surtout, insiste-t-il, écrire Yanomami et non Yanomani, comme bizarrement s'échangent à la fois dictionnaires et encyclopédies. Cette discrète société ne compte qu'une dizaine de membres de par le monde, parfois complaisants, souvent rivaux. Tous ont en le privilège de pénétrer cette emmanuement indienne inviolée jusque dans les années 60, qui emplit quelque dix-huit mille individus dispersés au sud du Venezuela et au nord du Brésil. Pour Chiappino, curieux médecin voyageur, ce fut à l'issue d'un long périple. Comme souvent, l'enfermement recèle un secret d'enfance. En l'occurrence, les contes indiens racontés au fin fond de la Creuse par une grand-mère née dans le sud de l'Argentine où son père était parti fonder une ville. C'est ainsi que le petit-fils se retrouva, au début des années 70, en train de descendre d'un car dans un coin perdu de l'Amazonie. Sans aucune attache, il avait décidé d'aller en solitaire à la rencontre des Suruis, des Indiens croisés en lisant *Tristes tropiques*, et sur lesquels Claude Lévi-Strauss n'avait pas réussi à mettre la main. Quand Jean les trouva enfin, ce fut pour assister, impuissant, à la mort de la moitié d'entre eux, décimés par une épidémie de tuberculose.

De cette mésaventure, il retiendra une leçon et une image. La leçon : « Il faut apprendre à rester, guile à la ferme », dit-il. Car, évidemment, le jeu du médecin français « l'ouvrit », dénoya l'état d'abandon des Indiens, révéla la déposition de leurs terres et... se fit rapidement expulser du Brésil. L'image : « La forêt primaire, c'est comme le désert. Tu marches, c'est doux, rien ne te pique », Lévi-Strauss, qui pour lui le terrain n'a pas toujours séduit, a aussi succombé devant cet « univers monumental » qui semble « un nouveau monde planétaire ». Chiappino a donc appris à se taire, mais n'a pu se défendre de la forêt. Aujourd'hui chef de l'antenne vénézuélienne de l'ORSTOM, cet ethnologue de hasard et médecin d'aventure a réussi à se faire écouter chez les Yanomamis. Un savoir dont il ne fait pas étalage — se refusant même à donner le nom indien de David, — mais qui lui a permis de jeter des ponts entre système de santé moderne et médecine traditionnelle.

Non sans mal. Car les Yanomamis ont voulu voir à qui ils avaient affaire. Jean a donc été un jour empoisonné au curare : « J'étais malade comme un chien, je n'arrivais pas à vomir, mais j'ai refusé leur curare et j'ai réussi à me faire une piqûre », puis une autre fois poursuivi par un Indien qui voulait le « fléchir ». « Le jeu, c'était de ne pas bouger et de réussir à entrer la flèche empoisonnée quand il la tirait, ça durait trois heures devant tous les tribus ». Sans parler évidemment des vols de caisses de sardines alors que l'avion ravitaillait ne passe que tous les cinq mois. Autant d'épreuves sous le regard tranquille des vieux chamanes qui se contentaient de commenter ses réactions : « Je te pousse à bout, pour voir. C'est banal, mais par moments tu les laisses vraiment ! » Syndrome bien connu des anthropologues, où l'objet de curiosité devient sujet de détestation. Chiappino ne verse guère dans l'exotisme : « Les Yanomamis sont la même chose que ce sont les tout derniers « sauvages » découverts, parce qu'ils sont beaux avec leurs peintures corporelles, parce qu'ils se mettent des plumes dans le derrière. Mais la réalité, ce sont les pandémies, les garimpeiros et les missionnaires ».

**P**REMIÈRE épidémie mondiale, la paludisme continue de sévir en Amazonie. « Une croissance exponentielle, dit Jean. Notre principal ennemi, c'est le *Plasmodium falciparum*, le plus dangereux, le plus résistant. Il se modifie en fonction des traitements, la Nivaquine ne sert évidemment à rien, et il est mortel ». L'extension de l'épidémie, véhiculée par des moustiques femelles silencieux, s'attaque à la nuit et dont la énotaminiotose se produit quand ils piquent l'homme, est accentuée par les incursions des garimpeiros, chercheurs d'or venus du Brésil et qui, de plus, ravagent l'équilibre écologique de la forêt. Enfin, les adeptes de New Tribes Mission, des fondamentalistes protestants venus des Etats-Unis, se livrent à une évangélisation féroce, dont l'assise est la négation des cultures indiennes. « C'est terrible, commente Chiappino. Ils sont bourrés aux as, ont des avions, utilisent des brevétaires inépuables, disent aux Indiens qu'il n'y a qu'une seule religion et que tous leurs maux viennent



Ci-contre : Indien Yanomami. L'idée est encore répandue dans l'administration qu'il faut civiliser les Indiens comme s'ils étaient simplement un vestige du passé...

Ci-dessous : « Carémone funéraire des peuples qui habitent aux environs du fleuve Orénoque ». Colomb découvrit le delta de ce « très grand fleuve » en 1498.

## 23. Le mamelon du paradis

par Edwy Plenel

du fait que leurs dieux sont des diables ».

Le Paradis de Colomb sera-t-il l'Enfer des Yanomamis? C'est en effet aux sources de l'Orénoque, découvertes seulement en 1991, que l'Amiral situa le Paradis terrestre alors qu'en 1498 il longeait la côte orientale du Venezuela, dans le golfe de Paria. Cinq siècles plus tard, il est tentant de se gausser. On aurait tort. Mieux que toute autre, cette histoire paradisiaque dévoile l'ambiguïté foncière de l'Amiral, homme de transition entre Moyen Âge et Temps modernes, à la fois prisonnier de connaissances bientôt périmées et tentant de s'en libérer par l'issue de secours de l'utopie. Dans le savoir commun du quinzième siècle, les Saintes Ecritures ne sauraient mentir : « terrestres », l'Eden d'où furent chassés Adam et Eve est forcément situé quelque part sur le globe. Et cet endroit ne saurait être qu'un sommet ayant échappé au Déluge, une éminence que l'immensité marine n'a jamais pu recouvrir.

**O**R Colomb remarque que plus il avance dans le golfe de Paria, plus l'eau de mer est douce. De plus, obligé d'emprunter pour entrer et sortir du golfe les étroits passages séparant Trinidad du continent, qu'il nommera Bouches du serpent et Bouches du dragon, il est confronté à des « hautes lames », à des « flux de courants » accompagnés de « mugissements puissants » qui proviennent de « la lutte entre l'eau douce et l'eau salée ». Enfin, certains de ses marins d'un « très grand fleuve », l'Orénoque. Son raisonnement est dès lors impeccable. S'il y a un grand fleuve et de forts courants, c'est qu'il y a une montagne où il prend sa source et que son cours dévale. Donc, puisque « l'autre monde » était jusque-là inconnu, c'est là qu'il faut chercher le mont qui abrite le Paradis terrestre où personne ne peut arriver si ce n'est par la volonté divine ».

Et, pour notre plaisir, le navigateur se fait poète, décrivant la Terre comme « une pelote ronde » sur laquelle serait posé « un téton de femme » — le Paradis! « Le monde, écrit-il, n'est pas rond de la manière qu'on le décrit, mais de la forme d'une poire qui serait toute très ronde, sauf à l'endroit où se trouve la queue qui est le point le plus élevé ». Le Paradis terrestre est sur ce sommet qui figure le mamelon de la poire, où l'on s'élève, peu à peu, par une pente prise de

très loin. Il fallait attendre ce troisième voyage du navigateur pour découvrir le secret de son aventure : Colomb a découvert l'Amérique parce qu'il croyait fermement au Paradis. S'il n'avait pas été ce rêveur, il n'aurait pu débusquer le Nouveau des ténébreux. L'Amiral est une figure de l'Utopie, de cette insatiable curiosité permanente qui, pour le meilleur et pour le pire, conduit l'homme à rechercher le manque et l'absence. Plus l'Amiral vieillit, plus cette dimension émerge, reléguant l'enfance du bûcher derrière celle du miracle, magnifiant cette quête d'une enclave naturelle ayant échappé à la chute.

Mieux que tout autre, le philosophe allemand Ernst Bloch emplit ce ressort intime. Dans son splendide voyage chez les rêveurs du « principe espérance », il fait de Colomb un delta de l'Orénoque une figure symbolique. « C'est la foi, l'existence du Paradis terrestre, et elle seule, écrit-il, qui a finalement enflammé l'explorateur, le poussant à risquer le voyage vers l'ouest en pleine connaissance de cause (...). Cela seul lui donne la force de rompre l'emboîtement exercé par l'Occident moutonné de l'Occident (...). Que ce fussent ensuite non pas des dieux blancs mais bien des criminels comme Cortés et Pizarro qui pénétrèrent dans le continent, que le Paradis terrestre ne fut pas un fait mais un problème de latence et d'espérance, tout cela ne prive l'intention de Colomb ni de sa force ni de sa grandeur ». D'autant plus que l'Amiral de 1498 se démarque des conquérants uniquement soncieux du « temporel ». Longue plainte, ressassement d'injustices et de récriminations, sa lettre aux rois sur ce troisième voyage s'en prend aux « médisances » de ceux qui ont combattu son « excellente entreprise » et dont il souligne l'argumentation basement matérielle : « Ils ne savent rien alléguer pour médire de cette entreprise, si ce n'est qu'on y dépense beaucoup et qu'on n'y a pas renvoyé aussitôt les navires chargés d'or ». Mais le Paradis ou veut-il pas tout l'or du monde?

**L**E Venezuela d'aujourd'hui a les yeux tournés vers le Paradis de Colomb. « Nous sommes encore un pays de conquête, un pays qui n'a pas osé son expansion sur tout son territoire », déclare le président, Carlos Andrés Pérez, sans doute le plus international des chefs d'Etat latino-américains, n'hésitant pas par exemple à intervenir directement dans la crise haf-

logiquement diversifier ses sources de revenus. Or, pétrole, diamant, bauxite, fer, argent... le sous-sol du pays est une immense promesse. Mais, le plus souvent, ces richesses sont sous les terres habitées par les quelque vingt-cinq peuples indiens. Ceux-ci ne représentent que 1 % de la population, dispersés sur un territoire immense, tandis que plus de 80 % des habitants du pays sont citadins, majoritairement regroupés dans les villes de l'étrange bande côtière canala. Comment préserver les communautés indiennes sans entraver le redressement économique du pays? « Les Indiens occupent des zones dont l'écosystème est extrêmement fragile et dont il a été prouvé que seul leur mode de vie, de cueillette et de chasse, était compatible avec sa survie. Si on y touche, et le Brésil ne cesse de le montrer, on ne retrouvera plus qu'un désert de terre rouge. C'est notre poulmon ».

A la différence de son voisin du Sud, le Venezuela tente de donner l'exemple. Récemment, le gouvernement a décidé de créer de vastes parcs écologiques, protégeant la forêt. « On se demande cependant si le discours officiel ne cache pas d'autres intérêts », commente Maria Luisa. L'idée est encore répandue dans l'administration qu'il faut civiliser les Indiens, les intégrer comme s'ils étaient simplement un vestige du passé. Les Indiens doivent évidemment évoluer, ils ne peuvent pas rester dans une enclave muséifiée, mais il faut qu'ils décident eux-mêmes, qu'ils soient maîtres de leur avenir. » Dépendant curieusement du ministère de l'éducation, la direction des affaires indiennes n'a toujours pas de budget spécifique... Lucide, sa responsable enclure : « Notre problème le plus urgent, ce sont les villes ». En 1989, les barrios qui entourent Caracas ont pris d'assaut la ville-lumière. L'armée a tiré, des charniers ont été découverts, le bilan officiel fut de trois cents morts, certains disent mille.

Curieux pays qui, à l'avenir, pourrait surprendre. Parce qu'il est potentiellement riche, le Venezuela se sent de taille à devenir une puissance régionale. Il reste marqué par le rêve enattentail du Libertador Simon Bolivar, dont les cendres reposent au Panthéon de Caracas. L'actuel président, Carlos Andrés Pérez, est sans doute le plus international des chefs d'Etat latino-américains, n'hésitant pas par exemple à intervenir directement dans la crise haf-

tienn. Ville monstre, traversée d'autoroutes, étalée dans une vallée encaissée, mêlant l'opulence de jeunes cadres inséparables de leurs téléphones portatifs dernier cri et la misère des marchands à la sauvette proposant aux carrefours un attirail de coiffe-volants, de briquets, de plumeaux et de scies, Caracas brasse l'ambition et le désespoir. « Nous avons attendu trop longtemps. Quand la Banque mondiale est venue proposer ses solutions drastiques, nous ne pouvions rien objecter. C'est la médecine qu'on donne à un mourant : il n'a pas le choix ».

**F**ILLE unique de l'ancien président Romulo Betancourt, directrice de la Bibliothèque nationale, l'une des plus modernes du continent, Virginia Betancourt incarne l'ambition vénézuélienne dans une hispanité conquérante qu'elle oppose à la culture nord-américaine. « Ici, nous sommes ouverts au monde. Il y a une unité ibéro-américaine qui réunit l'Amérique latine à l'Espagne, au Portugal, à Porto-Rico, à la République dominicaine. C'est toute la différence avec les gens de vos Antilles. Ils sont plus européens qu'américains. S'ils ne font pas d'efforts pour se rapprocher de nous, ils seront marginalisés ». C'est dans ce pays que le prosélytisme de l'Espagne à l'occasion du cinquième centenaire prend tout son sens. « L'Amérique latine a peu de choses en commun avec le tiers-monde », a déclaré Felipe Gonzalez à la revue ad hoc des festivités colombiennes, *America 92*. Un propos qui entre en résonance avec le rêve de la classe dirigeante vénézuélienne, qui s'imagine porteuse d'une nouvelle Europe, d'une Europe latine montrant la voie au continent américain.

Encore faudrait-il, pour qu'advienne cette renaissance, que ce pays se libère de la gangrène qui le mine. Corruption : le mot est sur toutes les lèvres, dans tous les journaux. Et il se conjugue désormais avec celui de dialogue. Le Venezuela est en effet devenu l'une des plates-formes privilégiées



du trafic colombien. Les spécialistes estiment que l'essentiel de l'approvisionnement européen passe maintenant par le golfe de Paria, là même où Colomb s'aventura. Paquets lancés de petits avions, bateaux venant des récepteurs, infiltration par Trinidad. Plus l'argent des cartels colombiens a tendance à se mettre à l'abri dans ce pays compradore : immobilier, banques, achat d'habitations, tout cela accompagné de complicités dans la haute administration.

L'argent, l'argent facile des paradis artificiels. Parce qu'il n'en ramenait pas assez, Colomb entrera en disgrâce. Un ultime voyage le conduira le long de l'isthme panaméen. Un voyage pathétique où, malade, diminué, illuminé, il obtiendra la mort. Le mort, que les Yanomamis approchent en brûlant le corps du défunt, puis en buvant ses cendres mélangées à de la purée de plantain. Ses biens sont détruits, son nom oublié.

« J'ai labouré la mer », aurait dit juste avant de s'éteindre Bolivar, devant l'échec de la Grande Colombie qu'il avait si naïvement désirée. « Le héros de la mer est un héros de la mort », écrit Bachelard. La mort, que l'argent évoque parfois, puissance éphémère, dormante et affolante, surpasse et détruit. L'argent, dont Panama est ici le repaire, temple d'une nouvelle fièvre.

### Prochain article :

#### Un scandale à Panama

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

**Rectificatif.** — Dans le vingt-deuxième épisode de « Voyage avec Colomb », *Les Indes véritables*, une ligne a malencontreusement été rajoutée, rendant incompréhensible le début du deuxième paragraphe de la quatrième colonne. Il fallait lire : *Contrôlée par des compagnies nationales, la manne pétrolière assurait (le reste sans changement).*

LES BOULEVARD

M. Mikhaïl

Te qui peut  
neral



# M. Mikhaïl Gorbatchev dans la fosse aux lions

Déjà il avait dû, après avoir lu la longue liste de tous ceux en qui il avait une « totale confiance » et qui l'avaient pourtant trahi, entériner pour la forme des décisions déjà annoncées par Boris Eltsine : la nomination à la tête du KGB d'un homme que lui-même avait limogé



# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Les nominations à la tête du gouvernement et de l'armée

## M. Vadim Bakatine : une «bête noire» des conservateurs va diriger le KGB

Avec M. Vadim Bakatine, c'est une «bête noire» des conservateurs qui se voit confier le contrôle - voire le démantèlement, si les événements continuent à s'accroître - du KGB, ce pilier de l'Etat soviétique dont le père spirituel, Félix Dzerjinski doit retourner dans sa tombe depuis que les Moscovites ont eu l'impudence, jeudi soir, d'abattre sa statue qui constituait une véritable injure à toutes les victimes du totalitarisme soviétique, et qui s'élevait en plein centre de la capitale, en face du siège de la police politique.

Au début de l'hiver dernier, ce Russe né en 1937 dans la région de Kemerovo, en Sibirie, se retrouvait être l'enjeu et la victime d'une féroce bataille entre M. Gorbatchev et les conservateurs. Depuis qu'il avait été nommé en octobre 1988 ministre soviétique de l'intérieur, M. Bakatine se refusait en effet à régler par la répression, encore moins par la provocation, les conflits ethniques qui se multipliaient dans la Caucase et dans les pays baltes. «Centriste radical», ainsi qu'il aime à se définir, il avait pris la perestroïka au sérieux tout comme l'Etat de droit en construction et les droits de l'homme. Il avait un autre handicap majeur à cette époque où les conservateurs avaient décidé de «casser» Mikhaïl Gorbatchev : il était un proche du président auquel il devait le «décollage» de sa carrière, c'est en effet en mars 1985, date de l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, qu'il a été nommé premier secrétaire de la région de Kirov ; c'est en 1987 que les mêmes fonctions lui ont été confiées pour sa région d'origine, Kemerovo. Entre-temps il avait fait sa rentrée au comité central.

Plutôt que de le défendre lors-

qu'il est attaqué à l'automne par son «humanisme excessif», M. Gorbatchev finit par l'abandonner. Cela se passa au début du mois de décembre 1990. Le nom du successeur de Vadim Bakatine imposé à M. Gorbatchev par les conservateurs est fort significatif a posteriori puisque c'est celui de Boris Pougov, le Balte qui a été toujours considéré comme un traître par ses compatriotes et qui s'est suicidé après l'échec du putsch du 19 août. «J'ai été démis parce que j'ai placé la loi au-dessus de l'idéologie», dira simplement M. Vadim Bakatine.

On devait repérer de M. Bakatine au printemps dernier, pendant la campagne pour l'élection du président de Russie, le bruit courut alors qu'il pourrait être candidat à la vice-présidence de M. Eltsine, mais ce dernier préféra finalement s'adjointre un militaire réformateur, le colonel Alexandre Routsikov. Finalement, M. Bakatine se présente en candidat indépendant avec l'approbation discrète de M. Gorbatchev, sans doute inquiet d'un succès possible de l'ancien premier ministre Rykov dont la candidature était soutenue par le Parti communiste de Russie, mais il n'obtint que 3,42 % des suffrages. C'est, on s'en souvient, Boris Eltsine qui rafla la mise puisqu'il fut élu au premier tour avec près de 60 % des voix.

M. Bakatine, qui est membre du Conseil de sécurité de l'URSS, est l'un des rares proches de M. Gorbatchev à s'être inquiété du sort de M. Gorbatchev pendant le putsch. Agé de cinquante-quatre ans, il ne passait pas, à la veille du putsch, pour entretenir de bonnes relations avec M. Eltsine.

J. A.

## M. Victor Barannikov ministre de l'intérieur

M. Victor Barannikov, nouveau ministre de l'intérieur de l'URSS - il remplace M. Vassili Trouchine, nommé le 22 août ministre par intérim par M. Gorbatchev, M. Trouchine remplaçant lui-même Boris Pougov, l'un des putschistes, qui s'est suicidé - était auparavant ministre de l'intérieur de la Fédération de Russie. Né en 1940, il a travaillé, de 1961 à 1988, au ministère soviétique de l'intérieur, où il a été notamment en charge d'un service à la direc-

tion générale de la lutte contre le pillage de la propriété socialiste et la spéculation. En 1988, il avait été nommé premier vice-ministre de l'intérieur d'Azerbaïdjan, une République en proie à la corruption et à l'agitation anti-arménienne. C'est en juillet 1990 qu'il avait été nommé premier vice-ministre de l'intérieur de la République de Russie, avant d'être promu ministre à part entière un peu plus tard.

## M. Evgueni Chapochnikov ministre de la défense

Le général Chapochnikov, qui s'est distancé très tôt des putschistes, remplaça le général Moïseïev nommé le 22 août par M. Gorbatchev ministre de la défense par intérim à la suite de l'arrestation du maréchal Dmitri Lazov. La nomination du général Moïseïev avait été froidement accueillie à Washington. Fils de militaire tué en Prusse orientale en 1945, le général Chapochnikov est un Russe de quarante-trois ans, il a fait des études à l'école des pilotes de guerre de Kharov, puis à l'Académie militaire de l'air «Gagarine». Il a été commandant adjoint de l'aviation de la région militaire des Carpates de 1979 à 1982, puis commandant de l'avi-

tion de la région militaire d'Odessa (1985-1987). Après avoir dirigé, en 1987 et 1988, les forces aériennes soviétiques en RDA, il devint premier commandant en chef adjoint de l'air de l'URSS. Délégué d'une unité militaire à la dix-neuvième conférence du Parti communiste de l'URSS, il entra au comité central le 13 juillet 1990. Deux semaines plus tard, il est nommé commandant en chef de l'armée de l'air et vice-ministre de la défense. Depuis octobre 1990, il était aussi membre de la commission du PCUS pour la politique de défense ; c'est à ce titre qu'il s'était déclaré favorable à la suppression de l'appareil communiste au sein de l'armée, une vieille revendication de M. Boris Eltsine.

## Le général Gratchev vice-ministre de la défense

Nommé par M. Gorbatchev vice-ministre de la défense et président du Comité d'Etat de la Russie pour la défense et la sécurité, le général Pavel Gratchev est âgé de quarante-trois ans seulement. Il a combattu en Afghanistan de 1981 à 1983 et à nouveau à la fin de l'occupation de ce pays, jusqu'au début de 1989. Ses faits d'armes lui ont valu la décoration suprême de «Héros de l'Union soviétique» en 1988. Promu ensuite à Moscou premier commandant adjoint des troupes aéroportées, il avait pris le commandement de ce corps en décembre dernier.

Demain notre supplément  
Le Monde CHAMPS ECONOMIQUES

## Le général Lobov chef de l'état-major

Le général d'armée Vladimir Lobov, nommé chef de l'état-major général à la place du général Moïseïev, était sans emploi depuis le mois d'avril de cette année, puisqu'il dirigeait l'état-major du pacte de Varsovie, liquidé à cette date. Né en 1935, membre du parti communiste depuis 1959, il a commandé la région militaire d'Asie centrale de 1984 à 1987, puis, à la faveur des remaniements qui ont suivi l'atterrissage de l'Allemagne Rur sur la place Rouge, a été promu à Moscou au poste de premier sous-chef de l'état-major. Il avait conservé cette fonction lorsqu'il avait été nommé, en février 1989, chef de l'état-major des forces armées unifiées du pacte de Varsovie. Il a été élu député du Soviet suprême de l'URSS, en mars 1989, dans une circonscription du Kazakhstan.

Les têtes tombent, et ce n'est pas fini, mais le choix des victimes et plus encore la nomination de leurs remplaçants reflètent la dualité du pouvoir à Moscou et les intentions divergentes de MM. Gorbatchev et Eltsine.

Le plus clair exemple a été donné avec le remplacement éditorial, vendredi 23 août, des trois principaux responsables des forces de l'ordre que M. Gorbatchev avait nommé la veille seulement. Le choix du général Moïseïev pour diriger le ministère de la défense avait déjà donné lieu à polémique (Le Monde du 24 août), celui des responsables du KGB (M. Tchekatchev) et de l'intérieur (M. Trouchine) reflétait une orthodoxie quasiment surréaliste : tous ces hommes accusaient le même profil de carrière que leurs prédécesseurs, aucun ne s'était distingué, ni récemment ni même pendant toute la période de la perestroïka, par un zèle réformateur. Le choix de M. Trouchine relevait même de la provocation vis-à-vis du président russe, puisque ce membre du comité central du PC russe (suspendu) avait quitté le gouvernement de Russie au moment même où M. Eltsine en avait pris la tête l'an dernier.

Bref, M. Gorbatchev avait commis une nouvelle erreur en gérant comme si rien ne s'était passé, et en ne consultant pas son rival devenu sauveur. Tout cela a donc été annulé vite fait. Non seulement les trois nouveaux gardiens de l'ordre se situent, cette fois, clairement dans le bon camp (le général Chapochnikov, notamment, jusqu'ici commandant de l'armée de l'air, a été l'un des principaux chefs militaires qui se sont opposés au putsch), mais encore leur nomination prend l'allure d'une revanche : M. Bakatine avait été ébassé de ses fonctions par M. Pougov lors du putsch rampart de l'hiver. M. Barannikov, le nouveau ministre de l'intérieur, n'est autre que le dernier ministre de l'intérieur russe, celui que M. Eltsine avait installé à la place de M. Trouchine précitément.

Cela dit, tout cela s'est fait dans la confusion. Quelques nominations ont été d'abord annoncées par le journal Tass, «président du comité d'Etat de Russie pour la défense et la sécurité». Or non seulement cette nomination revenait à M. Eltsine, mais ce dernier avait déjà nommé au début de la semaine le général Kobets ministre de la défense de Russie. Ajoutons que ce comité d'Etat russe pour la défense et la sécurité n'existe plus sous cette forme. Il a porté cette appellation entre janvier et mai 1991 (dès lors la direction du général Kobets), mais était devenu à cette date comité d'Etat pour les affaires de défense. Tout cela confirme que la guerre des compétences continue, toujours aux limites de la légalité. Des limites que M. Gorbatchev cherche lui aussi à franchir dans l'autre sens.

Le parti a tenté de se blanchir en excluant de ses rangs les huit membres de la junte, mais les événements vont bien sûr beaucoup plus loin et plus vite. C'est ainsi que M. Prokhorov, le premier secrétaire à Moscou, a été arrêté vendredi à son

siège de la Vieille Place. Il n'était pas de par ses positions passées, le plus conservateur, mais il aurait été, selon une source proche du comité central citée par l'AFP, l'un des plus ardents défenseurs de la junte lors des nombreuses réunions qu'a tenues la direction du parti dans les heures qui ont suivi le putsch.

D'autres personnages un peu moins connus, mais tout aussi importants, ont été arrêtés ou sont recherchés pour leur participation au coup d'Etat. Citons les généraux Varennikov, commandant de l'armée de terre, et Goukov, chef de la défense civile. Oleg Chumien, un membre du Politburo et du secrétariat du parti, enfin deux très proches collaborateurs de M. Gorbatchev, qui ont joué le rôle de «maîtres-traites» dans l'opération du coup : M. Valeri Boldine, le collaborateur personnel de M. Gorbatchev depuis l'ère Brejnev, il dirigeait depuis l'an dernier son secrétariat. Enfin M. Loui Plekhanov, sonnet et un ans, dirigeait la sécurité rapprochée du dirigeant soviétique depuis 1985 au moins, y compris lors de ses voyages à l'étranger. C'est lui qui, selon M. Gorbatchev lui-même, a laissé entrer les comploteurs dans la datcha de Crimée, dimanche dernier 18 août. Il est vrai qu'il n'avait pas été suivi par les trente-deux hommes de son équipe, restés fidèles au président.

MICHEL TATU

## M. Alexandre Bessmertnykh : la diplomatie en costume gris

Le départ précipité de M. Alexandre Bessmertnykh du ministère des affaires étrangères n'a pas été pour déplaire aux responsables américains. Ceux-ci, tout à leur satisfaction, n'ont d'ailleurs pas pu s'empêcher d'annoncer la nouvelle avant qu'elle ne fût officielle à Moscou. Peut-être même ont-ils été pour quelque chose dans le départ de cet appareil, qui avait remplacé M. Edouard Chevardnadze - après la démission fracassante de ce dernier en décembre 1990 - au début de l'année.

Le comportement de M. Bessmertnykh pendant le putsch eut, à cet égard, une certaine importance. Il avait choisi de disparaître de la circulation, invoquant un peu plus tard des vacances en Biélorussie et une très grosse fièvre. Ce qui ne l'avait pas empêché d'être en contact avec les auteurs du coup il a reconnu après sa destitution avoir refusé de participer au Comité pour l'état d'urgence puis d'envoyer ses ambassadeurs, un peu partant dans le monde, chercher des fonds à Washington avant de revenir à Moscou prendre en charge le service Etats-Unis. C'est grâce à l'arrivée au pouvoir de MM. Gorbatchev

et Chevardnadze qu'il est nommé en 1988 vice-ministre puis premier ministre des affaires étrangères. La consécration vint pour lui en mai 1990 lorsqu'il sera choisi pour diriger l'ambassade soviétique à Washington, en remplacement de M. Doubinine. Membre du Parti communiste depuis 1963, il ne restera pas longtemps dans la capitale américaine, puisqu'il fut nommé à la tête du ministère des affaires étrangères pour faire son entrée dans les plus hautes sphères.

Jamais ce diplomate en costume gris ne retrouvera les relations de confiance qui étaient celles de MM. Chevardnadze et James Baker. Mais sans doute ne le vout-il pas. Gestionnaire prudent et rationnel d'une politique de partenariat avec les Etats-Unis qu'il n'avait pas choisie, il n'avait pas le droit à l'initiative et partageait de toute évidence certaines des réserves que nourrissent nombre de conservateurs à l'égard de la politique étrangère de M. Gorbatchev. C'est au cours de la crise du Golfe qu'il manifesta le plus clairement son malaise, notamment à la veille de l'offensive

des comploteurs, Guennadi Iarnev. On comprend que M. Bessmertnykh ait soutenu, mais sans enthousiasme, le putsch, qu'on tourne la page puisque, selon lui, «jamais M. Gorbatchev n'a été déposé». On comprend aussi que cet avis n'ait pas été partagé par tout le monde, à commencer par M. Gorbatchev qui a déclaré vendredi devant le Parlement russe posséder des informations «selon lesquelles Bessmertnykh a tenté de manœuvrer, ou pire» pendant le putsch.

Agé de cinquante-sept ans, M. Bessmertnykh est né dans l'Altaï, il a eu une carrière typique de nombreux diplomates soviétiques : études à l'Institut des relations internationales, à Moscou, réservé traditionnellement à la jeunesse dorée de la nomenklatura puis entré, en 1957, au ministère des affaires étrangères. Très vite il est nommé à un poste enviable, auprès du secrétaire des Nations unies à New York et de 1970 à 1983, il sera en fonctions à Washington avant de revenir à Moscou prendre en charge le service Etats-Unis. C'est grâce à l'arrivée au pouvoir de MM. Gorbatchev

et Chevardnadze qu'il est nommé en 1988 vice-ministre puis premier ministre des affaires étrangères. La consécration vint pour lui en mai 1990 lorsqu'il sera choisi pour diriger l'ambassade soviétique à Washington, en remplacement de M. Doubinine. Membre du Parti communiste depuis 1963, il ne restera pas longtemps dans la capitale américaine, puisqu'il fut nommé à la tête du ministère des affaires étrangères pour faire son entrée dans les plus hautes sphères.

Jamais ce diplomate en costume gris ne retrouvera les relations de confiance qui étaient celles de MM. Chevardnadze et James Baker. Mais sans doute ne le vout-il pas. Gestionnaire prudent et rationnel d'une politique de partenariat avec les Etats-Unis qu'il n'avait pas choisie, il n'avait pas le droit à l'initiative et partageait de toute évidence certaines des réserves que nourrissent nombre de conservateurs à l'égard de la politique étrangère de M. Gorbatchev. C'est au cours de la crise du Golfe qu'il manifesta le plus clairement son malaise, notamment à la veille de l'offensive

JACQUES AMALRIC

## L'Etat de droit

Suite de la première page

Sur le moment, il remercia le maréchal Joukov, alors commandant en chef, en le nommant membre à part entière du politburo, privilège que Staline, lancé par le spectre du «bonapartisme», n'avait jamais accordé à un militaire. Mais s'il n'avait pas lu Machiavel, il en connaissait la pensée : il est dangereux de consolider la position de celui qui vous a sauvé. Il profita donc de ce que Joukov se trouvait en Albanie, quelques mois plus tard, pour le mettre partement à la retraite. Le voudrait-il, ce qui paraît bien probable, que Gorbatchev ne s'efforçât d'aucune façon de se débarrasser ainsi de son sauveur Eltsine.

### Le parti oublié

Le complot qui renversa Nikita Khrouchtchev en 1964 aura été une copie conforme, cette fois réussie, de celui de 1957. C'est le comité central qui, en pleine conformité avec la loi soviétique d'alors, l'a contraint à démissionner, en invoquant son âge avancé - soixante-dix ans - et son état de santé. Le putsch dont Gorbatchev a fait être la victime n'a pas été différent, dans les deux cas, ont profité de ce que leur base n'était pas en vacances. Ce qui ne manque pas d'avoir des horizons sur les moyens dont dispose pour s'informer le premier personnage de l'URSS.

Il est difficile de penser, à voir les avertissements de nombre de ses amis, que Gorbach ne se doutait de

rien. Concernant Khrouchtchev, le fait est que lorsqu'il a été rappelé à Moscou, de sa résidence de Pitskine, il a eu une carrière typique de nombreux diplomates soviétiques : études à l'Institut des relations internationales, à Moscou, réservé traditionnellement à la jeunesse dorée de la nomenklatura puis entré, en 1957, au ministère des affaires étrangères. Très vite il est nommé à un poste enviable, auprès du secrétaire des Nations unies à New York et de 1970 à 1983, il sera en fonctions à Washington avant de revenir à Moscou prendre en charge le service Etats-Unis. C'est grâce à l'arrivée au pouvoir de MM. Gorbatchev

et Chevardnadze qu'il est nommé en 1988 vice-ministre puis premier ministre des affaires étrangères. La consécration vint pour lui en mai 1990 lorsqu'il sera choisi pour diriger l'ambassade soviétique à Washington, en remplacement de M. Doubinine. Membre du Parti communiste depuis 1963, il ne restera pas longtemps dans la capitale américaine, puisqu'il fut nommé à la tête du ministère des affaires étrangères pour faire son entrée dans les plus hautes sphères.

Jamais ce diplomate en costume gris ne retrouvera les relations de confiance qui étaient celles de MM. Chevardnadze et James Baker. Mais sans doute ne le vout-il pas. Gestionnaire prudent et rationnel d'une politique de partenariat avec les Etats-Unis qu'il n'avait pas choisie, il n'avait pas le droit à l'initiative et partageait de toute évidence certaines des réserves que nourrissent nombre de conservateurs à l'égard de la politique étrangère de M. Gorbatchev. C'est au cours de la crise du Golfe qu'il manifesta le plus clairement son malaise, notamment à la veille de l'offensive

ne compte plus que pour du beurre. En tout cas, sa direction n'a contribué à rien de plus que de révéler que quand elle a vu où soufflait le vent, à voir ce qui se passe dans les rues soviétiques, c'était trop tard pour sauver le parti, même si Gorbatchev, se refusant, selon ses propres termes, à se compromettre avec le régime, n'est resté fidèle aux idées du socialisme.

Dans les proclamations des comploteurs, en tout cas, il n'était question ni du parti, ni du socialisme, ni du communisme, mais seulement de la défense de la patrie menacée. C'était le langage de Staline, en 1941, au lendemain de l'invasion allemande : comme ceux d'aujourd'hui, les dirigeants soviétiques avaient parfaitement compris, pour l'immense majorité de leurs concitoyens, la patrie compte mille fois plus que l'héritage de Marx et de Lénine.

Ce putsch manqué n'aura fait ainsi qu'accroître le déclin du parti, et encore définitivement le dogme qui faisait de lui le détenteur de la légitimité suprême. Les conjurés n'ont à la vérité pas réussi à donner une base juridique à leur tentative, qui rappelle à s'y méprendre les immortelles «proclamations, golpes, putschs, et autres coups d'Etat» dont le tiers-monde est si souvent le théâtre. Signe de plus de la tiers-mondisation d'un empire qui n'est plus une superpuissance que par le poids de ses armes, et qui, pour le reste, comme l'a si bien dit Time Magazine, est réduit à la mendicité.

Mais le tiers-monde n'est plus ce qu'il était, dans la mesure où, presque partout, le mouvement pour la démocratie s'y fait de plus en plus fort et étendu. Ce qui vient de se passer en Russie montre que ne se trompaient pas ceux qui la voyaient saïler à son tour par le vent de la libération. Vaincue la peur dont a si

longtemps vécu le régime, ses peuples ont fait, après ceux d'Europe centrale, leur 89. L'Etat de droit n'est plus un vain mot, et il ne se sent pas laissé intimider par ceux qui prétendent rétablir la dictature.

### De la révolution mondiale au nouvel ordre international

C'est un grand jour pour ceux qui, à travers le monde, croient en la liberté. Pour ceux aussi qui espèrent en l'avènement, sur les décombres de la guerre froide, d'un minimum d'ordre international. Pourquoi, en effet, limiter un cadre national les besoins de l'Etat de droit, alors que l'expérience de la Communauté européenne prouve que l'on peut bien faire l'étendre aux relations entre des pays?

Les putschistes n'ont eu le soutien, à l'intérieur, que de Saddam Hussein, de Kadhafi et, malheureusement pour la cause palestinienne, d'un Amrât décidément bien mal inspiré en ce moment. Même la Chine, qui a grand besoin des sons et de la technologie de l'Occident, même Fidel Castro, que Moscou laisse pourtant de plus en plus tomber, se sont gardés de dire bravo. Un tel niveau de consensus n'a jamais été atteint dans l'histoire mondiale. George Bush peut se frotter les mains. Si d'aventure il s'avait réussi, l'état de dépendance économique où se trouve l'URSS n'aurait pas laissé aux conjurés du 19 août beaucoup de possibilités de modifier la ligne diplomatique suivie par Gorbatchev. Mais leur échec consacre l'écrou de l'URSS dans le camp des acteurs d'un ordre basé sur la primauté du droit.

ANDRÉ FONTAINE

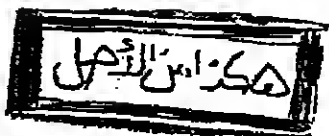
APRÈS L'ÉCHEC

Les Baltes

Les Occidentaux

La presse





## APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Dans les Républiques

# Les Baltes coupent les ponts avec le pouvoir central

Les trois Républiques baltes accumulent, depuis l'échec du coup de force contre M. Mikhaïl Gorbatchev, les faits accomplis, multipliant les gestes - concrets ou symboliques - visant à couper les ponts avec le pouvoir central soviétique : arrestation à Riga du chef du PC letton, chasse aux « comploteurs » communistes à Vilnius et à Tallin, mise à bas des statues de Lénine, « chaînes » de feux de joie dans les trois États afin de marquer le 51<sup>e</sup> anniversaire du pacte germano-soviétique qui avait permis à Staline d'envahir, en juillet 1940, la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie.

De Vilnius au golfe de Finlande, une chaîne de feux de joie a illuminé, vendredi 23 août dans la soirée, la terre balte pour marquer l'anniversaire de la signature, le 23 août 1939, du pacte Molotov-Ribbentrop qui a conduit à l'occupation puis à l'annexion des trois Républiques par les Soviétiques. Plus tôt dans la journée, les biens du PC avaient été saisis et, à Riga, le très conservateur premier secrétaire du parti pour la Lettonie, Alfred Rubins, a été arrêté. La Lituanie et la Lettonie ont interdit le parti communiste. A Vilnius, les dirigeants du PC ont dû être évacués du bâtiment du comité central dans des blindés de l'armée soviétique et placés sous la protection du quartier général.

### La statue de Lénine déboulonnée à Vilnius

« Nous sommes libres maintenant. La Lituanie est enfin libre », affirmait un manifestant. « Et nous voulons le dire au monde entier ! » En Lituanie, le premier des feux dans la chaîne de feux de joie a été allumé devant la tour de la télévision (qui avait été occupée par les troupes soviétiques lors de l'assaut du 13 janvier) qui avait fait quatorze morts. Des centaines de personnes se sont réunies autour de ces feux, entonnant des chants nationaux alors que le soleil se couchait sur Vilnius après une journée de célébrations.

Quelque 200 000 Lituanais sont ainsi descendus dans les rues de Vilnius pour célébrer ce que le président Vytautas Landsbergis a qualifié de « jour de victoire ». « Le

jour auquel nous avons tant rêvé est enfin arrivé », a déclaré le président lituanien à la tribune du principal rassemblement, à proximité du Parlement républicain, symbole du nationalisme lituanien. M. Landsbergis, qui s'exprimait du haut des marches de la Bibliothèque nationale, une énorme bâtisse située à quelques mètres du Parlement toujours transformé en camp retranché, a également exprimé l'espoir que tous les pays reconnaissent l'indépendance de la Lituanie. Il a, d'autre part, proposé d'organiser, pour les dirigeants communistes, un procès du type de celui de Nuremberg.

« A son arrivée, de M. Landsbergis a été acclamé par la foule, qui brandissait des drapeaux lituanais et des drapeaux soviétiques sur lesquels la croix gammée avait été apposée à côté de la faucille et du marteau. Des rassemblements se sont tenus auprès de tous les bâtiments symbolisant le pouvoir soviétique : Parti communiste, KGB, télévision, etc. - qui ont été saisis par les autorités lituanaises, vendredi. Les habitants de Vilnius ont déboulonné d'un rassemblement à l'autre dans une atmosphère bon enfant, souvent un poste de radio collé à l'oreille. « Toute la ville étoilait dans les rues », selon une journaliste locale. L'opération a été organisée dans les principales villes de la République, notamment dans l'ancienne capitale Kaunas.

Sur la place Lénine, plusieurs milliers d'habitants de Vilnius ont assisté au déboulonnage de la statue de Lénine. Lorsqu'elle est tombée, les gens se sont précipités dessus pour ramasser des morceaux de ce symbole soviétique. « Lénine était un oppresseur. Pour moi, il signifiait la mise en place de la coupe de l'indépendance », déclarait une lycéenne qui avait parcouru plus de 100 kilomètres depuis sa ville natale. Alors que la foule scandait « Lituanie ! » et agitait son drapeau tricolore, d'autres personnes étaient rassemblées devant le siège du KGB pour regarder des soldats en sortir. Sur la chaussée, on pouvait lire « KGB = SS nazis » ou encore « KGB dehors ». Un panneau indiquant la route de Moscou avait même été dressé. Un officier du KGB s'est écrié à des journalistes occidentaux du fait que « tout le monde fait défection ».

### Chasse aux comploteurs en Moldavie

A Riga également, plusieurs milliers de personnes se sont jointes aux célébrations dans les rues, avec force drapeaux et slogans indépendantistes. « Nous étions et nous serons européens », a lancé le premier ministre, M. Vainis Godmanis. « Je sais que non seulement la Lettonie mais aussi les peuples des autres nationalités sont avec nous dans notre lutte ».

La chasse aux « comploteurs » ou à leurs partisans a gagné d'autres Républiques. Ainsi, les autorités de la Moldavie ont-elles décidé, vendredi, d'arrêter les dirigeants de deux régions séparatistes du territoire moldave - la Gagauzie et le Dniestr - qui étaient partis des années du coup d'Etat masqué, a annoncé la radio roumaine citant l'agence de presse moldave Moldovapress. Deux responsables de la « République gagauze » ont déjà été arrêtés. Le ministre de l'Intérieur moldave a d'autre part annoncé avoir pris les « mesures nécessaires » pour l'arrestation des dirigeants de la « République de Dniestr » fidèles à la ligne dure du Parti communiste soviétique et aux auteurs du coup d'Etat, selon la même source.

Les autorités de la Moldavie (sud-ouest de l'URSS) considèrent comme « illégales » ces deux « Républiques » à majorité roumaine. Les deux responsables gagauzes arrêtés, Stepan Topan et Mikhaïl Kendrieliia, avaient envoyé un télégramme de félicitations au Comité d'Etat pour l'état d'urgence peu après le début du coup d'Etat, précise la même source. Le Parlement moldave a chargé le ministre de l'Intérieur, le KGB et le procureur de la République d'identifier (...) les personnes ayant eu des fonctions de direction, les médias et les citoyens qui ont mis en œuvre les décisions illégales des putschistes ou qui ont

contribué à leur mise en application », indique la radio roumaine. Toujours selon la même source, « dans la capitale de la République de Dniestr, Tiraspol, dominée la nuit », les dirigeants de la ville ayant annoncé à la radio locale que 80 autobus transportant des OMON (troupes spéciales du ministère de l'Intérieur soviétique) se dirigeaient vers la ville afin d'« exercer des pressions sur la population » locale. Le premier vice-premier ministre moldave, M. Constantin Oboro, a toutefois démenti ces « rumeurs », tout en appelant la population de cette région « à garder son calme ».

### Démision du président d'Ouzbékistan

Parallèlement, les présidents de la Moldavie et du Tadjikistan (Asie centrale) ont interdit l'activité des partis politiques dans les établissements de leurs Républiques, a annoncé l'agence Tass. Le président de Moldavie, M. Mircea Snegur, a publié un décret « annulant l'activité des cellules de base et des mouvements de masse dans les organes de l'Etat et de la direction de la République (...) et dans les sociétés et les entreprises installées sur le territoire de la République ». Le président tadjik, M. Kakhkar Makhamzov, a de son côté interdit le Parti communiste ainsi que les autres mouvements dans les seules administrations.

Pour sa part, le président de la République d'Ouzbékistan, M. Islam Karimov, a démissionné du bureau politique et du comité central du PC soviétique pour protester contre l'incapacité de ces instances à s'opposer au coup de force des conservateurs, a annoncé le PC ouzbek. M. Karimov, qui dirige la plus importante des cinq Républiques soviétiques d'Asie centrale, suit avec retard l'exemple du président kazakh, Nursultan Nazarbaïev, qui a démissionné jeudi des organes dirigeants du PC soviétique.

En Ukraine, l'opposition a profité du coup de force avorté des conservateurs pour réclamer la création d'une police et d'une armée indépendantes. « Le président de l'Union soviétique est venu en vacances (en Crimée, Ukraine) dans une République souveraine, mais l'Ukraine n'a pu assurer sa sécurité », a relevé le vice-président de l'Union des officiers d'Ukraine, le colonel Grigori Omelechenko, qui appartient à un corps de police. Les indépendantistes reprochent au président Leonid Kravchuk, un communiste favorable à l'autonomie de la République, de ne pas avoir condamné la tentative de coup d'Etat. Ce dernier s'en défend laborieusement.

### Répression en Azerbaïdjan

Mais un vent contraire souffle sur l'Azerbaïdjan : des centaines de personnes ont été arrêtées à Bakou, lors d'une manifestation en faveur de la démocratie organisée par le Front populaire d'Azerbaïdjan, le seul mouvement d'opposition parlementaire de cette République du Caucase, selon un journaliste local. Quelque 7 000 personnes s'étaient réunies au centre de la ville pour protester contre la « politique de renégat » du président azerbaïdjanais, Ayaz Moutalibov, accusé d'avoir soutenu les putschistes qui ont tenté de renverser le président Mikhaïl Gorbatchev. Environ 3 000 membres des forces spéciales du ministère de l'Intérieur ont dispersé la manifestation et procédé aux arrestations. Le siège du Front populaire a été saisi par les forces de l'ordre qui ont investi le bâtiment en début d'après-midi et molesté ses dirigeants. Le journal du Front populaire a été interdit après avoir publié une déclaration du président Ayaz Moutalibov en faveur des putschistes. - (AFP, AP, Reuters)

## Les Occidentaux accentuent leur soutien aux indépendantistes

Les Occidentaux, convaincus que l'échec de la tentative de coup d'Etat à Moscou va accélérer le processus d'indépendance des pays baltes, ont accentué leur soutien aux aspirations de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie.

Le président George Bush est allé plus loin qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent en déclarant de « véritables négociations » entre Moscou et les Républiques baltes et en faisant de cette question un test de la volonté du président Mikhaïl Gorbatchev de poursuivre les réformes dans son pays. M. Bush a ajouté avoir toujours pensé que « plus vite l'indépendance pourra être accordée

aux Etats baltes, mieux ce sera ». Parallèlement, les appels en faveur des Baltes se sont multipliés. Le chef de la diplomatie canadienne, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, a ainsi demandé une « reconnaissance rapide » de l'indépendance des pays baltes, ou pas que seule l'isolement « franchi pour le moment ».

Tirant les leçons de l'évolution de la situation en URSS après l'échec du putsch, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a souligné que la volonté d'indépendance des Baltes « serait maintenant rapidement satisfaite », car les négociations ne se feront plus sous la pression des militaires. M. Genscher a souhaité que, dans l'attente de l'indépendance des Baltes, les

Douze commencent dès maintenant à préparer des négociations avec eux sur un statut de membre associé de la CEE. Le chancelier Helmut Kohl a toutefois exclu une « reconnaissance immédiate de l'indépendance des Baltes, estimant que celle-ci doit auparavant être décidée en accord avec le pouvoir central soviétique.

### Des « aspirations » à soutenir

Le chef de la diplomatie allemande, M. Ulf Ekelund, a pour sa part invité ses homologues de la CEE à « prendre des initiatives pour soutenir les aspirations des trois pays baltes à leur totale indépendance », estimant que les « événements de ces derniers jours ont créé de nouvelles possi-

lités pour les Républiques baltes ». De son côté, Paris a demandé que « soit rapidement définie la nature des relations » entre l'Union et les Républiques. Le porte-parole du quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a souligné que l'annexion des pays baltes en 1940 constituait une « anomalie historique » et exprimé l'espoir que les négociations entre le pouvoir central et les Républiques « permettraient d'y mettre fin ». La France, comme l'immense majorité des Occidentaux, n'a jamais reconnu cette annexion. Mercredi, la Grande-Bretagne avait exprimé sa « sympathie » pour la cause de l'indépendance balte, tout en soulignant qu'elle ne considérerait pas en outre les trois Républiques comme des Etats indépendants.

Vague de remaniements à la tête des médias

## La presse se libère

Le coup de balai en cours dans l'ensemble des médias d'URSS n'est pas moins spectaculaire que celui qui fait le vide au gouvernement, au Parti communiste et dans l'armée. Il faut dire que tant dans les manifestations de rue qu'à la tribune du Parlement russe, la presse, la télévision et la radio avaient fait l'objet de vives critiques ces derniers jours pour avoir servi de courroies de transmission au Comité pour l'état d'urgence.

### MOSCOU

de notre envoyé spécial

Dès le 19 août, les putschistes avaient suspendu la liberté de la presse et autorisé seulement neuf journaux ultra-conservateurs, dont la Pravda (trois millions d'exemplaires) et les Izvestia (cinq millions d'exemplaires). Les hommes du KGB avaient fait irruption dans les locaux des radios libres, comme l'Echo de Moscou, pour arrêter les émissions ainsi que dans les imprimeries des quotidiens interdits. Réduits à zéro, les journaux des organes officiels, les journalistes des organes autorisés se désolaient, selon le mot de l'un d'eux, de devoir « fabriquer de la vodka avec un tabouret ». Par mesure de rétorsion, la République de Lituanie interdisait les neuf titres patentes du Comité pour l'état d'urgence. Dans sa conquête du pouvoir, M. Boris Eltsine, président de la République de Russie, n'a pas manqué de s'occuper de la presse. En toute illégalité, puisqu'il n'en a pas la compétence, il a chassé de son poste le très conservateur directeur de la radio-télévision d'Etat, M. Leonid Kravt-

chenko, qui s'est illustré depuis des mois dans la reprise en main de l'information, le directeur de l'agence Tass, M. Lev Spiridonov, et le directeur de l'agence Novosti, M. Albert Vlasov.

Il a estimé que certains organes de presse en avaient trop fait en matière de désinformation et de mensonges au profit des auteurs du coup d'Etat. Il a donc suspendu la publication de six grands organes de presse (la Pravda, Sovetskaja Rossiia, Glasnost, Rabotchnaia Tribuna, Moskovskola Pravda et Leninskoe Znamia). Malgré sa réputation de progressiste qu'il a mené, dès le 21 août, à titre « La Russie a sauvé l'URSS » - ce qui a fait beaucoup rire M. Boris Eltsine - et à abandonner son rôle d'organe de presse du Comité central du Parti communiste, la Pravda n'a pu éviter la sanction. Il faut dire que le journal Nezavisimaja Gazeta avait publié, le 22 août, la nouvelle - démentie par les intéressés - que la rédaction de la Pravda possédait vingt-quatre heures avant le coup d'Etat les textes des déclarations des putschistes.

### La fin de l'emprise de l'Etat

Mais la libération de la presse n'est pas venue que d'en haut, ni que des organes dirigeants de la République de Russie. Y compris dans les organes officiels, les journalistes se sont battus pour rendre compte des événements. A cet égard, le oia des Izvestia est exemplaire d'une évolution qui devrait aboutir à la fin de l'emprise de l'Etat sur les médias. Bien qu'officiellement autorisés - il était tout de même difficile d'interdire le quotidien officiel du gouvernement - les Izvestia ne sont pas sortis le jour

du coup d'Etat, son très conservateur rédacteur en chef, M. Nikolai Eltsinov, s'étant opposé à la publication, à côté des textes du Comité d'Etat, de l'appel à la résistance et à la grève générale lancé par M. Boris Eltsine. Les journaux communistes ont refusé de publier l'impressionnante photo de la manifestation montrant organisée par le président de l'Etat sous les fenêtres de son Q.G. de la « Maison Blanche ».

Jeudi 22 août, après la sortie du numéro qui titrait « La réaction n'est pas passée », lorsque M. Nikolai Eltsinov a voulu comme à l'habitude commencer la conférence de la rédaction, celle-ci s'est opposée à sa présence. Dans la foule, elle a voté à l'unanimité de la centaine de personnes présentes (moins quatre abstentions) la destitution du rédacteur en chef. Elle a nommé rédacteur en chef M. Igor Goloubovski, ancienement rédacteur en chef adjoint, qui avait failli être « mis au placard » au début de cette année pour ses positions libérales (le Monde du 1<sup>er</sup> février). Pour faire bonne mesure, la rédaction et les ouvriers d'imprimerie ont chassé la brochette de médailles leninistes qui y figurait, et surtout le célèbre appel du Manifeste de Karl Marx : « Proletaires de tous pays, unissez-vous », et de ne plus être l'organe de presse du Soviet suprême d'URSS.

Dès le lendemain, les Izvestia critiquaient ouvertement ce premier page le président Gorbatchev pour son immobilisme et esmaient une nouvelle carrière journalistique son oom got signifié tout simplement : « les informations ».

ALAIN FAIJAS

## Le crépuscule du communisme

Suite de la première page

A Moscou, les bâtiments du comité central, qui abritaient de nombreux appareils du parti, ont été fermés et cooptés par la municipalité réformiste. Les collaborateurs du comité central ont été chassés, les documents placés en lieu sûr. Les journaux communistes ont été obéis aux comploteurs ont été fermés ; les maisons d'édition et les imprimeries du parti ont été nationalisées. Les manifestations ont été assésées à l'immeuble, non loin du KGB, rappelaient d'autres foules, ce Tchecoslovaquie ou en RDA à l'automne 1989, quand les manifestations en faveur d'un aménagement du régime ont basculé dans la révolution.

Il y a fort à parier que les rangs du Parti communiste vont s'éclaircir à un rythme encore accéléré dans les prochains semaines. Au cours des dix-huit derniers mois, 4,2 millions de membres ont déjà partis. Il en reste quelque 15 millions, mais ils ne vont plus y rester longtemps. L'appartenance au PC sera plus obligatoire pour obtenir des postes de responsabilité ; elle devra constituer plutôt un handicap. Elle n'apportera plus les privilèges fussent-ils médiocres pour la base - qu'elle comportait jusqu'« alors. On n'aura plus besoin du petit livret à couverture rouge pour trouver un emploi intéressant, envoyer ses enfants à l'université, avoir accès aux magasins spéciaux, passer des vacances à bon marché dans des hôtels protégés...

Interdit dans les entreprises, les administrations, l'armée et la police, le PC va perdre la plus grande partie des moyens de pression qui assuraient son succès. Chassé de ses immenses suc-

de ses biens, il va perdre ses moyens financiers déjà épuisés par l'hémorragie militaire. Est-il encore capable de devenir « un parti normal », comme le réclame le maire libéral de Leningrad, Anatoli Sobtchak ? C'est peu probable.

Pour la majorité des Soviétiques, le Parti communiste est depuis longtemps devenu synonyme de répression, de passivité, de faillite économique. Il est tout pour responsable des crimes et des erreurs du passé. Avant, ils n'osaient pas le dire ; aujourd'hui, ils le crient dans les rues. Toutes les tentatives de réforme engagées par Mikhaïl Gorbatchev depuis son arrivée au pouvoir n'ont rien fait. Ni le renouveau des instances dirigeantes opéré après 1985 ; ni l'essai de démocratisation entreprise en 1988 après la 19<sup>e</sup> conférence du parti ; ni la volonté de le doter d'un nouveau programme à tonalité social-démocrate. Ni la renouveau (théorique) à son rôle dirigeant.

### Le baiser de vie ?

Créé clandestinement à Minsk en 1988 par Léolet, le Parti ouvrier social-démocrate russe, devenu Parti communiste après la révolution de 1917, est aujourd'hui associé aux pages les plus sombres de l'histoire soviétique. Poussé par ses plus proches conseillers depuis plusieurs mois déjà à abandonner le secrétariat général, Mikhaïl Gorbatchev s'est refusé à franchir le pas. Malgré la trahison des apparatchiks dont il s'était entouré, il croit toujours que le PC est la seule force organisée de l'URSS et que les « démocrates » doivent se rassembler autour de lui. Il a répété

veodredi devant les députés russes. Elevé dans le sérial, il ne comprend pas le discrédit qui le frappe et qui rejait de plus en plus sur lui-même. Il avait pourtant dit à Honecker, un mois avant la chute du mur de Berlin : « Celui qui vient trop tard sera puni par le vie ».

Il est clair que le parti qui a gouverné à Moscou depuis 1917 est en train de perdre le pouvoir. Dans les quelques élections libres qui ont eu lieu en URSS depuis deux ans, la plupart de ses candidats ont été battus, et, s'il conserve une majorité confortable au Soviet suprême, c'est parce que les deux tiers des parlementaires ont été désignés par lui ou par ses organisations affiliées, sans contrôle démocratique. Alors que M. Mikhaïl Gorbatchev déclare vouloir lui donner le baiser de vie, l'ambiguïté complice de ses dirigeants pendant le putsch lui a donné le coup de grâce.

Car les communistes réformateurs lui ont déjà tourné le dos. M. Boris Eltsine parmi les premiers, estimant comme M. Alexandre Iakovlev, le père spirituel de la perestroïka, qu'il était impossible de rénover le parti, soit pour ériger des partis communistes dissidents soit pour former d'autres mouvements totalement indépendants. Ils ont tiré la leçon des expériences en Europe centrale : même avec une façade ravalée, les partis communistes sont appelés à s'effondrer avec le régime.

Le PCUS a tenu plus longtemps parce que l'organisation est plus ancienne et plus solide, la police mieux organisée, le quadrillage de la population plus serré, les traditions démocratiques inexistantes ; mais l'édifice, tout aussi vermoulu, ne résiste pas aux grands ébranlements. Le sursaut des forces démocratiques et l'échec du coup d'Etat ont accéléré l'inevitable décomposition.

DANIEL VERNET



# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

## Les réactions dans le monde

• **L'aide occidentale** : eu lendemain de l'échec du coup d'Etat en URSS, vendredi 23 août, le premier ministre britannique, M. John Major, président en exercice du G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés) a convoqué une réunion des «sherpas», les collaborateurs des chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays membres, pour la semaine prochaine. Il devrait y être question de l'attribution d'une aide d'urgence à l'URSS, voire de l'opportunité de réunir ou non un sommet exceptionnel des Sept.

La France et l'Allemagne ont réclamé un effort occidental supplémentaire en faveur de l'URSS. Le chancelier Kohl a de nouveau appelé vendredi ses partenaires, américains et japonais notamment, à «aider tout de suite» l'Union soviétique, sans «attendre de voir l'évolution» de la situation dans ce pays, tandis que son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, se prononçait pour une restructuration des relations de l'Europe communautaire avec l'URSS «en prévision d'une nouvelle répartition des compétences entre le centre et les

Républiques». Dans un message remis vendredi au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, par l'ambassadeur d'URSS à Bruxelles, M. Gorbatchev demandait à la Communauté d'augmenter ses aides «de manière significative» et souhaitait que la CEE «joue un rôle actif» en faveur de son pays dans les différentes instances économiques internationales dont le G7, la Fondation manitoba internationale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est.

L'Italie a annoncé qu'elle proposerait au prochain congrès du FMI et de la Banque mondiale, en octobre, à Bangkok, que le FMI accueille l'URSS comme membre à part entière et mette en place un programme spécial d'aide.

La président de la BERD, M. Jacques Attali, est arrivé vendredi à Moscou, où il devait rencontrer M. Boris Eltsine. Il s'est entretenu la veille à Leningrad avec le maire réformateur, M. Anatoli Sobtchev, de l'attribution de crédits directs à cette municipalité.

• **La démarche de pays d'Europe centrale** : Les dirigeants de la Tchecoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne, dans une lettre commune adressée à M. Ruud Lubbers, président en exercice de la CEE, ont demandé vendredi aux Douze de faire preuve envers eux d'une «véritable solidarité» et d'accélérer le processus d'association de leurs pays à la Communauté. Les derniers événements en URSS ont confirmé que «la démocratie en Europe centrale sera sûre et forte quand les pays de cette région auront tissé tout un réseau de liens économiques, politiques et de sécurité avec l'Occident», a notamment déclaré M. Vaclav Havel.

• **Des parlementaires français à Moscou** : Une délégation composée de MM. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jean Lécannet, président de la commission des affaires étrangères au Sénat, Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense, de l'Assemblée, et de M. Etia Wiesel, prix Nobel de la paix, a été reçue

à Moscou par M. Eltsine et par M. Gorbatchev, à qui elle a remis un message du chef de l'Etat français (lire p. 7).

A Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a rapporté qu'au début de semaine un bureau a été mis en place au Quai d'Orsay, que toutes les facilités avaient été mises à la disposition du ministre russe des affaires étrangères, M. Kozyrev, et que Paris avait accueilli favorablement l'hypothèse d'accueillir un gouvernement russe en exil au cas où les choses seraient mal tournées à Moscou.

• **Des communistes méfiants envers Boris Eltsine** : le Parti communiste portugais, qui, dans un premier temps, avait soutenu les putschistes de Moscou, a accusé vendredi M. Boris Eltsine de «créer des situations de fait qui violent clairement la Constitution» et représentait «une escalade contre la parastatisme». A Paris, l'ancien ministre communiste Jack Ralite a mis en garde contre «le risque d'un esprit putschiste à l'envers».

## Washington : les Américains sont fascinés mais toujours un peu inquiets...

A la lumière des plus récents événements, l'URSS inspire aux Américains de nouveaux sentiments, allant même jusqu'à de «affections». Le président Bush a réagi prudemment devant la purge du vendredi 23 août à Moscou, et n'a pas encore décidé d'augmenter l'aide américaine à l'Union soviétique, ajoutant que la proposition d'une nouvelle réunion du G7 sur ce thème est «à l'étude». Il a néanmoins jugé «très, très positive» l'évolution de la situation en URSS.

### WASHINGTON

de notre correspondant

Fascinés, les Etats-Unis assistent avec une évidente satisfaction, mais non sans quelque inquiétude aussi, au démantèlement de l'appareil communiste soviétique et à la décomposition de ce qu'un de leurs présidents avait appelé «l'empire du mal». A en croire la presse et les spécialistes, les événements du début de la semaine, puis la purge intervenue vendredi 23 août au sein du PCUS, bref, ces «jours historiques», ont bouleversé la perception que la plupart des Américains avaient de l'URSS.

Ces images des Soviétiques sur les barricades à Moscou et celle du président russe, M. Boris Eltsine, appelant à la résistance, juché sur un blindé, ont plus ému — et convaincu — l'opinion américaine que les discours sur la perestroïka, l'aisance de M. Mikhaïl Gorbatchev ou le charme de son épouse Raïssa. C'est peut-être injuste, pour le travail accompli depuis plusieurs années par M. Gorbatchev, mais à l'heure de «l'Histoire en direct» par télévision interposée, c'est ainsi.

Le quotidien USA Today publie un sondage à la «une» indiquant que 54 % des Américains sont persuadés que l'URSS sera une vraie démocratie dans les cinq années à venir. Comparativement, une enquête, le New York Times écrit : «Dans le cœur de nombreux Américains, la guerre froide a véritablement pris fin cette semaine. Les attitudes à l'égard de l'Union soviétique évoluent lentement depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985. Mais

une série d'entretiens conduits dans le pays juste avant le coup d'Etat révélaient, cette fois, une vague d'admiration et d'affection pour une nation qui, il n'y a pas si longtemps encore, suscitait la méfiance et même la haine».

Encore une fois, les images en direct de cette «deuxième révolution russe», comme dit la presse, ont plus fait évoluer l'opinion que les «summers» américano-soviétiques et la signature d'accords sur le désarmement qui, pour être importants, n'en sont pas moins éminemment abstraits. Ce sont les Soviétiques descendus dans la rue qui ont donné, ici, la mesure du changement intervenu en URSS.

### «Laissons-les faire»

Face à la purge intervenue vendredi — que toute la presse qualifie d'«historique» — et au remodelage du pouvoir qu'elle peut entraîner en URSS, les réactions officielles à Washington ont été au départ quelque peu timides. Comme si les dirigeants américains voulaient éviter le moindre faux pas, la gaffe susceptible d'être mal interprétée à Moscou, qui pourrait faire croire à une ingérence grossière ou heurter le camp des réformateurs.

Interrogé au cours d'une partie de golf, le président George Bush s'est d'abord refusé à moindre commentaire : «Laissons-les [les dirigeants soviétiques] faire», a-t-il dit. En fin d'après-midi, il consentait à énoncer l'évidence, à savoir que les changements annoncés à Moscou allaient «dans le sens des objectifs des Etats-Unis, dans le sens de ce que nous voulons, la démocratie, la liberté, le droit à l'autodétermination». Dans la soirée, il jouait «très, très positive» l'évolution de l'URSS «vers la démocratie, la liberté et l'autodétermination».

En privé, des sources officielles n'avaient cessé, toute la journée de vendredi, d'applaudir une purge que les dirigeants américains avaient, la veille, discrètement appelée de leur vœu. La nomination du général Moutseïev au poste de ministre de la défense avait inquiété. Son remplacement, vingt-quatre heures plus tard, par le général Chapochoukov, n'a pu que donner satisfaction.

Il n'en va pas de même pour les autres nominations — à l'intérieur et au KGB — assurant la promotion

d'hommes que l'on qualifie à Washington de «modérés». Dernier, cette redistribution du pouvoir, on voit évidemment le main de M. Boris Eltsine. Mais, là encore, cela ne pouvait que combler les vœux du président Bush, qui avait exhorté le président russe et M. Gorbatchev à travailler «côte à côte, main dans la main».

M. Bessmertnykh a annoncé lui-même, par téléphone, au secrétaire d'Etat James Baker qu'il quittait son poste de ministre des affaires étrangères. Dans une interview à la chaîne ABC, M. Bessmertnykh a donné sa version des faits. «M. Gorbatchev a brisé que j'avais été poussé pendant le coup d'Etat. Nous en avons discuté et j'ai démissionné parce que cette accusation est absolument fautive», a indiqué l'ancien ministre.

Amèrement, il a dénoncé «la chasse aux sorcières» qui, selon lui, serait en cours à Moscou. Les milieux officiels américains disent avoir eu une très bonne relation de travail avec M. Bessmertnykh. Ce dernier les a assurés que son départ n'aurait pas de conséquence sur le calendrier diplomatique américano-soviétique et, notamment, sur le projet de conférence de paix eu Proche-Orient que les deux Grands entendent parer à l'automne.

### Pas d'assistance accrue sans nouvelles réformes

L'ampleur des événements en cours à Moscou et la sympathie qu'ils suscitent aux Etats-Unis, dans l'opinion comme au Congrès, ne seront pas sans effet sur une question essentielle : l'aide au gouvernement américain à l'URSS. Jeudi, M. Bush avait réitéré sa politique : pas d'assistance accrue tant que les réformes de l'économie soviétique n'auront pas progressé davantage.

Vendredi, la Grande-Bretagne — qui avait, jusqu'alors, adopté une position proche de Washington — a appelé à une réunion extraordinaire du groupe des sept grands pays industrialisés (le G7) pour réexaminer la question de l'aide à l'URSS. A Washington, l'accueil a été des plus réservés : les Etats-Unis vont étudier la proposition britannique, mais n'envisagent toujours pas, pour le moment, de décider une nouvelle série de mesures d'assistance, a déclaré le département d'Etat.

Si les responsables politiques allemands demandent à leurs partenaires de faire un plus grand effort financier, ils reconnaissent eux aussi qu'il faut éviter une aide à fonds perdus. Le chancelier a indiqué vendredi qu'il serait plus facile d'y voir clair lorsque la nouvelle répartition des pouvoirs entre le gouvernement central et les Républiques sera connue.

Le porte-parole du gouvernement a souligné que l'aide occidentale n'avait de sens que si une politique de réformes active était menée en URSS. Il a préconisé dans l'immédiat une application rapide des décisions du sommet des pays industrialisés de Londres, concernant notamment l'association de l'URSS au Fonds monétaire international, l'appartenance à une aide humanitaire, et la fixation de priorités pour développer les infrastructures dont le pays a un besoin urgent.

HENRI DE BRESSON

La position de M. Bush pourrait rapidement devenir intenable. Ce qui est en question, c'est la responsabilité éventuelle des Etats-Unis et des autres Occidentaux si leur comportement devait, en quoi que ce soit, entraver ou retarder la marche de l'Histoire en URSS. Dans la presse et au Congrès, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre en faveur d'un réexamen de l'attitude américaine.

Ce ne sera pas facile. Outre la question des ressources — à l'heure des déficits géants, les capacités financières des Etats-Unis sont limitées — il y a celle du choix des bénéficiaires. A qui donner ? Au «centre», aux Républiques ? La question reste certaine des inquiétudes américaines. La montée en force de M. Eltsine annonce un émiettement du pouvoir en faveur des Républiques.

Jusqu'ici le processus de marginalisation du «centre» et de son chef, M. Gorbatchev, un homme qui était, jusqu'à ces derniers jours, l'interlocuteur privilégié des Etats-Unis ? Les bataillons de commentateurs des télévisions américaines ont jugé «pathétique» l'attachement manifesté vendredi par M. Gorbatchev à un PC s'effondrant sous ses pieds. «On assiste à la fin du PC soviétique», disait M. Jack Matlock, ancien ambassadeur américain à Moscou. L'opinion dominante est que la prestation de M. Gorbatchev a été celle d'un homme du passé.

L'éclatement éventuel du pouvoir a, bien évidemment, des aspects militaires qui retiennent l'attention des Etats-Unis. L'armée rouge va-t-elle se diviser en autant d'armées qu'il y a de Républiques ? Chaque question réveille certaines des inquiétudes américaines. La montée en force de M. Eltsine annonce un émiettement du pouvoir en faveur des Républiques.

Vendredi, M. Bush s'est voulu tout aussi rassurant, en réponse à un article du Washington Post relatant que certains des auteurs du coup d'Etat s'étaient, au moins momentanément, emparés des «codes» de l'arsenal nucléaire soviétique. Les Etats-Unis observent avec espoir la répression qui se déroule à Moscou, mais ils savent qu'il peut y avoir des scénarios catastrophes.

ALAIN FRACHON

## Pékin : black-out...

### PÉKIN

de notre correspondant

Les autorités chinoises ont imposé un black-out quasi total sur les informations en provenance de Moscou, et renforcé quelque peu le dispositif policier à Pékin, dans la crainte de réactions populaires aux changements intervenus en URSS. En même temps, le Quotidien du peuple continue de répéter les vieux slogans, aujourd'hui quelque peu anachroniques, comme celui selon lequel le communisme triomphera : «Le système socialiste remplacera le système capitaliste. Il consolidera des tribulations de toutes sortes, mais, en fin de compte, il unira le monde». Et de citer un disciple de Confucius selon lequel «celui à qui le ciel donne une grande tâche doit beaucoup souffrir pour l'accomplir».

L'organe du Parti communiste chinois n'a rendu compte, dans les événements survenus depuis le retour de M. Mikhaïl Gorbatchev dans la capitale soviétique, que de quelques déclarations officielles donnant à croire au public que le gouvernement de l'URSS recommence à fonctionner normalement après un interlude bizarre, désormais mis entre parenthèses.

Le journal a rélégué en pages intérieures, samedi 24 août, les déclarations de M. Gorbatchev de la veille, n'en retenant que les moins compromettantes pour la fiction sur laquelle s'appuie encore le régime chinois. Une seule concession à la dimension historique de ces événements : le Quotidien du peuple a cité la phrase du chef de l'Etat soviétique affirmant que l'idéologie socialiste inspirait notamment des valeurs chrétiennes, ce qui n'est pas particulièrement le point de vue des orthodoxes staliniens de Pékin.

### Erreur de calcul

Le régime chinois est en train de payer l'erreur de calcul qu'il a consisté pour lui à commencer, même discrètement, à se féliciter du coup d'Etat, au moment même où celui-ci s'effondrait. Cette satisfaction prématurée est d'autant plus mal tombée qu'elle intervenait au cours de la rentrée universitaire.

Dans certaines universités, a-t-on appris, les responsables politiques avaient déjà commencé à expliquer aux étudiants les raisons pour lesquelles M. Gorbatchev avait perdu le pouvoir, sur un ton idéologique à celui du comité d'urgence des putschistes de Moscou, quand tomba la nouvelle de l'échec du coup d'Etat. Comme il est arrivé plusieurs fois dans le passé, les mêmes responsables ont été réduits aujourd'hui à préparer leur prochaine intervention devant leur auditoire sur une ligne politique contraire à la précédente.

Cette ligne a commencé d'être énoncée par le secrétaire général du parti, M. Jiang Zemin, qui recevait vendredi le chef de la junte militaire birmane, le général Saw Maung, dans une allusion voilée à la situation en URSS : «L'idéologie qu'adopte une nation est du ressort de son peuple. Aucun pays ne doit imposer aux autres un certain type d'idéologie», lui a-t-il dit.

Ces acrobaties n'ont pas démontré une grande importance pour la population, la voix du PCC passant largement inaperçue. Elles risquent en revanche d'affecter les relations entre Pékin et Moscou quand M. Eltsine s'apercevra du traitement peu flatteur que lui a réservé le régime chinois.

HENRI DE BRESSON

## Bonn : M. Kohl demande à ses partenaires d'accroître leur aide à l'URSS

### BONN

de notre correspondant

A peine rentré de vacances, le chancelier Kohl a fait savoir haut et fort vendredi 23 août à Bonn qu'il allait demander à ses partenaires occidentaux de faire davantage en faveur de l'Union soviétique pour l'aider à stabiliser son économie. «C'est le moment maintenant que chacun dise ce qu'il fait réellement», a estimé le chancelier dans un entretien diffusé dans la soirée à la télévision.

Le tam-tam bonnois peut paraître un peu intempestif. Il est à la hauteur de l'inquiétude qu'avaient provoquée la tentative de coup d'Etat et ses répercussions possibles sur l'Europe et l'Allemagne en particulier. Le chancelier n'a, il est vrai, pas cessé ces derniers mois d'attirer l'attention de ses partenaires sur la nécessité d'épancher les réformes du président Mikhaïl Gorbatchev. L'hiver der-

nier, il avait prêté en personne une gigantesque campagne d'aide humanitaire. Il ne s'en trouve pas moins aujourd'hui sous la pression de l'opposition pour faire davantage.

L'Allemagne, cependant, ne dispose plus, loin de là, de la marge de manœuvre financière dont on la crédite. Il n'y a pas si longtemps encore. Les déficits budgétaires dus aux besoins pressants des nouveaux Länder de l'est se creusent, l'inflation se fait plus pressante.

### Eviter un financement à fonds perdus

On craignait de voir l'Allemagne tentée par une politique de bascule entre ses intérêts à l'ouest et à l'est de l'Europe. Les événements de ces derniers jours auront obligé ceux qui en doutaient encore à réaliser qu'elle ne peut rien faire toute seule. «Nous avons besoin d'une politique occidentale arrêtée

en commun. Il n'y a pas de l'Allemagne toute seule», a souligné le porte-parole du gouvernement allemand, M. Dieter Vogel, lors de son point de presse de vendredi.

Les dirigeants affirment qu'ils ont fait plus que tous les autres réunis pour aider économiquement l'URSS. C'est à la fois vrai et faux. La très grande partie des 60 milliards de marks d'engagements annoncés recouvre le tribut payé à l'URSS pour l'unification. Il s'agit des frais pris en charge pour le rapatriement des troupes soviétiques et de ceux consentis à la liquidation du COMECON, l'ancien marché commun de l'Est dont l'ex-RDA était partie prenante. L'Allemagne a été obligée en outre d'offrir des garanties de crédits pour permettre aux firmes de l'est de maintenir leurs marchés en URSS, condition de leur survie. On estime à 500 000 le nombre des emplois dans l'est de l'Allemagne qui dépendent encore de ces marchés.

APRÈS L'ÉCHEC

Neuf réponses à M. Marchais

Le premier secrétaire du PCF, M. Marchais, a répondu à neuf questions posées par des journalistes de l'AFP et de l'agence Reuters.

1. **Quel est votre avis sur l'échec du coup d'Etat en URSS ?** — «C'est une victoire pour la démocratie et pour le peuple soviétique. Cela montre que le système communiste est en train de s'effondrer. Nous devons continuer à soutenir les réformes de M. Gorbatchev.»

2. **Quel est votre avis sur la situation en URSS ?** — «La situation est très complexe. Nous devons continuer à soutenir les réformes de M. Gorbatchev et à encourager le dialogue entre les différents groupes politiques.»

3. **Quel est votre avis sur le rôle de la France ?** — «La France a joué un rôle important dans la promotion des réformes de M. Gorbatchev. Nous devons continuer à soutenir la France dans ses efforts pour promouvoir la démocratie en URSS.»

4. **Quel est votre avis sur le rôle de l'Allemagne ?** — «L'Allemagne a joué un rôle important dans la promotion des réformes de M. Gorbatchev. Nous devons continuer à soutenir l'Allemagne dans ses efforts pour promouvoir la démocratie en URSS.»

5. **Quel est votre avis sur le rôle de l'Union européenne ?** — «L'Union européenne a joué un rôle important dans la promotion des réformes de M. Gorbatchev. Nous devons continuer à soutenir l'Union européenne dans ses efforts pour promouvoir la démocratie en URSS.»

6. **Quel est votre avis sur le rôle de la communauté internationale ?** — «La communauté internationale a joué un rôle important dans la promotion des réformes de M. Gorbatchev. Nous devons continuer à soutenir la communauté internationale dans ses efforts pour promouvoir la démocratie en URSS.»

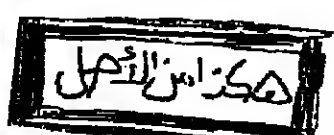
7. **Quel est votre avis sur le rôle de la presse ?** — «La presse a joué un rôle important dans la promotion des réformes de M. Gorbatchev. Nous devons continuer à soutenir la presse dans ses efforts pour promouvoir la démocratie en URSS.»

8. **Quel est votre avis sur le rôle de la culture ?** — «La culture a joué un rôle important dans la promotion des réformes de M. Gorbatchev. Nous devons continuer à soutenir la culture dans ses efforts pour promouvoir la démocratie en URSS.»

9. **Quel est votre avis sur le rôle de la religion ?** — «La religion a joué un rôle important dans la promotion des réformes de M. Gorbatchev. Nous devons continuer à soutenir la religion dans ses efforts pour promouvoir la démocratie en URSS.»



EN UNION SOVIÉTIQUE



# APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

La position des communistes français

## Neuf responsables du PCF demandent à M. Marchais la réunion du comité central

Dans une lettre adressée, vendredi 23 août, à M. Georges Marchais, neuf membres du comité central réclament une réunion de ce comité dans les meilleurs délais. Parmi ces dirigeants, on désaccorde avec la position du bureau politique sur le putsch de Moscou, figurent trois anciens ministres : MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Ralite.

s'exprime au nom de ses huit camarades : MM. Charles Fiterman, membre du bureau politique, et Anicet Le Pors, ses anciens collègues au gouvernement ; M. Guy Hermier, qui siège aussi au « BP », et MM. Jean-Michel Catala, Roland Favaro, responsable régional du parti en Lorraine, Roger Martelli, Lucien Sève, Marcel Trigou, maire d'Arcueil (Val-de-Marne) et ancien suppléant de M. Marchais à l'Assemblée nationale.

dont il est partie intégrante. [...] Au-delà de la qualité des hommes, l'essentiel de ce qui peut expliquer l'échec du coup de force de Moscou est là. »

### « Faute d'analyse »

« Faute de l'avoir suffisamment perçu et pris en compte, poursuit le texte, la direction du parti a adopté des positions dont on voit bien - notamment à la lecture de l'Humanité et en raison de l'absence d'initiatives les accompagnant - qu'elles tenaient pour acquies l'effacement de la direction du parti et de la direction du mouvement social, qui le prive de la capacité d'innovation et d'intervention politiques aujourd'hui vitales. »

Les auteurs de la lettre se demandent si cette faute d'analyse ne montre pas que leur parti reste

encore - de maintes façons et, parfois, à son corps défendant - trop attaché à une vision ancienne du monde et du mouvement social, qui le prive de la capacité d'innovation et d'intervention politiques aujourd'hui vitales. »

La conjoncture internationale restant marquée par l'attentisme

## La fin du putsch est une chance pour la reprise

La réussite du coup d'Etat en URSS, en inquiétant politiquement les pays industrialisés, aurait probablement eu pour effet de détériorer pendant quelques semaines ou quelques mois un climat international déjà maussade en matière économique. L'échec rapide du putsch peut au contraire faciliter la reprise, en modifiant l'attitude des chefs d'entreprise et des ménages, qui, depuis des mois, investissent et consomment moins.

Nord ; faiblesse de la consommation des ménages qui stagne ou même recule dans les pays anglosaxons... C'est ce genre de constatations, auxquelles s'ajoutent bien sûr les graves inquiétudes liées des difficultés des banques et - dans beaucoup de grands pays - de l'endettement excessif des agents économiques (entreprises, particuliers, puissances publiques), qui avait incité à établir des prévisions peu optimistes pour 1992. Malgré un début de reprise au printemps ou à l'été 1991, les États-Unis s'étaient vus crédits d'une croissance de 2,5 % l'année prochaine, la Grande-Bretagne de moins de 1,5 %. La France et l'Italie se voyaient accorder un taux très légèrement supérieur à 2 %, l'Espagne à 3 %.

Cette modération des prévisions, ce scepticisme non avoué, s'expliquent aussi par l'évolution qu'on voit venir en Allemagne et au Japon. Après avoir continué à très vive allure sur leur lancée, alors que toutes les autres nations ralentissaient fortement, stagnaient ou commençaient la récession, ces deux pays pourraient à leur tour baisser un peu de rythme.

Même si elle prend fin plus rapidement que prévu, l'attente d'un peu de répit des pays industrialisés ne débouche pas sur une forte reprise. Il n'est guère possible - même si - que le monde puisse revivre dans l'immédiat une période de forte activité comme ce fut le cas entre 1987 et la fin de 1989. Pendant ces trois années, la croissance nationale des grands pays industrialisés augmenta au rythme très rapide de 4 % l'an. Cette grande prospérité amorce et rendue possible par l'effondrement des prix pétroliers survenant fin 1985-début 1986 se traduisit par un énorme effort de modernisation et d'équipement.

### A l'exception de l'Allemagne

C'est aussi le ralentissement puis le recul de l'investissement dans les pays anglo-saxons à partir de 1989 - 1990 qui a été à l'origine de la récession née outre-Atlantique - au Canada et aux États-Unis - avant de s'étendre en Grande-Bretagne. Dans ces trois pays, le recul de la production et la montée du chômage furent impressionnants, nos voisins britanniques connaissant de plus en plus de difficultés, sous l'effet d'un ralentissement de leur investissement. La croissance économique qui, à peu de chose près, avait atteint en 1988 le taux de 4,5 % dans les trois pays ne dépassa pas 1 % outre-Atlantique l'année dernière, la Grande-Bretagne réalisant 0,6 %. Les résultats seront encore plus mauvais cette année : la croissance nationale va diminuer outre-Manche (le PNB y baisserait de presque 2 %) et au Canada (-1 %).

Le Japon, dont les résultats continuent d'étonner - y compris dans ses taux d'investissement extravagants, - a réalisé plus de 5 % de croissance moyenne annuelle depuis 1988 : ce taux baisserait sensiblement pour revenir à moins de 4 % l'année prochaine, sous l'effet d'un ralentissement des investissements et d'une politique sévère de rétablissement des finances publiques.

On savait qu'en 1992 s'estomperait les profondes divergences de conjoncture qui, ont séparé le monde pendant deux ans : d'un côté les pays en récession dans lesquels le chômage augmentait, parfois très fortement comme en Grande-Bretagne ; d'un autre côté les pays en pleine expansion, investissant et consommant à tout va, créant de nombreux emplois. Cette capture, en disparaissant peu à peu et en rendant plus facile l'harmonisation des politiques économiques - celle des politiques monétaires notamment, - laissait une inquiétude : qu'allait devenir l'activité en Europe et dans le monde si l'Allemagne et le Japon baissent de rythme avant que les États-Unis et la Grande-Bretagne ne prennent fermement le relais.

### Recul de l'inflation

Nous en sommes là. Ce qui vient de se passer à Moscou semble lever définitivement une hypothèque : celle d'un retour au pouvoir en URSS des conservateurs durs. Si en effet, comme on attendait, les entreprises des grands pays industrialisés le ressentent ainsi, il est possible que l'attentisme qui gèle pas mal de projets depuis un an sans que la fin de la guerre du Golfe y ait rien changé, il est possible que cet attentisme prenne fin plus tôt que prévu. La psychologie joue, elle aussi, un rôle important. Et si l'épargne peut sembler insuffisante, les besoins d'investissement, eux, ne manquent pas dans le monde, l'Est en particulier. De ce point de vue, l'ex-RDA pourrait réserver de bonnes surprises avec un début de redémarrage de la production industrielle.

Alain Vernholes

Le président de la BERD à Moscou, M. Jacques Attali, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), est arrivé vendredi 23 août à Moscou où il doit rencontrer M. Boris Eltsine, président de la fédération de Russie. Auparavant, M. Attali avait rencontré M. Anatoli Sobtchak, maire de Léningrad, pour discuter de l'attribution de crédits à la ville. M. Attali pourrait rencontrer M. Gorbatchev. - (AFP)

Pékin : black-out

## Première autocritique dans « l'Humanité-Dimanche »

La nouvelle version de l'Humanité-Dimanche, diffusée vendredi 22 août, porte en titre, sur sa couverture, « L'Espoir retrouvé », au-dessus d'une photo de M. Mikhaïl Gorbatchev. L'éditorial habituel de jeudi, imprimé avant la fin du putsch de Moscou, était intitulé « URSS, le drame de l'échec ». Ce titre, qui se référait, selon l'hebdomadaire du PCF, à l'échec de la perestroïka, pouvait conduire le lecteur à croire, à contre-temps, qu'il s'agissait de l'échec du coup d'Etat (le Monde du 24 août).

Dans son nouvel éditorial, qui apparaît comme la première autocritique du PCF, Martine Bulard, rédactrice en chef et membre du comité central, reconnaît que son parti avait surestimé le « poids des forces rétrogrades ». Elle écrit également : « A force d'avoir redouté le coup d'Etat, nous avons gravement sous-estimé la profondeur de l'un des acquis de la perestroïka, l'aspiration à la liberté et la résistance de la population. »

### « Le pire a pu être évité »

« Le fait qu'en France et en URSS des personnalités diverses aient commis semblable erreur ne nous excuse en rien », poursuit Martine Bulard, en ajoutant : « Il va sans dire que nous avons condamné sans équivoque aucune malfaçon [avant l'échec du coup d'Etat] des névroses et leur coup de force. » La déclaration du bureau politique du parti, publiée

lundi soir et que n'avait pas approuvée M. Charles Fiterman, estimait que « les conditions d'existence de M. Mikhaïl Gorbatchev étaient inacceptables », sans jamais utiliser les mots « condamnation » ni « coup d'Etat ».

Alors que M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, avait souligné, dans un message de félicitations envoyé, jeudi, à M. Gorbatchev, le « rôle » joué par le Parti communiste soviétique dans l'échec du putsch, qu'il avait minimisé devant la presse, mercredi, à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), le rôle de la population (le Monde du 23 août) et qu'il avait fait part de sa méfiance à l'égard de M. Boris Eltsine, l'éditorial de l'Humanité-Dimanche souligne que « le pire a pu être évité grâce à la mobilisation réelle de la population, au rôle éminent joué par des personnalités soviétiques, dont Boris Eltsine, et à la condamnation internationale des putschistes », sans citer le PC soviétique.

Pour sa part, l'Humanité quotidienne de samedi 24 août publie un article de son directeur, M. Roland Leroy, membre du bureau politique, adressé jeudi à la Pravda, dans lequel il écrit à propos de M. Gorbatchev : « Quelle joie de le voir réélu dans le plein exercice de ses fonctions de président de l'Union soviétique et de secrétaire général du PC de l'Union soviétique ! » M. Leroy n'a signé aucun éditorial dans l'Humanité tout au long

### Débonnairage à Viorzon

M. Jean Rousseau, maire (Génération Ecologie) de Viorzon, dans la Charente, a annoncé, vendredi 23 août, qu'il avait décidé, « à la suite des événements qui se sont produits en Union soviétique », de débaptiser la place à laquelle le nom de l'ancien secrétaire général du PCF Maurice Thorez avait été donné par la municipalité communiste qui administrait Viorzon jusqu'à l'an dernier. Selon M. Rousseau, Thorez « a eu, certes, des mérites et sa place dans l'histoire de notre pays, mais son soutien sans faille à Staline nous interpelle ».

## De retour de Moscou

### M. Jean Lecanuet : « Gorbatchev c'est l'erreur et la solitude »

De retour de Moscou, où il avait séjourné, la veille, en compagnie de M. Michel Vauzelle, le président (UDF) de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, M. Jean Lecanuet, a déclaré, vendredi 23 août, que M. Mikhaïl Gorbatchev persistait dans l'erreur en se proposant de régénérer le Parti communiste de l'Union soviétique. « Gorbatchev reste attaché au Parti communiste, en souhaitant sa régénération avec des hommes nouveaux », a ajouté M. Lecanuet. Il a reconnu qu'il s'était trompé, ce qui est gigantesque pour un chef d'Etat. Mais derrière l'erreur, il y a la persistance de l'erreur. De quoi s'agit-il ? D'avoir placé comme vice-président quelqu'un qui a tenté un putsch contre lui. Il donne l'impression d'un homme diminué par l'humiliation, car c'est une humiliation que d'être emprisonné par ses propres amis. Imaginez M. Edith Cresson mettant M. Mitterrand en état d'arrestation à Latchi !

Après avoir rappelé qu'il avait longuement reçu M. Boris Eltsine, le 17 avril dernier, lors d'une réunion élargie de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Lecanuet esquisse un portrait comparé du président de la République de Russie et du président de l'Union soviétique : « Gorbatchev, c'est la légalité, la souffrance, l'erreur et la solitude. Eltsine, c'est

l'Etat, le seul, l'homme qui monte sur le char, le refus du Parti communiste à l'extérieur, c'est la résistance et la victoire. »

Le délégué français, qui comprenait également M. Elie Wiesel, prix Nobel de la paix, a rencontré successivement M. Vladimir Loukine, président de la commission des affaires étrangères du Parlement russe, l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevvardnadze. Selon M. Lecanuet, le premier s'est déclaré déçu par l'attitude des « démocrates libres ». M. Chevvardnadze a insisté, de son côté, sur l'état de détresse de l'économie soviétique, en précisant que l'hiver prochain risquait d'être une période très épineuse sur le plan de la consommation et de la vie quotidienne.

### M. Jean-Michel Boucheron : « La fin de l'Union soviétique »

« Ce n'est pas seulement la fin du communisme, c'est la fin de l'Union soviétique », nous a déclaré le président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS), peu après son retour de Moscou, où il concluait une délégation de députés français depuis le 19 août, jour du coup d'Etat. « Si, demain, les Républiques périphériques ou, même, la Russie décident de faire sécession, qui pourra envoyer les chars ? M. Gorbatchev n'a plus aucun moyen de pression militaire. Au mieux, l'Union soviétique ne sera plus qu'une confédération. Je crois même que ce processus de transformation sera rapide », précise le député d'Ille-et-Vilaine.

M. Boucheron, qui, à la demande du président de la République, est resté à Moscou jusqu'au lendemain du retour de M. Gorbatchev au pouvoir, estime que celui-ci est victime d'une « impopularité fondamentale », même après le coup d'Etat. « L'autre victime des événements est l'armée. L'appareil militaire-industriel ne pourra plus, désormais, absorber autant de crédits. C'est là une bonne nouvelle sur le plan de la détente », ajoute M. Boucheron.

La délégation française, invitée par le Soviet suprême de l'Union soviétique, comprenait, outre M. Boucheron, MM. Jean-Guy Branger (app. UDF), Jean-François Delahais (PS), Jean Kiffer (app.

RPR) et Daniel Reiner (PS). Elle a rencontré brièvement l'état-major de l'armée rouge dans la matinée du 20 août. Outre le climat tendu de cette réunion, marquée par des différends ouverts entre militaires favorables au putsch et militaires socialistes, les députés français ont estimé qu'il n'était pas possible de parler du désarmement alors que les chars étaient dans la rue. A cette occasion, un parlementaire soviétique aurait justifié l'absence du général Moïseïev par le fait que celui-ci allait être nommé ministre de la défense de la junte.

Le même jour, les députés français ont rejoint la « Maison Blanche », siège du Parlement russe, où ils ont décidé de rester, en dépit des menaces qui pesaient à ce moment-là. En faisant le tour des barricades, ils ont assisté, dans la nuit du 20 au 21 août, aux affrontements qui, selon eux, ont fait sept morts. Cette présence, selon M. Boucheron, a permis d'atténuer les critiques formulées par des députés russes sur l'attitude de la commission de la défense a été rejoint, à Moscou, par MM. Michel Vauzelle et Jean Lecanuet. « On ne nous a pas fait de reproche direct concernant la première intervention télévisée de M. François Mitterrand, mais des allusions au second degré », précise M. Boucheron.

J.-L. S.



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

### La France doit formellement demander à la Suisse l'extradition d'Ali Rad Vakili

Ali Rad Vakili, l'un des trois assassins présumés de Chapour Bakhtiar, arrêté mercredi 21 août à Genève, a refusé la procédure simplifiée permettant son extradition vers la France. Paris doit désormais mettre en œuvre une demande d'extradition traditionnelle qui peut durer des semaines, voire des mois, selon les recours formulés par le suspect. Ali Rad Vakili peut néanmoins changer d'avis à tout moment, et la France a dix-huit jours pour faire sa demande formelle d'extradition qui devra contenir les chefs d'inculpation.

Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a indiqué, vendredi 23 août, que les autorités françaises allaient transmettre immédiatement à la Suisse la demande d'extradition par la voie diplomatique. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait exprimé le souhait « que les procédures soient conduites avec diligence et que les jugements (...) interviennent dans les délais les plus brefs ».

#### M. Dumas mis en cause par un opposant iranien

Selon la police genevoise, qui a mis hors de cause Ali Rad Vakili dans les deux attentats commis contre des opposants iraniens sur le territoire helvétique (en 1990 contre Kazem Rajavi et en 1987 contre un pilote déserteur), le sus-

pect répond aux questions, mais ne cesse de « mentir par omission avec beaucoup de sang-froid ». La police helvétique recherche, par sa part, un quatrième homme, soupçonné d'avoir fourni un soutien logistique, sur les bords du lac Léman, aux auteurs présumés de Chapour Bakhtiar. Ce suspect s'était présenté le 13 août à l'hôtel Rousseau de Genève pour réserver une chambre pour l'iranien Mohammad Azadi, le compagnon de fuite d'Ali Rad Vakili. Il a inscrit sur sa fiche le nom de Nasser Shamsinegar et un numéro de passeport. Mais, selon un porte-parole de la police de Genève, aucun portrait-robot de cet intermédiaire n'a pu être réalisé, l'employé de l'hôtel n'ayant pas bien vu ses traits.

Vendredi, la chasse à l'homme s'est poursuivie des deux côtés de la frontière franco-suisse pour tenter de retrouver la trace de Mohammad Azadi, le compagnon de fuite d'Ali Rad Vakili. Celui-ci a disparu sans laisser de trace, le 13 août dernier à Genève, après avoir passé deux nuits dans des hôtels de la ville. A Paris, la brigade criminelle, chargée de l'enquête, recherche toujours le troisième homme du commando, l'ancien maître de Chapour Bakhtiar, Faraydoun Boyer Ahmadi. Dans un entretien au *Figaro*, samedi 24 août, M. Ali Chaker, proche de l'ancien premier ministre iranien assassiné, et président du Mouvement de la résistance nationale iranienne, met en cause l'attitude du gouvernement français, notamment M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, réservé à ses jugements concernant la participation de l'Iran à l'assassinat de M. Bakhtiar : « Ses propos sont révoltants et son attitude déplacée, estime M. Chaker. Le comportement de la France vis-à-vis de l'Iran est dicté par les impératifs de la normalisation ».

« Décès de la fille de Chapour Bakhtiar », M. Viviane Echebar, la fille de l'ancien premier ministre iranien assassiné, est décédée à l'âge de quarante-neuf ans, mercredi 21 août, à Cannes, des suites d'une crise cardiaque. Depuis quelques semaines, elle avait été atteinte de plusieurs malaises.

Avant de statuer sur le fond de l'affaire Europ Show

### La cour d'appel d'Aix-en-Provence remet en liberté M. Lucien Salles

NICE

de notre correspondant régional

La cour d'appel d'Aix-en-Provence a examiné, jeudi 22 août, l'appel interjeté par M. Lucien Salles, directeur général de l'Opéra de Nice et gérant de la société de spectacles Europ Show, qui avait été condamné, le 18 juin dernier, par le tribunal correctionnel de Nice à une peine de deux ans de prison dont un an avec sursis et 500 000 francs d'amende pour abus de biens sociaux et fraude fiscale (le *Figaro* du 20 août). Elle a mis au jugement en délibéré du 25 septembre, mais avant de statuer sur le fond de l'affaire et en dépit de réquisitions contraires de l'avocat général, M. Yves Le Baut, elle a ordonné la mise en liberté de l'intéressé que réclamaient son avocat, M. Thierry Levy (Paris).

Bien qu'elle soit susceptible d'être prise à tout moment de la procédure, tant que le jugement n'est pas définitif, cette mesure est assez peu fréquente. Elle paraît présager d'une réforme par la cour d'appel, dans un sens favorable à M. Salles, de la décision rendue en première instance. Une certaine discordance était d'ailleurs apparue, devant le tribunal correctionnel de Nice, entre le jugement prononcé par cette juridiction et les réquisitions très modérées du ministère public. Le substitut du procureur, M. Pierre-Claude Schanlem, s'était borné à demander une peine d'emprisonnement avec sursis, tout en suggérant au tribunal « de ne pas renvoyer en prison » M. Salles, qui avait comparu libre après avoir effectué trois mois de détention préventive.

Finalement condamné à deux ans de prison, dont un an ferme, le gérant d'Europ Show avait fait l'objet d'un mandat de dépôt délivré à l'audience. Devant la cour d'appel,

la journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DE L'AUDIOVISUEL

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

## FAITS DIVERS

Escroquerie aux Assédic

### De faux chômeurs inculpés à Grenoble

LYON

de notre bureau régional

Les gendarmes de la section des recherches de Grenoble viennent de mettre fin à un système d'escroquerie qui, durant dix ans, a permis à de faux chômeurs de recevoir de vraies indemnités de licenciement des Assédic dans une dizaine de départements. C'est à Saint-Cyr-sur-Mer (Var), où il menait une existence confortable avec des revenus mensuels qui pouvaient atteindre les cinquante mille francs, que Jessé-Pierre Cuvillier, cinquante-quatre ans, a été interpellé.

Il aurait pu continuer à couler des jours heureux sans le zèle d'un fonctionnaire des Assédic de Grenoble qui, alerté par le caractère douteux de certains documents, déclencha l'enquête. Le principe de l'escroquerie était simple, mais efficace. Utilisant la raison sociale d'une entreprise fantôme, Jean-Pierre Cuvillier produisait à l'administration de fausses attestations de licenciement, se présentant, sous des identités différentes, en qualité de chef du personnel, responsable de gestion ou tout autre qualification de cadre supérieur, qui lui permettait d'empocher des indemnités variant de 10 000 francs à 20 000 francs mensuels.

Le système fit des émules, parmi lesquels Charles Demitrou, quarante-huit ans, lui-même arrêté dans la « ville » qu'il occupait dans la banlieue grenobloise. Tous deux ont été présentés, vendredi 23 août, au parquet de Grenoble, inculpés des chefs d'escroquerie, faux et usage de faux, usurpation d'identité et falsification de documents, et écroués.

« Huit toiles voilées au Musée de Menton ». Huit toiles et des huiles sur bois des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles — un ensemble religieux des écoles italienne, vénitienne et florentine estimé à 10 millions de francs — ont été volées au Musée municipal Carnot de Menton (Alpes-Maritimes) dans la nuit de jeudi 22 à vendredi 23 août. Le système d'alarme, qui était branché, n'a pas fonctionné et le gardien qui réside sur place n'a rien entendu. Les enquêteurs ont simplement trouvé une vitre cassée à une fenêtre du premier étage du musée, au pied de laquelle se trouvait une échelle.

## Aggressions répétées contre des étudiants étrangers

### Cocktail explosif à Brighton

LONDRES

correspondance

Pour être resté trop tard devant les scintillantes machines à sous du Palace Pier, la célèbre jetée de Brighton transformée en parc d'attractions, l'adolescent a été le dernier à nous voir à l'impériale. Nerveux, l'étudiant venu parfaire son anglais sur la Riviera britannique a dirigé la pied vers le quartier résidentiel de Hove, où il loge chez l'habitant. Dans une rue déserte, des louchards l'écourent, le jettent à terre et le rouent de coups. Puis ils s'éloignent après avoir défilé la gerçure d'un appareil photo, d'un sac de voyage et de quelques livres sterling.

Cette agression ne fera qu'un anfrêtre dans le quotidien du Sussex. The Argus. Le passage à l'acte d'un étudiant allemand par un groupe de voyous aux cris de « Hell Hitler » et une bataille rangée contre des jeunes Espagnols ne retiendront guère plus l'attention. Pourtant, ces attaques débridées de jeunes étrangers par des bandes locales sont désormais l'ordinaire des stations balnéaires du sud-est de l'Angleterre, qui vivent des séjours linguistiques d'été.

En haute saison, de juillet à septembre, Brighton accueille plus de quarante mille jeunes de toutes nationalités. Ces étrangers constituent jusqu'au cinquième de la population de certains quartiers. Une cinquantaine d'écoles de langues, plusieurs milliers de professeurs, dix mille familles d'hébergement, les compagnies d'autobus, les taxis et bien d'autres bénéficient directement de cette clientèle. Mais, pour une partie de la population locale, ces étrangers dérangent.

Au commissariat central de John's Street, l'inspecteur en chef John Pearce remarque que « les étudiants du continent sont de plus en plus agressifs à leur retour ». Pour les petits délinquants, ce sont des cibles faciles. Ils doivent être sur leurs gardes, même si Brighton n'est pas plus dangereuse que la Côte d'Azur ou la Costa Brava. Les patrouilles de police ont été renforcées dans les quartiers fréquentés par les bandes de stin-

#### « La classe moyenne du continent »

Florian Kelly, vingt-sept ans, natif de Dublin, directeur de l'une des écoles de langues qui accueillent les jeunes étrangers, observe qu'« en Grande-Bretagne les divisions de classes demeurent très fortes ». A Brighton, la rencontre entre les rochers désargentés d'un prolétariat indigène, traditionaliste et épris et les enfants de la classe moyenne continentale, aisée, soude en matière de meurs et ouvre sur le monde, peut faire un cocktail explosif.

Mais Brighton, qui a été autrefois, encastrée à l'époque victorienne, reproche aussi aux étudiants étrangers d'envahir les trottoirs et les autobus, de ne pas faire la queue, etc. Les commerçants accusent les forains de la hausse des vols à l'échelle des heures de la semaine. Selon la police, les jeunes étrangers interpellés pour ces infractions constituent la « base des arrestations ». On en compte deux mille, on les libère sans peine, on les ré-arreste. Le fait est la main dans le sac est arrêté, emprisonné jusqu'à sa complicité devant un juge et renvoyé après règlement d'une grosse amende.

MARC ROCHE

## REPÈRES

### CATASTROPHE

#### Un typhon fait 55 morts en Corée du Sud

Le typhon Gladys qui a balayé les côtes de Corée du Sud, vendredi 23 août, a causé la mort de 55 personnes, 36 autres étant portées disparues, selon un bilan publié samedi matin 24 août. On compte 40 000 sans-abri. Plus de 20 000 touristes ont dû être évacués. Les autorités craignent que le nombre des victimes soit plus élevé après les opérations de déblaiement. Parmi les régions les plus touchées, figure celle de Pusan, deuxième ville du pays, centre industriel important où deux mille entreprises ont dû cesser toute activité. Gladys est sur le point d'achever sa course en mer du Japon, estimé samedi les responsables de la météorologie de Corée du Sud. — (AFP, AP)

### MOEURS

#### Des affiches pour Minitel rose recouvertes à Mulhouse

A la suite d'une protestation du maire de Mulhouse, M. Jean-Marie Buckel, une société d'affichage parisienne qui avait apposé, sur les murs de la ville, des affiches vantant un Minitel rose et fait recouvrir ses affiches « 30-15 FREE ». Celles-ci représentaient une jeune femme fort dévêtue, qui avaient suscité « la réaction de nombreux habitants » de la ville, selon le maire. Le maire avait menacé l'afficheur, en cas de non-

abstention, d'appliquer « les sanctions prévues par les lois en vigueur » et de faire retirer les affiches « aux frais de l'afficheur par les services municipaux ». Cette décision se basait sur les articles L 283 et 290 du code pénal, réprimant « l'outrage aux bonnes mœurs commis notamment par la voie de la presse et du livre ». A la société Média-Primo, on déclara qu'« aucun problème n'a été relevé dans d'autres villes ».

### RELIGIONS

#### Des prêtres canadiens seront sanctionnés pour abus sexuels

L'épiscopat canadien a annoncé samedi la sanction sévère des abus sexuels commis par des prêtres et des religieux sur des enfants. Ils ne bénéficieront d'aucune tolérance de la part de l'Eglise, affirme un rapport rendu public, vendredi 23 août, par la Conférence épiscopale canadienne, secouée depuis plusieurs années par des scandales impliquant certains membres du clergé, le plus sérieux ayant mis en cause vingt rassemblements d'un orphelinat à Terre-Neuve. Ce rapport souligne que « l'Eglise ne peut accepter que des enfants soient victimes d'abus de la part de prêtres ou d'autres religieux et qu'ils n'ont aucun droit de demander un traitement de faveur quand des soupçons sont portés sur la conduite de leurs ministres ». L'épiscopat doit proposer l'an prochain une série de mesures visant à mieux sélectionner et former les séminaristes. D'autres seront élaborées pour aider les victimes d'abus sexuels commis par des prêtres. — (AFP)

## POLITIQUE

Préparant leur université d'été

### Les jeunes rocardiens déclarent la guerre à « la conception fabiusienne » du PS

Les jeunes rocardiens des clubs Forum, qui organisent leur université d'été à Agde, dans l'Hérault, du 5 au 8 septembre prochain, ont rendu public leur document préparatoire, dans lequel ils se proposent d'engager un « dialogue franc » avec M. Edith Cresson, mais aussi avec M. Laurent Fabius et ceux qui partagent sa conception du Parti socialiste, contre laquelle ils annoncent un « combat sans merci ».

Les clubs Forum ont changé de président — M. Christophe Cleguen, un étudiant en sciences économiques de vingt-trois ans, a succédé en mars dernier à M. Manuel Valls, premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise du PS — mais pas de style. Studieux et impertinents, ils ont élaboré en vue de leur université d'été un texte substantiel (près de cinquante pages), dans lequel, rappelant qu'ils avaient « activement soutenu » M. Michel Rocard lorsqu'il était à l'hôtel Matignon, ils affirment ne pas « changer d'attitude comme de premier ministre », mais n'en expriment pas moins des désaccords « parfois profonds » avec M. Cresson. Désireux d'engager avec elle un « dialogue franc », ils l'ont, d'ailleurs, convoquée à Agde, de même que M. Lionel Jospin, mais le seul de leurs invités dont ils soient sûrs qu'il ne leur fera pas faux bond est M. Rocard.

Le premier reproche des jeunes rocardiens à M. Cresson concerne l'immigration. « Construire la communication gouvernementale sur la

publicité pour les charters, écrivains, revient à chasser sur les terres de M. Pasqua et Le Pen. Cet épisode fut un naufrage pour les valeurs de la gauche ». Ils n'y vont pas, non plus, par quatre chemins lorsqu'il s'agit d'analyser les causes de l'immigration — la pauvreté des pays d'origine et la demande de manger d'œuvre en France, d'observer que, « dans l'Histoire de notre pays, l'immigration ne s'est jamais arrêtée » et de souligner que « tout apport de population est facteur de développement économique », cela pour conclure que « la poursuite de l'immigration est, donc, inéluctable et souhaitable ».

#### « Économies de bouts de chandelle »

Deuxième reproche fait au premier ministre : les clubs Forum, convaincus de la « nécessaire professionnalisation du système éducatif », jugent inopportuniste de « ressusciter le mythe de l'apprentissage, qui a depuis longtemps montré ses limites ». Ils placent, en revanche, pour la cohabitation, à tous les niveaux de l'enseignement, de « deux cultures de même valeur, celle du savoir et celle du savoir-faire ». Ils n'expriment pas, au passage, certains syndicats d'enseignants, dont « on peut se demander, écrivent-ils, ce qui est devenu premier pour eux, des revendications corporatistes ou de la réussite de la formation des élèves ».

Le financement de la Sécurité sociale donne lieu à un troisième reproche, adressé à la fois au chef du gouvernement et au ministre de l'Économie, M. Pierre Bérégovoy. « L'augmentation de 0,9 % des coti-

sations maladie n'était pas indispensable pour atteindre l'équilibre », affirment-ils, la maîtrise de l'offre de soins, entreprise par l'ancien ministre (rocardien) des affaires sociales, M. Claude Evin, devant, selon eux, y suffire à l'avenir. En attendant, ils auraient préféré voir le gouvernement recourir à la contribution sociale généralisée, formule « plus efficace économiquement et plus juste socialement », dont ils observent que M. Bérégovoy aura « jusqu'au bout préféré [la] critique ». Le ministre de l'Économie est mis en cause, plus généralement, pour sa politique d'« austerité », et son ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, pour ses « économies de bouts de chandelle ».

Les jeunes rocardiens ne sont pas moins sévères pour le Parti socialiste, qui voit, selon eux, les « vocations militantes » se détourner de lui au profit des écologistes et qui « doit être saisi du naufrage ». Ils désignent sans la moindre ambiguïté leur adversaire en annonçant « un combat sans merci contre la conception fabiusienne du PS ». « Nous ne voulons pas, expliquent-ils, d'un parti totalement instrumentalisé au service d'un homme (...), non plus [que] d'un parti mollasse, qui n'ait comme objectif que la victoire aux élections et qui gouverne au fil de l'opinion, au mépris de nos valeurs ». Cependant, l'issue, pour eux, ne fait pas de doute : « M. Rocard sera, en 1995, le candidat des socialistes à l'élection présidentielle ». Une participation de la « suppression du service militaire obligatoire » n'empêche pas ces jeunes gens de ne vouloir voter au PS, qu'une seule tête.

LES PROJETS SONT ANNONCÉS

Le retour

Le Monde

Le Monde











# CULTURE

## Recommencer l'histoire

Quittant l'abstraction géométrique pour des sujets sacrés et symboliques  
Jean-Pierre Pincemin remonte le cours du temps jusqu'aux origines de la peinture occidentale

CHEZ LES PEINTRES

VIETN

black-out

Jean-Pierre Pincemin habite une ferme au centre d'un village, au centre d'une plaine parfaite-ment horizontale et fastidieuse sur la route de Chartres, au centre de la Beauce. On n'imagine pas paysage plus plat ni décor plus « typique », avec église gothique, épiérisse, traiteurs et enfants à bicyclette. Un artiste-peintre ici, et célèbre et recherché ? C'est inouï. La ferme n'est pas moins singulière, dont les bâtiments en carré encadrent une cour herbeuse où se présentent à la vue plusieurs carcasses de réfrigérateurs, un chien apathique, une ébaise ruinée, deux perroquets, dont un bleu et jaune de la taille d'une platée, et aussi stupides paraissent, des débris métalliques disparates, un vélo vieux d'au moins cinquante ans - et, étonné que l'on s'étonne du spectacle, le peintre lui-même, en débraillé comme il convient aux champs.

Dans l'entrée de la maison gît un magnétoscope à demi dévissé. « Je l'ai trouvé à la déchèterie, je le démonte le soir pour comprendre comment ça fonctionne. Mais je ne saurais pas le réparer. » La cuisine-salon-salle à manger s'orne de la carcasse rouillée d'une sorte de tourne-broche à roues dentées et manivelle, mérovingien sans doute, et d'une grande gouache de Calder, seule œuvre dont Pincemin dit admettre la présence continue. Sur le mur face au Calder, le moulage en plâtre d'une fenille d'acanthé colossale comme on en voyait jadis dans les salles de dessin des écoles des beaux-arts, au temps où l'on y enseignait le dessin. Sur les meubles, une abondance de bizarreries qui proviennent comme le magnétoscope incomplet des dépotiers du pays beauceron, que l'on n'imagine pas si pleins de ressources. « J'y vais ramasser du bois pour mes sculptures. On y voit des décors magnifiques. Vous voyez... » On voit en effet : les décors vertes de Pincemin ont envahi la maison et les « ateliers » qui occupent cependant les trois quarts de la ferme. Ses sculptures s'amoncellent dans le hangar de terre battue où étaient rangés autrefois tracteurs et machines. Pour les tableaux du genre expérimental, il y a une pièce immense, aux fenêtres si sales qu'elles filtrent la lumière solaire mieux que le vitrage de musée le plus savamment calculé. Pour les peintures du genre géométrique, il suffit

d'un cellier aveugle éclairé au néon. Il faut pour l'atteindre traverser le « bazar » de Pincemin, capharnaüm de débris et vieilleries de toutes sortes entassés dans ce qui semble la cave d'un chiffonnier rêveur. La réserve aux œuvres anciennes et l'atelier de gravure occupent ce qui fut une cuisine. Une mannequin féminin de Cellulofold rose aux formes volumineuses, mais chapeau, borme et privé de ses bras, tient lieu de divinité protectrice à ces collections peu rangées, les toiles roulées sur le sol, les gravures en liasses sur une table.

A propos du mannequin, Pincemin commente : « Je ne comprends pas que les gens jettent de telles merveilles. » S'en sert-il pour confectionner des assemblages, à l'instar de nombre de ses prédécesseurs et contemporains, de Picasso à Tinguely ? « Non. Je les laisse là, juste pour le plaisir. » Il n'empêche : sculpture et peinture relèvent chez Pincemin d'un processus lent et périlleux de réutilisation et de métamorphose d'éléments fabriqués à d'autres fins par d'autres que lui. Lui-même définit son art comme une entreprise de « recyclage » et se donne pour dessein de « tout balayer et tout assimiler ».

« Il me fallait renouveler mon matériel pictural pour continuer à peindre. Il me fallait me renouveler moi-même... »

Assimiler, en matière de sculpture, c'est pour lui, depuis plusieurs années, confectionner des structures de fer tordu et sondé, dessins dans l'espace et armatures de ses pièces. Sur des charpentes irrégulières, enchevêtrées calligraphiques de sinuosités et d'arabesques, Pincemin fixe une sorte de peau écailleuse et bigarrée, des plaquettes et des fragments de bois peints et délavés, des bois de décharges publiques, restes de planches, caisses, cages et meubles. Agrafés ensemble, ces vestiges aux rebords hérissés d'échardes et aux surfaces fendillées, composent un manteau d'arlequin du plus étrange effet : quelque chose comme le mixte des essais picturaux de Picasso



Jean-Pierre Pincemin

s'éloignant du cubisme vers 1915 et des volumes courbes vaguement organiques de Hans Arp. « C'est là que j'ai vu en faire d'autres dans mon second atelier, à Sens - atelier logé dans un ancien moulin et plus encombré encore de débris et de vieilleries que la ferme, affirmant ceux qui s'y sont bécotés. Actuellement, je travaille à de nouvelles peintures. »

A quatre vastes peintures, posées côte à côte contre les murs de la grange. Pour les observer, le visiteur est obligamment prié de s'asseoir dans un siège-banquet de plastique noir, vestige arraché à quelque épave automobile. Non sans quelque stupéur, il découvre les œuvres en cours d'exécution : un mandala en spirale bistre et blanc sur fond noir luisant, un saint Christophe, une Madeleine en extase entourée de six anges et une chasse à l'ours, ces trois dernières scènes inspirées de gravures sur bois médiévales récentes ou d'anciennes. Les figures, attentivement copiées, ont été tracées en brun. Pen de couleurs encore dans ces *works in progress*, hors des touches de jaune et de vert qui feraient croire que le peintre s'emploie à perfectionner la vraisemblance des représentations. Des frises de fleurs stylisées bordent en haut et en bas les figures de la Madeleine et du saint Christophe. Le mandala est seul achevé. Un livre, par terre, avoue sa provenance : les gouaches tantriques indiennes.

Voilà donc ce qui se voit cet été dans l'atelier de l'un des plus vants des abstraits français : un chasseur en costume de Guillaume Tell qui vise un ours monté dans un arbre et des images pieuses monumentales. Comme pour ajouter à l'étonnement, Pincemin décrie sa méthode. Ayant invité dans sa ferme un étudiant coréen dont il avait remarqué la dextérité, il l'a chargé de reproduire aux dimensions des toiles les gravures archaïques qu'il avait étudié, et de les reproduire de son mieux. Ces agrandissements achevés, à l'artiste de pénétrer dans l'image

et de l'amener à son plus haut point de vérité. « Je ne peux pas peindre à partir de rien, je ne sais pas. Celui qui peint directement, d'après nature comme on dit, je le regarde comme fou. » Il a donc recours à cette méthode, variations indéfinies à partir d'un thème puisé dans l'histoire - ce qu'il définit étrangement comme « une transmission lente de la réalité ».

Puis, plus tranchant : « Il me fallait renouveler mon matériel pictural pour continuer à peindre. Il me fallait me renouveler moi-même, tout simplement. C'est ainsi que j'ai choisi de travailler dans l'histoire de la représentation - mais en évitant le côté « musée » de tant de peintres de maintenant. Les gravures sur bois se lisent manipuler plus aisément. Avec elles, j'appréhends à représenter. Plus tard, je me servirai peut-être de photographies... L'idéal, ce serait de tout assimiler de la peinture occidentale, de pouvoir tout intégrer sans changer pour autant de texture picturale, comme Van Gogh y est parvenu avec les estampes japonaises. Qu'il peigne une branche en fleur, un autopsotroït ou une estompe, c'est la même peau de peinture. Il unifie tout. Delacroix a fait de même. »

« La forme suprême de l'expression artistique est dans le portrait »

Pour s'expliquer, Pincemin désigne la toile achevée. « Je veux donner à toutes les mêmes aspects somptueux. C'est important, le somptueux. Que les peintures plaisent. » Sans doute peint-il souvent comme il sculpte : avec des pots de couleurs trouvés dans les décharges. Mais lui objecte-t-on que ce dédain de la technique pourrait nuire à la conservation de ses toiles, si somptueuses soient-elles, il proteste. « Mes pre-

mières peintures, je les ai exécutées de la même façon. Certaines, je les ai transportées sur le toit de ma voiture, elles ont reçu la pluie et séché au soleil. N'empêche : elles n'ont pas bougé. Celles-ci, ce sera pareil. » Que des pots ouverts où les couleurs sèchent en pellicules épaisses jonchent l'atelier, cette apparence de négligence, il ne la croit pas plus grave. « Regardez les brasses, elles sont propres, elles. C'est l'essentiel. Et puis, ces questions de technique, ce n'est pas le principal. »

Le principal, à l'évidence, tient dans la volonté de renouer avec la représentation. Pourquoi cette conversion ? « Représenter, c'est le but de la peinture. Il faut organiser des réponses à ce que l'on voit. La forme suprême de l'expression artistique est dans le portrait. A l'heure actuelle, je ne peux pas essayer d'en faire en peinture. Mais j'ai gravé l'un dernier un autoportrait. Un soir, j'étais très excité, j'avais pas mal bu, je m'y suis mis, l'autopsotroït est venu à l'improviste, à mon insu. J'en ferai un autre sous forme de sculpture cet été. Dans les années 20, Picasso a dessiné des sculptures comme celles auxquelles je songe : des femmes filées d'iguères, de vis de bous de bois et de ficelles. Et il o placé devant elles une femme qui les observe, une femme à la Ingres, très classique. Ce rapprochement m'intéresse. » Silence. Puis, pensant encore à Picasso sans doute : « Il n'y a rien de plus difficile que le portrait. D'autant que je n'ai pas confiance dans la perception, dans la mienne en tout cas. Quand je regarde, il me semble idonner. Etant rapide, la gravure me permet des révélations brutales. Mais ensuite, il faut beaucoup de temps pour les assimiler. »

Autre preuve de cette fonction décisive de la gravure, un grand paysage ténébreux, que Pincemin affirme la meilleure gravure qu'il ait exécutée jusqu'ici. Le ciel et l'horizon, les nuages et les arbres y poussent les uns contre les autres des masses noires. On dirait un combat ou une tempête.

Jean-Pierre Pincemin

Jean-Pierre Pincemin est né à Paris en 1944. D'abord ouvrier, il se consacre à la peinture à la fin des années 60. Dès 1971, il apparaît comme l'un des membres les plus résolus du mouvement Supports-Surfaces, pour s'en écarter progressivement par la suite. Il vit et travaille à Authon-la-Plaine et à Sens.

De très nombreuses expositions personnelles scandant sa carrière : à Paris, à la Galerie de France en 1975, 1982 et 1987, et à la galerie Montigny en 1989, ainsi qu'à New-York chez Denise Cadé, il a participé à la plupart des manifestations du groupe Supports-Surfaces entre 1971 et 1974 et, cette année, à la rétrospective qu'a le Musée d'art moderne de Saint-Etienne a consacré à ce mouvement.

La semaine prochaine : Vincent Corpet

## CINÉMA Acteurs de synthèse

Les jeux vidéo imitent les films, et vice versa

HUDSON HAWK de Michael Lehmann

Nintendo est une marque de jeux vidéo, dont les personnages viennent des bandes dessinées - *Picco*, *Tortues Ninja* - s'appellent Mario Bros, font du kung fu, du foot ou du tennis, et bien entendu voyagent dans l'espace... Quels que soient ces personnages, les jeux consistent en poursuites, chutes, bonds, explosions, le tout en images de synthèse, accompagnées d'une petite musique non moins synthétique et effroyablement répétitive. Il n'est pas inutile de le savoir avant de se risquer à aller voir *Hudson Hawk* (le faucon de l'Hudson), de Michael Lehmann.

En fait, plutôt que d'un film, il s'agit d'un jeu vidéo filmé. La marque Nintendo, probablement sponsor, est nommée à plusieurs reprises, à propos de n'importe quoi, et par exemple Dany Aniello se moque de Bruce Willis parce qu'il ne sait pas ce que c'est. Il est vrai que Bruce Willis, le faucon de l'Hudson, cambrioleur génial, vient de passer dix ans en prison.

Quand l'histoire commence - après un générique où l'on voit Léonard de Vinci inventer un avion, un canon et une machine à fabriquer de

For, - Bruce Willis sort donc de prison. Son gardien lui propose immédiatement un casse à la salle des ventes. La suite est une succession de courses-poursuites, chutes, bonds et explosions, avec pour seul fil conducteur, la recherche du système inventé par Léonard de Vinci pour fabriquer l'or.

Il n'y a ni bons ni méchants, et d'ailleurs les personnages, plus caricaturaux que burlesques, changent de camp à chaque séquence. Les séquences se carambolent sur un rythme affolé, mais l'histoire se traîne, entre *Indiana Jones* et comédie musicale, avec quelques décors capricieusement et défilamment peints sur toile, ça fait partie du jeu, et on peut trouver ça amusant, pourquoi pas.

Les comédiens font ce qu'ils peuvent, Dany Aniello semble vraiment s'amuser, James Coburn (un méchant) aussi, Bruce Willis ressemble de plus en plus à un masque de carnaval modifié Mickey Rourke. Il n'a pas l'air malin, mais quand les humains se mettent à imiter les images de synthèse, on ne peut pas leur demander en plus d'être expressifs.

COLETTE GODARD

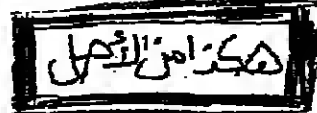
SELECTION OFFICIELLE CANNES 1991

MERCREDI CHICAGO 1991 il est blanc, il est juif, il est flic...

# HOMICIDE

JOE MANTEGNA DANS UN FILM DE DAVID MAMET





## SPECTACLES

SAMEDI 24 - DIMANCHE 25 AOUT

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

## SAMEDI

Aspects du cinéma français : années 60 : Compartment tueur (1968), de Costa-Gavras, 15 h ; le Samouraï (1970), de Jean-Pierre Melville, 17 h ; Rock end Movie : Rude Guy (1980), v.o. s.t.f., de Jack Hazzan, David Mingos, 19 h ; Easy Rider (1969), v.o. s.t.f., de Dennis Hopper, 21 h.

## DIMANCHE

Aspects du cinéma français : années 60 : Gato l'île d'amour (1968), de Walerian Borowczyk, 15 h ; Ramona sur l'Adriatique (1969), d'Alexandre Astruc, 17 h ; Rock end Movie : Woodstock (1970), v.o. s.t.f., de Michael Wadleigh, 19 h.

## PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

## SAMEDI

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Reporters (1981), de Raymond Depardon, 16 h ; Alexandre pourquoi ? (1978), v.o. s.t.f., de Youssef Chahine, 20 h.

## DIMANCHE

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : La Partie de piquet (1980), v.o. s.t.f., de Michael Cimino, 16 h.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Gallerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

## SAMEDI

Paris la nuit : Text de nuit : Vanessa Paradis chante Joe le taxi (1987), de Polygram, Extérieur nuit (1978), de Jacques Rivière, 14 h 30 ; Réves : l'annonce des Portes de la nuit (1946), de Marcel Carné, Impasse des Deux-anges (1948), de Maurice Tourneur, 18 h 30 ; Errances : Le ciel n'est pas dans la pot de plumier (1988), de Manuella Gourary, Clé de ferme (1979), de Costa-Gavras, 16 h 30 ; Rohmer et Compagnie : Rosette sort le soir (1983), de Rosette, Les Nuits de la pleine lune (1984), d'Éric Rohmer, 20 h 30.

## DIMANCHE

Paris la nuit : Dérivées : Spot Eram (1988), La Pire Noël est une ordure (1983), de Jean-Marie Poiré, 14 h 30 ; Réves : la Nuit miraculeuse (1988), d'Antoine Mouchkine, 15 h 30 ; Nuit et Jour : la Bande des quatre (1986), de Jacques Rivière, 18 h 30 ; Nuit du mélo : Zazou dans le métro (1987), d'Antoine de Maximy, le Minutaire (1988), de Raphaël Caussimont, Rouge Gorge (1984), de Pierre Zucca, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ;

L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.) : Lucarne, 8 (45-44-87-87) ;

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

AUCIE (A. v.o.) : Reflet Médias Logos, 15 (45-54-46-85) ; UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ;

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais) : Les Trois Balcons, 15 (45-63-16-16) ;

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.) : Lucarne, 8 (45-44-87-87) ;

L'APPRENTISSE FINALE (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ;

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 8 (43-37-57-47) ;

LA BANDE A PICUDO (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ;

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Cinoches, 8 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français) : Utopia, 5 (43-26-84-85) ; BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucarne, 8 (45-44-87-87) ;

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Cinoches, 8 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-53) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ;

CHEROCHE (Fr.) : Épée de Bois, 8 (43-37-57-47) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-53) ;

CHIENNE DE VIE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-52-37) ;

LA CHAÎNEUSE ET LE MILLIARDAIRE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucarne, 8 (45-44-87-87) ;

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucarne, 8 (45-44-87-87) ;

42-27 : Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ;

LE CRI DU PAPILLON (Brit.-Fr.-tchèque, v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 6 (42-22-97-23) ; Les Trois Balcons, 15 (45-61-10-80) ;

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-60) ;

QANCI THRU THE PARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Utopia, 5 (43-26-84-85) ;

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Fr., v.f.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-60) ; Sept Parapentes, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ;

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;

Les Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; UGC Beaubourg, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Mollat, 17 (46-00-00-18) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

UGC Opéra, 8 (45-74-93-60) ;

Luxembourg, 6 (45-33-87-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ;

LUXEMBOURG COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-53) ;

LES LIASONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 8 (45-33-10-82) ;

LA LISTE NOIRE (A. v.o.) : Cinoches, 8 (45-33-10-82) ;

LISTEN UP THE LIVES DE DUINCY JONES (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-19-08) ;

LUNE FROIDE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-84-85) ;

MADAME GOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parapente, 8 (43-26-84-85) ;

MAMAN, J'AI RATE L'AVION (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ;

LA MANIÈRE FORTE (A. v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ;

MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ;

MISERY (J. A. v.o.) : Cinoches, 8 (45-33-10-82) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

NAVY SEALS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

THELMA ET LOUISE (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol.) : Reflet Médias Logos, 15 (45-54-46-85) ;

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol.) : Reflet Médias Logos, 15 (45-54-46-85) ;

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ;

LES FEUILLES (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

LES TOUTES NINJA II (A. v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Ail.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;

UN DIEU REBELLE (Fr.-Ail.-Sov.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucarne, 8 (45-44-87-87) ;

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

LA VIE DES MORTS (Fr., v.o.) : Reflet Médias Logos, 15 (45-54-46-85) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

CRY-BABY (A. v.o.) : La Bastille, 11 (43-07-48-80) ;

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol.) : Reflet Médias Logos, 15 (45-54-46-85) ;

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol.) : Reflet Médias Logos, 15 (45-54-46-85) ;

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ;

LES FEUILLES (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

LES TOUTES NINJA II (A. v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Ail.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;

UN DIEU REBELLE (Fr.-Ail.-Sov.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucarne, 8 (45-44-87-87) ;

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

LA VIE DES MORTS (Fr., v.o.) : Reflet Médias Logos, 15 (45-54-46-85) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

WARLOCK (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ;

LETTERS D'AMOUR EN SOMAILE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-19-08) ;

LUST IN THE DUST (A. v.o.) : La Bastille, 11 (43-07-48-80) ;

MACBETH (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ;

MARY POPPINS (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ;

LE MÉPRIS (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

MÉTAL HURLANT (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

MOON 44 (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

LE MYSTÈRE VON BULOW (A. v.o.) : Cinoches, 8 (45-33-10-82) ;

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-19-08) ;

LA NUIT DU CHASSEUR (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ;

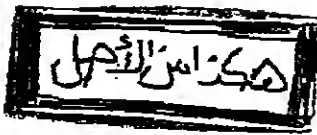
DES MERVEILLES (A. v.o.) : Club Gaumont (Publics Matignon), 8 (43-59-31-97) ;

PINK FLOYD THE WALL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-





# ECONOMIE

Le Monde • Dimanche 25 - Lundi 26 août 1991 13

## BILLET

### Immigration politique

Les soubresauts qui, à travers le monde, secouent certains pays ne sont pas sans effet sur les flux d'immigration vers la France. Selon les statistiques publiées vendredi 23 août par le ministère du travail, le nombre de ressortissants étrangers ayant obtenu une autorisation permanente de travail en 1990 a été de 22 393 en 1990, soit 8 800 personnes supplémentaires en un an. Augmentation qui, souligne le ministère, « concerne pour près des deux tiers des étrangers originaires des pays en crise politique ».

L'an passé, 1 976 Polonais ont obtenu une telle autorisation, soit plus du double qu'en 1989. Quant aux Libanais, ils ont été 3 570 à gagner la France alors qu'ils n'étaient que 1 559 l'année précédente, et les nouveaux travailleurs venant d'Asie et d'Océanie (2 371) ont presque doublé. Conséquence : les pays d'immigration traditionnelle — Maghreb, Espagne, Portugal, Turquie, Yougoslavie — ne fournissent plus que 12,9 % du flux de salariés en provenance des nations n'appartenant pas à la CEE. Ce phénomène amène à s'interroger sur la « pression migratoire » qui pourrait résulter de la crise profonde que traversent les économies des anciennes démocraties populaires mais également de l'Union soviétique.

Toutefois, cette hausse des autorisations permanentes repose également, quoique dans une moindre mesure, sur l'arrivée de ressortissants de la Communauté, ils étaient 7 747 en 1990 (+ 22 %) contre à peine plus de 5 000 en 1989.

Sans doute faut-il y voir les signes d'une mobilité accrue liée à l'avènement d'un véritable espace économique européen.

Globalement, 50 000 étrangers ont obtenu une autorisation permanente de travail (dont 20 000 originaires de la CEE) entre 1988 et 1991 alors que la population active employée en France s'est accrue de quelque 400 000 personnes au cours de la même période.

En revanche, les deux tiers de l'immigration familiale (34 949 personnes en 1990) continuent de provenir des pays d'immigration traditionnelle mais celle-ci n'a pas la même signification par rapport au marché du travail puisque plus de la moitié des individus concernés sont des enfants mineurs.

Dernier signe d'évolution : l'immigration saisonnière continue de reculer et représente moins de 60 000 personnes. Une exception toutefois : en 1988, 28 Polonais participaient aux vendanges ou aux récoltes de fruits et légumes ; deux ans plus tard, ils étaient 2 353...

JEAN-MICHEL NORMAND

## EN BREF

□ Stabilisation du nombre des accidents du travail en 1990. — Le nombre d'accidents du travail en France s'est élevé à 1 533 094 en 1990, parmi lesquels un millier ont été mortels, selon des chiffres provisoires établis par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Celle-ci fait état d'une stabilisation par rapport à l'année précédente. En 1989, 1 537 350 accidents du travail, dont 1 173 mortels, avaient été recensés.

□ Altus négocie la cession d'une filiale de Concept. — Altus Finance, qui a voté il y a un mois d'un an au secours de la société de services informatiques Concept, négocie actuellement la rétrocession d'une de ses anciennes filiales, la SCBF (Systèmes Concept pour la Banque et la Finance), qui travaille dans les logiciels de gestion des opérations bancaires et le traitement (moyens de paiement, back up, etc.) des données de gestion.

□ 2000 emplois menacés chez Jaguar. — Jaguar, filiale britannique de Ford Motor depuis 1989, va réduire de 2 000 personnes ses effectifs (10 500 employés) dans les mois à venir, selon des sources proches de la compagnie. Ce programme doit être discuté avec les syndicats. Les départs volontaires seront encouragés, des licenciements seront néanmoins inévitables, selon la société. Jaguar a supprimé 1 800 emplois dans son usine de Coventry au début de cette année et annoncé une perte avant impôts de plus de 600 millions de francs en 1990.

## La privatisation des petits commerces hongrois est freinée par les incertitudes sur le droit de propriété

Le programme de privatisation des 10 000 petits commerces continus activement en Hongrie. Entre le 1<sup>er</sup> avril et le 15 juillet, 556 boutiques appartenant à des chaînes d'Etat ont été mises aux enchères. 316 seulement ont trouvé preneur. En fait, les acquéreurs potentiels restent encore hésitants face à un droit de propriété mal défini.

GYOR

de notre envoyé spécial

Etrange cohabitation. Le berceau de la nouvelle « culture d'entreprise » de la ville de Győr, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Budapest, est coïncé entre la rue Pablo-Neruda et le club socialiste. Le bâtiment municipal dans lequel est organisée la vente aux enchères des magasins d'Etat, dans cette agglomération de 130 000 habitants, conserve toujours les signes extérieurs de « l'ancien régime ». Même si personne n'y fait plus attention, le panneau d'orientation dans le hall d'entrée continue d'indiquer le chemin du bureau du parti (pièce 28) et du local syndical (pièce 27). Quant aux murs de la salle du rez-de-chaussée qui sert pour les ventes aux enchères, ils sont encore ornés de « certificats d'adhésion socialiste » décernés aux entreprises de la région.

Mais l'heure n'est pas aux considérations historiques. Debout dans la loge du concierge, un homme cravaté s'anime sans relâche au téléphone. Il essaie, une dernière fois, de convaincre sa banque de lui accorder un prêt. Sans cette

caution bancaire, impossible de participer à la vente qui va commencer. Peine perdue. Il revient bredouille et les jeux sont désormais faits. Il se resse qu'un autre candidat à la reprise d'une des boutiques de la chaîne d'alimentation d'Etat, Duo Lajker. Lui dispose de toutes les garanties nécessaires et a déjà déposé, comme le veut la loi, 5 % du prix de vente fixé par l'Agence pour la propriété de l'Etat (AVU). En l'occurrence, le montant de la transaction s'élève à 500 000 forints (environ 50 000 francs). L'affaire est réglée en moins de cinq minutes. Et le nouveau propriétaire recevra les clés dans les quinze jours. Le magasin vient d'être privatisé, aussi rapidement qu'il a été nationalisé.

Ce matin-là, la vente a été remportée par György Vaszari, enseignant de trente ans à l'Ecole supérieure technique de Győr. Attaché-casé à la maison, il quitte, radieux, le bâtiment municipal en compagnie de son nouveau partenaire d'affaires, Gabor Filipp, un autre professeur, de dix ans son aîné. Leur projet : monter la première boutique de produits biologiques, baptisée « Bio-Reklam », dans cette ville qui dispose du seul McDonald's en dehors de Budapest.

C'est leur deuxième tentative. Le mois dernier, ils ont déjà participé à une vente aux enchères pour la reprise d'un local occupé par une vieille blanchisserie. Mais le rapport de forces était inégal. Une jolie nature américaine a proposé trois fois le prix de départ. Cette fois-ci, en revanche, ils tiennent le bon lot. Leur nouveau magasin, une ancienne boutique de 41 m<sup>2</sup>, fermée depuis deux mois, est idéalement située :

en plein centre-ville, à deux pas d'un des principaux marchés, avec, en plus, une vue imprenable sur le dôme de la cathédrale.

### Entrepreneurs à mi-temps

Mais, vue de l'extérieur, la perspective est moins réjouissante. L'eau et l'électricité sont installés, mais la boutique n'a pas de chauffage, de gaz ou de téléphone. De toute façon, ces deux enseignants ne seront que des « entrepreneurs à mi-temps ». Pas question de lâcher la proie pour l'ombre. Tant que le magasin ainsi que l'agence de publicité qu'ils veulent monter ne tourneront pas à plein régime, ils continueront d'enseigner.

Cette prudence se remarque également à l'échelon national. Du 1<sup>er</sup> avril au 15 juillet, cinq cent cinquante-sept ventes aux enchères ont été organisées. Mais seules trois cent seize boutiques ont trouvé acquéreur. L'objectif du gouvernement coopratoire est pourtant de privatiser de cette façon d'ici à 1993 quelque dix mille boutiques de moins de quinze employés qui sont, pour l'instant, intégrées au sein des réseaux des grandes entreprises d'Etat.

Le manque d'enthousiasme initial est facilement compréhensible. La Hongrie n'en est pas à sa première tentative pour créer un « capitalisme populaire ». Le pays compte déjà soixante-dix mille boutiques privées qui ont vu le jour pendant l'ouverture progressive des années 80. Autre facteur : avec des taux d'intérêt avoisinant les 40 %, les entrepreneurs réfléchissent à deux fois avant de se jeter à l'eau. Mais l'obstacle prio-

cipal demeure toujours juridique-politique : les incertitudes entourant le droit de propriété font que seul un tiers des magasins mis aux enchères peut être revendu à part entière. Pour l'écrasante majorité (les deux tiers), l'Etat ne concède qu'un droit de leasing à durée limitée.

Autre restriction : ceux qui reprennent des magasins d'alimentation (largement majoritaires) ou des cantines doivent s'engager à poursuivre la même activité pendant deux ans. Or ce secteur est aujourd'hui soumis à la forte concurrence des grosses chaînes de distribution qui multiplient les ventes directes aux consommateurs. A cela s'ajoute aussi la flambée du prix de l'immobilier. Les municipalités se réservent le droit d'augmenter, à leur guise, les loyers des magasins vendus aux enchères. La société Bio-Reklam, par exemple, verra son loyer mensuel passer de 18 000 forints à 30 000 forints (environ 3 000 francs) le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Coexistence de ces difficultés, l'Agence pour la propriété de l'Etat (AVU) se dit prête à faire des concessions. Cette forme de privatisation est avant tout symbolique. Les dix mille boutiques mises aux enchères représentent à peine 1 % de la valeur des biens d'Etat à vendre. « Nous sommes disposés à baisser les prix de moitié s'il le faut », insiste Erő Racz, de l'AVU. L'important est d'encourager les gens à se mettre à leur compte, quitte à perdre quelques centaines de millions au passage. Créer un climat de confiance et d'initiative est, de toute façon, nettement plus rentable à long terme.

YVES-MICHEL RIOLS

## Deuxième scandale financier à Varsovie

### Le négociateur de la dette polonaise a démissionné

M. Janusz Sawicki, le sous-secrétaire d'Etat polonais au ministère des finances, qui avait négocié avec succès au printemps dernier une réduction de moitié de la dette publique de son pays, a démissionné de ses fonctions, le vendredi 23 août.

Cette information, donnée par le bureau de presse officiel du gouvernement — qui a parlé d'abord de « révocation » puis a affirmé que M. Sawicki avait démissionné — n'a donné lieu à aucun commentaire mais elle fait suite à l'arrestation, un peu plus tôt, de l'ancien directeur du Fonds du service de la dette extérieure (FOZZ), inculpé, ainsi que son adjoint, de détournement de fonds. Or, M. Sawicki est président du conseil de surveillance du FOZZ depuis sa création en 1989.

A la suite d'informations sur le rachat clandestin par la Pologne d'une partie de sa dette privée (72 milliards de francs), deux enquêtes ont été lancées par les autorités polonaises au mois de mai. Il en ressort que le FOZZ aurait racheté entre 160 et 280 millions de dollars (entre 960 millions et 1,68 milliard de francs) de la dette privée polonoise pour moins d'un tiers de sa valeur nominale. En outre, on trouva 1 500 milliards de zlotys (780 millions de francs) est également apparus dans les comptes du FOZZ.

Ce scandale financier, dans lequel M. Sawicki a toujours nié avoir eu aucune responsabilité (il a limogé les deux responsables du FOZZ en juillet 1990), est le deuxième à apparaître en un mois en Pologne : le 9 août, le président de la Banque centrale avait été limogé après l'implication de deux de ses proches collaborateurs dans une affaire de détournement de fonds publics (le Monde daté 11-12 août).

## Le droit à la santé aux Etats-Unis

### Trente-sept millions d'Américains ne sont pas correctement couverts contre le risque maladie

Quelques trente-sept millions d'Américains (15 % de la population) ne disposent pas d'une couverture minimum en matière d'assurance-maladie. La gravité, aujourd'hui, de ce phénomène pourrait ancient ainsi que l'échéance rapprochée de la campagne présidentielle créent une conjonction propice à des propositions de réforme du système d'assurance-maladie américain.

Rarement l'expression « le travail, c'est la santé » aura trouvé une application aussi rigoureuse que ces dernières années aux Etats-Unis. Le cas de M. Betty Moore, évoqué par le New York Times du 28 avril en témoignage. Victime en 1988 d'un problème cardiaque qui a nécessité la pose d'une prothèse valvulaire, elle a abandonné son emploi six mois plus tard, l'employeur refusant de renouveler le plan d'assurance-ma-

ladie nécessaire au remboursement de ses soins. Au chômage depuis cette époque, elle a finalement contracté l'année dernière une polype d'assurance, moyennant 200 dollars par mois. Celle-ci exclut toutefois la couverture d'éventuels frais liés à son problème valvulaire durant la première année. Aussi une certaine inquiétude persiste : « Si une nouvelle intervention est nécessaire cette année, je ne peux pas affirmer que je trouverai un chirurgien qui acceptera de m'opérer, vu ma situation. De toute façon, je ne serai pas tranquille avant d'avoir soixante-cinq ans, âge où je pourrai bénéficier de Medicare », une loi qui permettrait aux personnes âgées d'être prises en charge.

Les personnes qui connaissent ce genre d'angoisse sont nombreuses, puisque 15 % de la population américaine ne possèdent pas de couverture suffisante contre le risque maladie. Contrairement à l'idée reçue la plupart de ces personnes travaillent. Ils occupent le plus souvent des emplois faiblement rémunérés, ou à temps partiel, dans des petites entreprises où les coûts d'assurance-maladie sont plus lourds à supporter que dans de grandes sociétés. De même, ils sont majoritairement jeunes, plus de la moitié des non-assurés ayant moins de vingt-cinq ans.

### Un corps médical embarrassé

Le processus est simple. Au début de la chaîne se situent les compagnies d'assurance qui ont à faire face, en tant que payeurs, à des frais médicaux de plus en plus importants (phénomène propre à un pays industrialisé où les dépenses de santé augmentent). De ce fait, les tarifs affichés par ces compagnies sont régulièrement majorés. Cette augmentation se répercute, par le biais des entreprises, au niveau des garanties offertes aux employés. Les salariés faiblement rémunérés ou peu prévoyants ont donc accès à un plan d'assurance-maladie minimum.

Conséquence logique de cette situation, toute demande de soins émanant de ces clients insolvables devient problématique. Elle s'adresse notamment à un corps médical pris entre deux exigences : respecter son éthique professionnelle et ne pas ignorer les contraintes financières qui s'oppo-

sent à une prise en charge globale, particulièrement en secteur hospitalier. Pour enrayer ce processus, plusieurs propositions ont été avancées. Deux économistes de la Wharton School, M.M. Pauly et Dazoun, proposent d'obliger tout citoyen américain à contracter un plan d'assurance-maladie minimum d'une manière identique à ce qui se pratique en matière d'assurance automobile.

### Une redistribution des revenus

Ce projet, qui remplacerait le système actuel (dextro-dextro) par un système redistributif, donnerait parallèlement la possibilité financière aux ménages actuellement non assurés d'obtenir cette couverture minimum à l'aide de crédits d'impôts. Ceux-ci seraient attribués en fonction d'une échelle des revenus, un ajustement en fonction de l'état de santé étant également introduit afin de ne pas pénaliser les personnes ayant de lourdes dépenses médicales.

D'autres projets, tels que celui conduit par le sénateur démocrate Edward Kennedy — The Minimum Health Benefit for All Workers Act — misent plutôt sur une obligation faite aux entreprises d'assurer tous leurs employés, les chômeurs et les travailleurs à temps partiel étant pris en charge par un système national de protection sociale.

Que la responsabilité d'une couverture automatique soit placée entre les mains du consommateur, de l'entreprise ou d'une administration publique, les différents projets convergent néanmoins sur un point : assurer une plus grande égalité dans l'accès aux soins pose le problème de la prise en charge financière des personnes actuellement non assurées. Une généralisation de la protection correspondrait à un investissement de 17 milliards de dollars. Elle imposerait du même coup l'introduction, au moins partielle, d'une politique de redistribution des revenus dans le financement du régime d'assurance-maladie.

Reste alors à savoir jusqu'à quel point un mouvement de solidarité sociale peut être introduit dans un système où cette considération n'a jamais été prioritaire...

ETIENNE MINVIELLE

## REPÈRES

### CONJONCTURE

M. Mølleman croit à la reprise dans l'est de l'Allemagne

M. Mølleman, ministre allemand de l'économie, a déclaré, vendredi 23 août, qu'il prévoyait la fin du recul de la production dans la partie est de l'Allemagne et une forte reprise en 1992. La croissance du PIB pourrait, selon lui, y atteindre 10 %, permettant à l'ensemble de l'économie allemande de croître de 2 à 2,5 %. Cette année le recul de la production à l'Est pourrait être d'environ 20 %. La reprise de l'année prochaine, même si elle est aussi forte que le prévoit M. Mølleman, ne permettra pas à l'ex-RDA de retrouver son niveau d'activité de 1989.

### Le patronat

britannique optimiste

La CBI (Confederation of British Industry), l'organisation patronale britannique, estime que la récession « touche le fond » en Grande-Bretagne et que les premiers signes de reprise apparaîtront d'ici la fin de l'année, notamment dans l'industrie chimique et l'agroalimentaire. Cette appréciation tranche avec le pessimisme que l'organisation affiche jusqu'ici. Il est vrai que, pour le CBI, la croissance sera d'abord modérée et ne concernera pas tous les secteurs, ne s'accélérant vraiment qu'à partir de l'année prochaine.

D'ici là, le patronat britannique estime que l'impression de récession demeurera. En 1991, le produit national brut (PNB) devrait reculer de 2,5 %, ce qui est peu pessimiste que les estimations généralement faites, notamment celles de l'OCDE (-1,8 %). L'année prochaine, le croisement serait, selon la CBI, de 1,5 %, tirée par une reprise des exportations et des dépenses de consommation. Le patronat britannique prévoit une hausse des prix un peu supérieure à 5 % en fin d'année et à 4 % à la fin de l'année prochaine. Le chômage devrait continuer à augmenter fortement : il toucherait 2,8 millions de personnes, fin 1992, contre 2,37 millions actuellement.

### Forte augmentation des commandes de biens durables aux Etats-Unis

Les commandes de biens durables reçues par les entreprises américaines ont augmenté de 10,7 % en juillet par rapport à juin. Il faut remonter à décembre 1970 pour trouver pareille progression en un mois. Ces commandes, qui sont un bon indicateur des programmes d'investissement, les commandes civiles surtout, qui ont progressé de 4,3 % le mois dernier, avaient reculé pendant les trois premiers mois de l'année puis avaient recommencé à progresser en avril (+ 3,9 %) et en mai (+ 2,2 %) avant de reculer en juin (- 1 %).

Au total, sur les sept premiers mois de 1991, les commandes de biens durables sont supérieures de 1 % à ce qu'elles avaient été pendant la même période de 1990. La bond de juillet a surpris tout le monde par sa vigueur. Il semble confirmer la réalité de la reprise, que certains analystes — encore rares — voient forte.

### FINANCES

### La Suisse signe la convention contre le blanchiment de l'argent du crime

Le Suisse a signé vendredi 23 août la convention du Conseil de l'Europe (Europe des Vingt-Cinq) sur la lutte contre le blanchiment de l'argent du crime, a indiqué un communiqué du Conseil publié à Strasbourg.

La convention, en date du 8 novembre 1990 et approuvée à ce jour par quatorze Etats membres, vise au renforcement de la coopération internationale contre le blanchiment de l'argent issu des activités criminelles telles que le terrorisme, la fraude, le trafic de drogue. Ouverte aux pays non membres du Conseil de l'Europe, la convention prévoit notamment, parmi des formes d'entraide pour les investigations, la levée du secret bancaire et la transmission automatique d'informations.

La Convention entrera en vigueur dès que trois Etats, dont deux Etats membres, l'auront ratifiée, ce qu'aucun des pays signataires n'a fait à ce jour. — (AFP)



# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 19 AU 23 AOUT

## PARIS

### Un bilan « globalement positif »

INDICE CAC 40  
**+0,72 %**

Le couleuvre, plus précisément la rouge, symbole du communisme, est entrée dans la semaine du 19 août pour dépeindre la réaction d'inquiétude des marchés financiers à l'annonce de la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Jusqu'à présent pour dépeindre une semaine agitée, seules les teintes sombres étaient utilisées. Désormais, aux exemples les plus connus comme le « jeudi noir » d'octobre 1929 ou le « lundi noir » d'octobre 1997, s'ajoute la « lundi rouge », journée au cours de laquelle, à l'unisson des politiciens, les boursiers ont un instant redouté le pire, avant l'arrivée, à la tête de l'Union soviétique, d'une équipe de conservateurs soutenant apparemment par le KGB et l'armée rouge. Mais, le putsch manquant rapidement ses effets, les investisseurs soulagés se reprisent à négocier les excès du début de semaine, ce qui a permis d'effacer finalement sur le terme des cinq séances un bilan positif (+ 0,72 %).

Les boursiers avaient quitté, mercredi 14 août, leurs bureaux impressionnés par le comportement inhabituel du marché, qui, phénomène rare à la mi-août, était porté par un étrange vent de hausse. Lundi matin, de retour d'un long pont de quatre jours, beaucoup n'appréhendaient pas la nouvelle du putsch soviétique qu'en arrivant dans leur société de Bourse, croyant même un instant à une plaisanterie. Mais le comportement des marchés les replongea rapidement dans la réalité. Dans les salles de places asiatiques, les Bourses européennes plongeaient toutes, principalement Francfort et Paris.

L'indice CAC 40 perdait 8,20 % au cours de la séance du 14 août, se rattrapant pour revenir à -7,29 % en fin de journée. Sur le marché à règlement mensuel, la cotation d'une vingtaine de titres fut temporairement suspendue à l'approche du seuil des 10 % de baisse. Des valeurs comme SEB, Saupiquet, MMB, SFIM ou DMC perdaient alors en fin de journée entre 17,5 % et 12 %. A l'inverse, l'action Mines de Salsigne, dernier gisement d'air français, jaillit comme à son habitude son rôle de valeur refuge et s'appréciait de 8,57 %.

Au terme de la journée, en l'absence de nouvelles précises venant de Moscou, les analystes s'interrogeaient sur la signification d'une telle chute des cours et sur son éventuelle durée. Krach ou pas krach ? Certains se replongeaient dans l'histoire des heures sombres du marché depuis 1987. Ils tentaient de faire un parallèle, d'établir des moyennes, tout en ayant en tête les limites d'un tel procédé que Lénine fustigeait en son temps, le qualificatif de « crépuscule statistique ».

#### Une secousse voisine de celle du krach

Les 7,29 % de baisse enregistrés le 19 août s'approchent de celles notées aux moments les plus agités d'octobre 1987 (-9,7 % le 19 octobre, -7,3 % le 26 au -9,2 % le 28). La secousse provoquée par la limogeage de M. Gorbatchev a même été supérieure par son intensité à celle enregistrée lors du mini-krach du 16 octobre 1989 (-6,29 %) et à celles observées l'an dernier aux premiers jours de la crise du Golfe, suite à l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août. L'activité a aussi

été partiellement soutenue, atteignant les 4,2 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel, représentant près du double de la moyenne quotidienne depuis dix ans. Le record de l'année reste les 5,2 milliards de francs, réalisés le 17 janvier, lors du déclenchement de l'offensive alliée contre l'armée irakienne.

Mardi 20 août, comme de nombreuses places boursières, le marché français se rassaisait, les intervenants jugeant leurs réactions de la veille « trop viscérales ». La reprise était alors purement technique (+2,25 %). La séance du lendemain fut plus mouvementée, évaluant au rythme de la fuite des conjurés, enrochée en début d'après-midi. L'échec du putsch fut alors salué par un bond de l'indice CAC 40 (+3,8 %). Cette tendance se poursuivait les deux jours suivants, mais de manière plus étonnée. La progression fut de 1,46 % jeudi 22, dernier jour du trimestre boursier d'août, qui s'achevait sur une liquidation positive (2,84 %). Vendredi, l'indice CAC 40 s'appréciait de 0,79 %.

Au terme de cette semaine mouvementée, l'optimisme a progressivement repris le dessus, mais que, paradoxalement, les signes de reprise sensible de l'économie en France ne sont guère flagrants. Certes, dans l'euphorie ambiante qui a accompagné l'échec du coup d'Etat, envahissent une réaction pratiquement positive des marchés, analogue à celle qui a suivi l'effondrement du mur de Berlin en novembre 1989. D'autres voient le mouvement de relance un peu plus lointain. Ainsi M. Jérôme Labin, analyste financier à la société de Bourse Finarion, table sur une reprise bour-

sière durant l'automne. Sous le titre « Après la chute », publié dans une note sortie le 20 août, M. Labin affirme que « les événements à l'Est vont provoquer très rapidement un retournement effectif de la psychologie des agents économiques et donner le coup d'envoi à la déclatation de l'économie allemande (...) Ce retournement permettra à terme (deux à trois mois) la détente des taux d'intérêt, mais passera d'ici là sur les marchés européens (...) La plus basse du marché de Paris se situera dans la zone des 435 sur le CAC 240, 1 650 sur le CAC 40, niveau quasiment atteint le 19 août : la baisse des taux commença en France vers la mi-octobre et la reprise boursière vers la mi-novembre 1991 ».

Dans l'agitation de la semaine, une seule valeur s'est vraiment distinguée : la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques). En cinq séances, elle s'est appréciée de 40 % sous l'impulsion d'achats de GLP. Cette entreprise spécialisée dans le négoce du vin a franchi la barre des 10 %, devenant ainsi le troisième actionnaire du groupe. Il s'agit d'un simple placement spéculatif. Toutefois, ce mouvement n'a guère retenu l'attention des intervenants, plus concentrés sur le déroulement de ces journées historiques qui ont ébranlé, peut-être définitivement, le système communiste en URSS.

« Lorsque je suis arrivé en Bourse en octobre 1987, un gestionnaire plus âgé m'a dit : « Regarde bien, cela n'arrive qu'une fois tous les cinquante ans. Depuis, j'en ai vu quatre crises, dont deux cette année », racontait, au soir du 19 août, un jeune trader à bout de nerfs.

DOMINIQUE GALLOIS

Devenue la place la plus active d'Amérique du Sud

### La Bourse de Buenos-Aires a progressé de 116 % depuis le 1<sup>er</sup> août

Alors que tous les marchés financiers ont été secoués par les événements d'URSS, la Bourse de Buenos-Aires, de Argentine, est restée totalement indifférente à l'événement. Au contraire, elle s'affirme depuis plusieurs jours comme la place la plus active d'Amérique du Sud, établissant vendredi 23 août un nouveau record « historique » du volume de transactions. Les échanges ont dépassé les 114 millions de dollars. Les principales valeurs ont affiché de légères hausses, mais la séance a clôturé en baisse de 4,5 %, a clôturé l'agence de presse Diarios Y Nati-

cias. La Bourse avait progressé jeudi 22 août de 11,8 %, portant la hausse depuis le 1<sup>er</sup> août à 116 %. Les spécialistes estiment que certains spéculateurs ont pris leurs bénéfices mais que le marché devrait « repartir à la hausse » dès lundi 26 août.

Considérée comme une petite place financière « à risques », la Bourse argentine parvenait tout juste à un volume de transactions de l'ordre de 5 à 6 millions de dollars aux premiers jours du mois d'août. Par comparaison, aux 114 millions de dollars de transactions de vendredi à Buenos-Aires, la Bourse de Sao-Paulo, la plus

importante du Brésil, avait négocié jeudi 22 août 65,9 millions de dollars et celle de Santiago du Chili 11 millions.

Toutefois, même si la situation économique de l'Argentine s'améliore depuis quelques mois, la plupart des spécialistes craignent maintenant une baisse - peut-être brutale - des cours. « C'est un marché très spéculatif et cela peut se terminer en jeudi noir », indiquait vendredi le représentant d'une grande banque étrangère de la capitale. (AFP)

### Quadral garantit l'augmentation de capital de la CSEE

Quadral, la société d'investissement devenue le premier actionnaire de la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques) en mai dernier, a confirmé vendredi 23 août sa participation à l'augmentation de capital de cette entreprise qu'elle garantira en totalité.

Ce renforcement des fonds propres de 140 millions de francs destiné à renouer les pertes avait été décidé au début du mois d'août par Quadral et par son président, M. Yassid Sabeg, devenu également président de la CSEE. Toutefois, la société d'investissement avait maintenu le flou sur ses intentions.

A l'approche de l'achèvement de cette augmentation de capital mardi 27 août, M. Sabeg a donc fait connaître sa position « dans cet investissement industriel qu'il juge irréversible ». Mécaniquement la part actuelle de Quadral, qui est de 23 %, devrait progresser et représenter près de 30 % à l'issue de l'opération. Toutefois, en cas d'échec de la souscription auprès du public et de autres actionnaires, l'initiateur de l'opération sera amené à acquiescer les titres restants. Quadral pourrait, dans ces conditions, franchir le seuil de 33 %, ce qui l'obligerait à lancer une OPA.

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentages du 23 août 1991  
Nombre de contrats : 71 372

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier.....	105,72	105,84	105,78	105,70
+ haut.....	105,82	105,94	105,84	105,70
+ bas.....	105,52	105,64	105,70	105,70
Dernier.....	105,68	105,76	105,70	105,70
Compensation.....	105,68	105,78	105,74	105,64

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)				
Cours du vendredi au jeudi				
	16-8-91	19-8-91	20-8-91	21-8-91
RM.....	-	4 333 576	3 390 086	3 336 464
Comptant R. et obl. Actions.....	-	4 090 451	4 095 960	4 420 417
Total.....	-	8 507 179	7 603 719	7 860 839

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)				
	19-8-91	20-8-91	21-8-91	22-8-91
Françaises.....	109	111,6	115,3	117
Etrangères.....	115,7	116,7	118,2	117,7

INDICES CAC (du lundi au vendredi)				
	19-8-91	20-8-91	21-8-91	22-8-91
Général.....	455	452,5	459,2	473,1
(base 1 000, 31 décembre 1987)				
CAC 40.....	1 687,54	1 725,57	1 792,87	1 819,13

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Alcatel Alsth. ....	185 677
BNP (Gén.).....	102 316 443
BSN.....	296 684
Suez Comp.....	208 288
ELF-Aquitaine.....	182 952
LYMOR.....	139 338
Peugeot SA.....	972 723
Saint-Gobain.....	972 783
Comp. Dunlop.....	764 157
Parifinac SA.....	934 630
Euro SA-PLC.....	819 838
Air liquide.....	531 124
Carrefour.....	173 705
L'Oréal.....	580 513
Latéco. Coppée.....	968 959
Comp. Dumas.....	650 418
Havas.....	629 702
SF Gén. «A».....	562 108
Schneider.....	344 083
Unipar.....	455 731

(\*) De vendredi 9 août 1991 au mercredi 14 août 1991 inclus.

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Réact.	Valeurs	Réact.
CSEE	+21,2	Assicur. ....	-9,3
SFEF	+11	Comp. gén. ....	-6,6
Comp. ....	+6,6	SAT.....	-4,2
Alcatel.....	+6,5	Banque SA.....	-4,2
Radiofrance.....	+6,4	BNP G.....	-3,9
De Dietrich.....	+6,3	Nordex C.....	-3,6
Gai. Lafayette.....	+5,3	Nordex C.....	-3,6
Schneider.....	+5,1	Silvaco.....	-3,5
Fromag. Ind.....	+4,5	Nat. Bank SA.....	-3,5
Fives Lille.....	+4,3	Orléans Pélag. SA.....	-3,4
CEGID.....	+4,2	Sign.....	-3,4
Hachette.....	+4,1	ALSP.....	-3,3
Libson C.....	+4,0	Bull Equip.....	-3,3
Changres.....	+3,7	Orléans Pélag. SA.....	-3,3

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 14-8-91	Cours 23-8-91
Or 999,99 fin pur	89 000	87 100
Or 999,99 fin pur	89 000	87 100
Prix d'achat (20 kg)	384	381
Prix de vente (20 kg)	370	368
Prix d'achat (20 kg)	384	381
Prix de vente (20 kg)	370	368
Prix d'achat (20 kg)	384	381
Prix de vente (20 kg)	370	368
Prix d'achat (20 kg)	384	381
Prix de vente (20 kg)	370	368

## NEW-YORK

### Record et reprise

Après avoir réagi tout en gardant son sang-froid lundi à l'annonce du retournement du président Mikhaïl Gorbatchev, Wall Street s'est envolée vers de nouveaux records. La place new-yorkaise était alors dopée par l'échec du putsch des forces conservatrices au Kremlin et par des statistiques économiques tendant à indiquer une consolidation de la reprise aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé la semaine au niveau record de 3 040,25, en hausse de 72,23 points (+2,43 %) par rapport à la clôture de vendredi dernier. Le précédent record avait été établi le 3 juin dernier (3 033,33).

La semaine avait mal débuté, inquiétant des milieux financiers à l'annonce de la destitution du président Gorbatchev entraînant une chute de 102 points du Dow Jones avant que le New York Stock Exchange ne suspende les opérations informatisées. L'indicateur de tendance clôtureait avec une perte de 70 points (-2,36 %), la plus forte depuis le 10 mars. En revanche, le dollar et les titres des fournisseurs du Pentagone se sont envolés, ces derniers bénéficiant du sentiment que le coup d'Etat en URSS pourrait remettre en cause la réduction des dépenses militaires des Etats-Unis.

Le soulagement des investisseurs à l'annonce de l'échec des putschistes et du retour de M. Gorbatchev à Moscou s'est traduit mercredi par une avalanche d'ordres d'achat autour du Big Board, faisant progresser l'indice de 88 points, (+3,02 %), sa plus forte hausse depuis le 17 janvier dernier. L'annonce inattendue d'une augmentation de 10,7 % des commandes de biens durables en juillet, le gain le plus important depuis près de vingt ans, a permis vendredi à l'indice Dow Jones de s'apprécier de 1,10 % et d'atteindre un nouveau sommet. Cette bonne performance tend à indiquer, selon les analystes, que, loin de retomber dans la récession, l'économie américaine poursuit d'un bon pied son mouvement de reprise.

Indice Dow Jones du 23 août : 3 040,25 (c. 2 968,02)

	Cours 16 août	Cours 23 août
Alcoa.....	67 1/2	69 1/2
ATT.....	39 1/8	39 1/8
Boeing.....	46 1/4	48 5/8
Chase Man. Bank.....	21	20 5/8
De Post de Newcom.....	47 1/2	48 3/4
Eastman Kodak.....	44	44
Exxon.....	57 1/2	59
Ford.....	30 7/8	32
General Electric.....	72	74 3/4
General Motors.....	37 1/2	37 7/8
IBM.....	35 3/4	37 7/8
ITT.....	58 5/8	60 3/8
Mobile Oil.....	66 1/8	66 5/8
Pfizer.....	67 1/2	70 5/8
Schlumberger.....	61 7/8	63
Tesaco.....	138 1/8	138 1/2
UAI Corp. (ex-Allegis).....	21 3/8	21 7/8
United Carbide.....	45 7/8	45 7/8
Westinghouse.....	22 1/2	24 1/4
Xerox Corp.....	55	59 1/4

## TOKYO

### Turbulences

La Bourse de Tokyo a enregistré une forte baisse durant la semaine à la suite du coup d'Etat avorté en URSS. L'indice Nikkei a perdu 3,3 %, vendredi, après avoir déjà chuté de 2,6 % la semaine précédente. Lundi a été marqué par une très forte baisse (-6,95 %), des larmes à midi de la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Historiquement, cette chute est la plus importante de l'indice Nikkei, qui n'était pas descendu en dessous de la barre des 21 000 yens depuis le 4 décembre dernier. « Il n'y avait pas d'acheteur dans l'après-midi », affirmait un opérateur. Le nombre de valeurs à la baisse (1 015) a pulvérisé celui des rares valeurs qui se sont maintenues à la hausse (21).

Des mardi, le Nikkei repartait toutefois à la hausse, atteignant 22 065,34 (c. 22 814,37). Tapix 1 723,24 (c. 1 755,94).

	Cours 16 août	Cours 23 août
Alcatel.....	1 050	1 050
Bridgepointe.....	1 020	947
Canon.....	1 450	1 450
Fuji Bank.....	2 580	2 580
Honda Motors.....	1 420	1 400
Matsushita Electric.....	1 600	1 560
Mitsubishi Heavy.....	600	688
Sony Corp.....	5 750	5 620
Toyota Motors.....	1 540	1 540

## LONDRES

### Retour aux sommets

Après une chute de plus de 3 % lundi, moins forte que sur les autres places boursières, en réaction à la tentative de coup d'Etat soviétique, la Bourse de Londres a repris sa progression, soulagée par le retour de M. Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir. Des statistiques optimistes sur la reprise économique en Grande-Bretagne, telles que la hausse des ventes de détail (+0,3 %) et des prêts bancaires en juillet ont rassuré également les investisseurs, poussant par deux fois le Stock Exchange à battre ses précédents records. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a atteint vendredi un nouveau sommet historique et a progressé sur les cinq séances de 0,75 %.

	Cours 16 août	Cours 23 août
Bovaver.....	6,65	6,65
BP.....	3,32	3,45
Charter.....	5,10	5,05
Courville.....	4,64	4,75
De Bots.....	17	17
Glaxo.....	13,43	13,60
Glaxo.....	16	16,25
ICI.....	13,25	13,33
Routex.....	8,83	8,83
Shell.....	5,26	5,35
Unilever.....	7,57	7,62
Vickers.....	2,05	2,02

## FRANCFORT

### Sous le choc

Le marché de Francfort a été celui qui a le plus vivement réagi lundi à la destitution du président Mikhaïl Gorbatchev avec une chute de 9,4 %. La vivacité de cette réaction est due à sa proximité des pays de l'Est, à la présence de l'armée russe sur son territoire, et à ce que l'Allemagne est le pays le plus fortement engagé économiquement en Union soviétique.

Au milieu de la semaine, l'annonce de la fuite de Moscou des putschistes s'est traduite par un véritable feu d'artifice, les hausses permettant de réduire de moitié les pertes enregistrées deux jours auparavant. Mais, vendredi, le marché enregistrerait une légère baisse (-0,22 %), tant et si bien qu'il figure parmi les places n'ayant pas effacé les effets du « lundi rouge », à la différence de Londres ou Paris.

Indices du 23 août : DAX 1 627,24 (c. 1 653,33) ; Commerzbank 1 905 (c. 1 932,90)

	Cours 16 août	Cours 23 août
ABG.....	198	198
BASF.....	244,20	239,50
Bayer.....	278,10	275,60
Commerzbank.....	261,50	251,50
Deutschebank.....	662	649,50
Frankfurt.....	243,90	240,30
Karstadt.....	428	424,20
Mannesmann.....	379	372,60
Siemens.....	664,50	653
Volkswagen.....	371	365,20



## CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

#### Faut-il craindre une poussée des taux ?

Les événements soviétiques de ces derniers jours provoqueront-ils une montée générale du niveau de l'incertitude ? Nombreux sont ceux qui le craignent, évoquant l'ampleur de l'aide financière que l'Occident pourrait maintenant accorder à l'ensemble des pays de l'Est, et en particulier à l'URSS. D'autres demeurent plus enfoncés, prévoyant que la concertation internationale jouera, et que, l'essentiel de cette aide étant canalisé par des organisations spécialisées de développement, on saura éviter une trop brusque poussée des taux.

De fait, de tous les pays de l'Europe de l'Est, il n'y en a plus que deux à être en mesure de poursuivre de façon autonome une politique d'emprunts sur le marché international. La Hongrie et la Tchécoslovaquie figurent certes déjà parmi les principaux bénéficiaires de l'appui financier des États-Unis. La Communauté économique européenne a tout un programme d'emprunts dans le cadre duquel elle se substitue à des États à qui elle prête les fonds. Mais ces deux pays tiennent également à se présenter eux-mêmes sur le marché et à affirmer leur indépendance. Ils ont, pour cela, chacun des débiteurs attirés. Le plus connu est la Banque nationale de Hongrie, qui vient de se procurer des ressources en yens et en dollars et qui s'apprête à faire une nouvelle apparition sur le marché de l'Est.

Voilà deux ans, cet organisme d'Etat avait levé pour 75 millions d'écus en proposant de rembourser ses obligations d'une durée de sept ans au taux nominal de 10 %. Sa prochaine transaction pourrait être nettement plus importante, atteignant 200 à 250 millions. Mais il lui faudra sur un intérêt beaucoup plus élevé pour attirer les investisseurs. On estime généralement que les titres seront assortis d'un coupon proche de 12 %. La nouvelle opération hongroise sera placée sous la direction de l'Europe bancaire londonienne du groupe du Crédit suisse, CSFB. Les conditions précises devraient être arrêtées ces prochains jours.

En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, son emprunteur officiel

sur les marchés étrangers est Obchodni Banka, qui, à deux reprises, en 1990, a lancé des obligations internationales libellées en deutschemarks. Les spécialistes sont nombreux à prévoir une prochaine opération en écus qui s'ajouterait à d'autres affaires en marks ou d'autres devises. Officiellement, rien n'a encore été confirmé à Prague, mais, dans les milieux eurobancaires, on travaille beaucoup à de tels projets.

Il n'est en revanche plus question depuis longtemps de la Bulgarie, qui, par le truchement de sa Banque du commerce extérieur, avait pourtant réussi en 1989 à placer des titres en marks. Seul un autre Etat européen contigu à l'URSS a libre accès à l'euromarché, mais il appartient à une tout autre catégorie. Il s'agit de la Finlande, pays qui jouit d'un très grand crédit auprès des investisseurs. On vient d'avoir, ces derniers jours, une nouvelle occasion de s'en convaincre.

#### La Finlande : un crédit très apprécié

Le Trésor public d'Helsinki a lancé jeudi matin 22 août une euro-emission de 200 millions de deutschemarks. L'opération a duré sept ans, les obligations finlandaises procureront à leurs détenteurs un intérêt annuel de 8,50 %. La Dresdner Bank, qui s'occupe de cette opération, en avait fixé le prix de manière à situer son rendement à 7 points de base (ou centièmes de point de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat allemands. Cette marge s'est rétrécie par la suite pour atteindre 4 points. Les titres sont assimilables à ceux d'un autre emprunt lancé au tout début de l'été dont le montant passera bientôt à 500 millions de marks.

Ce nouvel emprunt finlandais est particulièrement intéressant car il est révélateur de la politique d'endettement d'un pays qui a décidé de lier la valeur extérieure de sa monnaie à celle de l'écu. Au début de cette année, la Finlande avait affirmé ce lien en drainant directement des fonds en écus. A présent, elle tend à se procurer des

ressources dans les principales devises qui entrent dans la composition du panier de l'écu, soit en émettant des obligations de durée assez longue, soit en sollicitant directement le marché du franc français, qui, comme la livre sterling, est sous-représenté dans sa dette étrangère.

Dans les grandes enrohanques habilitées à diriger des emprunts en euros, on espère qu'une telle opération se concrétisera bientôt. Les émetteurs étrangers se font en effet très rares dans ce compartiment du marché. Le profil auquel beaucoup songent est celui d'une émission de 2 à 3 milliards de francs d'obligations de durée assez longue, sept à dix ans, qui rapporteraient à leurs acquéreurs au moins une quarantaine de points de base de plus que les titres du Trésor français.

Pour ce qui est des emprunteurs nationaux, l'électricité de France a obtenu des conditions remarquables sur le marché suisse des capitaux, où cet établissement jouit d'un très grand prestige. Sa dernière émission date de jeudi. Elle porte sur 100 millions de francs suisses pour une durée de onze ans et elle se cotait à l'emprunteur, tous frais compris, que 6,92 % l'an.

On ne saurait faire mieux sur aucun marché du monde. En outre, à son gré, le débiteur pourra unilatéralement décaler l'échéance dans huit, neuf ou dix ans. Deux des trois principales banques helvétiques apportent leur soutien à la transaction, l'Union de banques suisses, qui en assure le secrétariat, et la Société de banque suisse. La troisième, le Crédit suisse, a refusé de s'y associer. Elle aurait souhaité un rendement plus haut que celui qui est proposé aux investisseurs. Ceux-ci, pour l'instant, ne manifestent guère d'appréhension pour les obligations à long terme en francs suisses, qui leur rapportent toujours beaucoup moins que les dépôts à brève échéance, dont les taux dépassent les 8 %. Le coupon des nouvelles obligations d'EDF est de 6,625 %.

CHRISTOPHE VETTER

### DEVICES ET OR

#### Le dollar en hausse, l'or en berne

Grâce à l'URSS, le dollar a cette semaine tenu la vedette, et le rapide passage des putschistes à la tête du Kremlin restera certainement gravé dans les cours des changes pendant quelque temps encore.

Depuis longtemps déjà, les cambistes avaient pris conscience de l'importance potentielle de la situation en URSS sur l'évolution de l'économie et de la finance mondiales. On avait déjà assisté à de fortes fluctuations du dollar, lors de l'annonce de l'abandon du monopole du Parti communiste, ou, au contraire, de rumeurs de départ de M. Mikhaïl Gorbatchev. Ces dernières semaines ont confirmé, une fois de plus, que les marchés des changes s'intéressent de très près à ce qui se passe à Moscou. La semaine précédente le coup d'Etat, certains cambistes avaient déjà attribué à la montée des tensions en URSS (préparation difficile du traité de l'Union, démission d'Alexandre Yakovlev du Parti communiste...) la vigueur observée du cours du dollar.

L'effet de l'annonce du coup d'Etat a été immédiat à l'ouverture des salles de marchés, lundi 19 août. Le cours du dollar bondissait à quelques centimes de plus de 3 %, passant à 1,75 DM et 5,99 francs vendredi 16 en fin de séance à 1,8220 DM et 6,1725 francs. Les cotations officielles européennes, la vague d'intervention des banques centrales et les prises de bénéfices

immédiates ne réussissaient pas, dans la journée, à lui faire perdre sa vigueur. A près de 6,20 francs, le dollar atteignait ses niveaux de la fin juin, lorsque les ministres des finances des Sept s'étaient réunis à Londres, et n'avaient pas caché qu'une poursuite du mouvement de hausse les inquiétait.

Mardi, une légère correction intervenait, devenue plus forte au fur et à mesure que les analyses de M. Jansen et de ses partenaires apparaissaient plus minces. Finalement, le cours du dollar revenait vendredi 23 août à un niveau proche de celui du 16 août, soit 1,7303 DM et 5,8905 francs, avant de s'élever de nouveau à 1,75 DM et 5,94 francs en séance à New York, à la suite de l'annonce d'un bond spectaculaire de 10,7 % des commandes de biens durables aux Etats-Unis en juillet. Quelle que soit l'importance de ce chiffre pour l'analyse de la conjoncture américaine - on sait que les résultats mensuels des commandes de biens durables sont très volatils et sujets à révision - il est indéniable que la fermeté persistante du dollar s'explique également par la vigilance à l'égard de l'Union soviétique. Car, après l'euphorie qui a suivi le retour du président Gorbatchev, les cambistes ont pu détecter leurs yeux de Moscou, et tout ce qui pourrait leur apparaître comme un obstacle à la stabilisation et aux réformes ferait certainement procéder à de

nouveaux achats massifs de billets vers.

Dans le SME, le franc est toujours en quête, au côté de la couronne danoise. La parité franc-mark n'a pu varier, le franc profitant un peu du manque de vigueur du mark au moment du coup d'Etat, la monnaie allemande cotant 3,3978 francs le 23 contre 3,4020 francs la semaine précédente. Si le mark, qui n'a jamais été une valeur refuge, mais qui est jugé comme le premier concerné par l'évolution en URSS, venait à faiblir, le franc pourrait retrouver la meilleure santé qui était la sienne au printemps.

Le dollar a donc prouvé que malgré la récession américaine et les taux d'intérêt peu élevés en vigueur aux Etats-Unis, il était encore capable d'attirer les capitaux inquiets des tensions internationales. Mais tel n'est vraiment plus le cas de l'or. Le cours du métal précieux avait déjà fait preuve d'apathie pendant la crise du Golfe, à l'exception de quelques séances d'euphorie. Lundi, l'once de métal fin a néanmoins gagné 3 dollars, avant de glisser et de revenir le 23 août à 353,70 au deuxième fixing de Londres, contre 357,75 une semaine plus tôt.

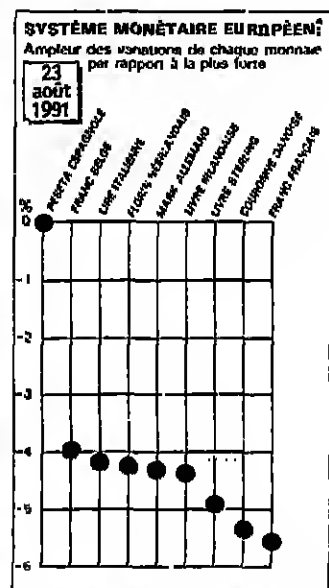
F. L.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 19 AOÛT AU 23 AOÛT 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Danmark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,6700	-	16,8236	65,5594	57,1428	2,7777	50,7366	0,0764
Paris	1,6700	-	16,9176	65,5594	57,1428	2,7777	50,7366	0,0764
Zurich	1,6700	-	16,9176	65,5594	57,1428	2,7777	50,7366	0,0764
Bruxelles	1,6700	-	16,9176	65,5594	57,1428	2,7777	50,7366	0,0764
Amsterdam	1,6700	-	16,9176	65,5594	57,1428	2,7777	50,7366	0,0764
Milan	1,6700	-	16,9176	65,5594	57,1428	2,7777	50,7366	0,0764
Tokyo	1,6700	-	16,9176	65,5594	57,1428	2,7777	50,7366	0,0764

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 19 août, 4,3402 F contre 4,3272 F le mercredi 14 août 1991.



\* Taux calculés par rapport au franc français (base 100).

### MATIÈRES PREMIÈRES

#### Les inconnues de la campagne sucrière

Le cours des événements à Moscou a provoqué, successivement, une forte chute puis une nette reprise des cours du sucre sur les marchés internationaux cette semaine. L'Union soviétique figure, ce effet, avec la Chine et l'Inde, parmi les plus gros importateurs mondiaux. L'événement de Mikhaïl Gorbatchev, lundi, avait fait craindre au négociant la suspension des facilités de paiements accordées par les Etats-Unis et les pays européens à Moscou. Or l'URSS achète, bon an mal an, entre 1 et 2 millions de tonnes de sucre sur le marché libre, où les transactions, on le sait, sont libellées en dollars.

La « perte » du client soviétique aurait eu, à ce point, de lourdes répercussions sur les cours mondiaux. Les échanges internationaux ne portent, en effet, que sur 8 à 10 millions de tonnes par an pour le sucre blanc et sur une dizaine de millions de tonnes pour le roux. Le retour rapide de Mikhaïl Gorbatchev et, avec lui, le rétablissement des échanges financiers occidentaux ont certes ramené la confiance sur un marché mondialement déstabilisé. Mais le négociant se garde de tout optimisme rapide. « Il existe un peu partout dans le monde des excédents. Et rien n'indique que l'URSS consacrera en priorité ses ressources en devises aux achats de sucre », souligne un négociant français.

#### L'incertitude cubaine

Une des grandes inconnues de la prochaine campagne sucrière (septembre 1991-octobre 1992) réside dans l'avenir des relations entre Cuba et l'Union soviétique. La Havane, on le sait, fournit une grande partie de sa récolte de sucre roux à Moscou contre du pétrole soviétique, ce vertu d'un accord de compensation (« clearing ») renégocié chaque année. Un troc qui, jusqu'à

présent, échappait complètement à la logique du marché mondial. Mais le refroidissement des relations entre les deux capitales a quelque peu modifié les termes de l'échange cette année. Pour la première fois en effet, l'accord soviéto-cubain, qui portait sur 4,4 millions de tonnes, a été établi en fonction des cours mondiaux. D'une des conditions moins favorables pour Cuba. Or selon le négociant, les livraisons de sucre de la Havane, qui s'étendent généralement de janvier à juin, ont été moins importantes que prévu. Ces retards ont conduit l'Union soviétique à acheter, depuis le début de l'été, environ 500 000 tonnes de sucre blanc sur le marché libre.

#### L'inconnue des excédents indiens

On aurait pu imaginer que Cuba, écoulant moins de sucre vers l'URSS, en eût profité pour en vendre sur le marché libre. Or il n'en a rien été. La Havane a toujours su, jusqu'à présent, redistribuer ses exportations vers d'autres pays amis comme la Chine. Mais l'incertitude demeure pour la campagne 1991-1992. D'autant que le gouvernement chinois, en relevant le prix de la canne, incite avec succès les agriculteurs à produire davantage de sucre.

Autre inconnue : les excédents indiens. Le sous-continent indien a accumulé depuis la saison dernière un stock de sucre d'environ 1 million de tonnes qu'il n'a pas voulu car les cours étaient trop bas. Commentaire d'un négociant : « A chaque fois que les cours remontent, la menace de ventes indiennes pèse sur le marché. » Voilà qui n'incite guère à l'optimisme, en dépit des prévisions du grand courtier britannique Czarnikow faisant état d'un déficit du marché mondial cette saison. Un rapport de Czarnikow table sur un déficit de 740 000 tonnes. La récolte mondiale devrait atteindre

113 millions de tonnes pour une consommation légèrement supérieure. Ces prévisions n'ont toutefois pas apporté de soutien au marché. « Les grands acheteurs sont complètement absents », commente un négociant.

Et il est souvent bien difficile de prévoir les besoins exacts des grands importateurs. Ainsi, selon Czarnikow, l'Ukraine, grande région productrice de sucre, devrait enregistrer une hausse de sa récolte cette saison. Prévision contestée par d'autres négociants, qui soulignent que le climat n'a pas été mauvais cette année. Certains observateurs font également remarquer que les récoltes peuvent désormais écouler directement une partie de leur production à l'étranger et se procurer ainsi des devises. Comme en Chine, où le gouvernement a relevé le prix des cannes, l'incitation à produire davantage est forte, bien qu'il soit encore impossible de mesurer l'effet de telles mesures.

PATRICK SERVAIN

PRODUITS	COURS DU 23-8
Café (Arabica) (livres/tonne)	1 347 (+25)
Aluminium (livres/tonne)	1 289 (+6)
Nickel (livres/tonne)	2 895 (+78)
Sucre (Prix) (livres/tonne)	265 (+6,5)
Café (Robusta) (livres/tonne)	510 (+)
Cacao (New-York) (livres/tonne)	1 021 (+23)
Blé (Chicago) (livres/tonne)	239 (+11)
Mais (Chicago) (livres/tonne)	240 (+1,5)
Soy (Chicago) (livres/tonne)	1814 (+4,7)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

#### Nouvelles préoccupations pour la place allemande

Après deux semaines de bouleversement des taux directeurs (aux Etats-Unis, puis en Allemagne), les négociants du marché obligataire auraient mérité de souffler un peu. Et bien non ! Les ondes de choc du coup d'Etat en URSS se sont fait sentir, même si ce fut brièvement, sur les taux d'intérêt. Mais, au total, le bilan du putsch reste globalement positif pour les marchés, notamment pour la place française.

A Paris, le Matif, revenu brutalement de 105,30 la semaine dernière à environ 104 lundi matin, après le laconique communiqué de l'agence Iass, a commencé à se reprendre dès mardi, pour finir la semaine à 105,68. Dans les salles de marchés, l'optimisme prévalait, et de nombreux investisseurs estiment que l'embellie devrait se poursuivre au cours des semaines à venir. La semaine prochaine sera la dernière avant le début de septembre, la préparation du budget et la rentrée syndicale, deux événements qui devraient cette année alimenter le débat naissant sur la relance et pourraient secouer un peu la place financière.

Sur le marché physique, le rendement de l'OFAT dix ans se maintient à 9,04 %, soit pratiquement le même niveau que la semaine dernière. Que la forte hausse du MATIF et la meilleure tenue du franc constatées à partir de mercredi ne donnent pas d'espoir de baisse immédiate des taux d'intérêt, c'est le message qu'a voulu transmettre M. Pierre Bérégovoy, interrogé jeudi 22 août sur RTL. Le ministre a trouvé le temps, entre deux commentaires sur l'URSS, d'indiquer que la baisse des taux d'intérêt en France n'était pas imminente. Mais « au fur et à mesure que le franc se consolide dans le système monétaire européen, notre marge de manœuvre est plus grande », a rappelé le ministre. A bon entendre salut.

Le marché obligataire allemand a été en première ligne dans la crise soviétique. On sait que l'Allemagne est le plus ardent partisan, parmi les pays industrialisés, d'une aide massive à l'URSS. L'annonce s'in-

quière déjà des conséquences sur les finances publiques d'une assistance accrue. Au point que le ministre de l'Economie, M. Jürgen Mielmann, a dû déclarer que l'Union soviétique honorerait ses engagements extérieurs et son homologues des finances, M. Theo Weigel, a dû déclarer que l'objectif de déficit du budget fédéral (66 milliards de marks) serait tenu.

A Francfort, contrairement aux autres grandes places, ni le marché boursier ni celui des obligations ne sont revenus à leur niveau d'avant le putsch. Une nouvelle élément de fragilité est ainsi apparu sur la place germanique. Après les chiffres de l'inflation (le Monde daté 18-19 août), ce sont les événements en URSS et l'évolution de l'attitude occidentale qui vont être examinés avec la plus grande attention.

#### Baisse des taux en Espagne

Heureusement, le marché reste pour l'instant convaincu qu'après le relèvement des taux directeurs intervenu le 15 août, une période de stabilité de la politique du crédit s'est ouverte, même si on ne sait combien de temps la Bundesbank choisira de la faire durer. Finalement, le Bund, l'emprunt de référence à dix ans, ne s'est pas trop mal tenu, son rendement atteignant 8,51 % le 23 août contre 8,47 % une semaine plus tôt. La France a pu, à cette occasion, réduire légèrement l'écart entre ses taux et ceux d'outre-Rhin. Mais, avec 50 points de base, il s'agit encore davantage d'une consolidation des acquis de ces derniers mois que d'une nouvelle étape dans la marche vers l'égalisation des taux de part et d'autre du Rhin.

Aux Etats-Unis, le marché, secoué comme tous les autres, s'est tenu toujours à une diminution du taux de l'escompte. Ou plutôt il l'attendait jusqu'à vendredi, jour où l'annonce d'une très forte augmentation des commandes de biens durables en juillet (+10,7 %) a provoqué une forte chute des obliga-

tions. Le rendement de l'emprunt phare 8 1/8 % à trente ans est remonté à 8,13 %, contre 8,10 % vendredi 16, mais après être tombé jusqu'à 8,05 %.

On ne sait ce que le comité de l'open market de la réserve fédérale, réuni le 20 août pour convoquer les orientations de la politique monétaire, a décidé. Mais les négociants, qui spéculent sur une poursuite de l'assouplissement du crédit, pensent maintenant que les responsables de la politique monétaire attendront la publication de statistiques du chômage en août, le 6 septembre.

La seule banque centrale à poursuivre le mouvement de baisse des taux réclamée par les Sept a été, au cours des derniers jours, celle d'Espagne. Anticipé à Madrid, l'assouplissement du crédit a pourtant été très limité, le taux d'intervention passant de 12,75 % à 12,60 %. En mai dernier, la Banque d'Espagne avait été plus audacieuse, ramenant son principal taux directeur de 13,5 % à 12,75 %. Apparemment, la modération de la hausse des prix permet aux autorités monétaires de poursuivre leur politique visant à rapprocher les taux espagnols de la moyenne des taux d'intérêt européens.

Le marché primaire français n'a repris sa saison d'émissions sur une note agitée. Les deux emprunts de la semaine, CRH (Caisse de refinancement hypothécaire) et Auxiliaire du Crédit foncier se sont bien placés, grâce à la nette remontée du marché qui a suivi l'annonce de la chute des putschistes. La CRH a lancé, avec des conditions jugées un peu serrées par certains, 1,2 milliard de francs 9,30 % à dix ans, dont le rendement actuel est ressorti à 9,49 %. Quant au Crédit foncier, son émission a également porté sur 1,2 milliard, à huit ans, avec un rendement pratiquement identique de 9,50 %. Un emprunt de La Hénin, ainsi que plusieurs émissions non syndiquées de banques sont attendus pour la semaine prochaine.

FRANÇOISE LAZARE



